



LA GUERRE ET L'ITALIE

DU MÊME AUTEUR

A la Nouvelle Librairie nationale :

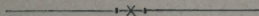
BISMARCK ET LA FRANCE (4 ^e édition)	3 fr. 50
LOUIS II DE BAVIÈRE (Nouvelle édition)	3 fr. 50
LE COUP D'AGADIR ET LA GUERRE D'ORIENT (<i>épuisé</i>).	
HISTOIRE DE DEUX PEUPLES, LA FRANCE ET L'EMPIRE ALLEMAND (12 ^e mille).	3 fr. 50

B1627g

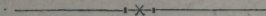
JACQUES BAINVILLE



LA GUERRE ET L'ITALIE



Pourquoi l'Italie a voulu la guerre. — Ce que l'Italie attend
de la guerre. — L'Italie et l'Autriche. — L'Italie et
l'Allemagne. — L'avenir des relations
franco-italiennes.



140220
11 | 10 | 16

PARIS

ARTHÈME FAYARD & C^{IE}, ÉDITEURS

18-20, RUE DU SAINT-GOTHARD

A MADAME

DE COUDEKERQUE-LAMBRECHT

Respectueux hommage.

J. E.

AVANT-PROPOS

La guerre montre les peuples tels qu'ils sont. Elle met leurs forces en valeur et ne fait grâce d'aucune de leurs faiblesses. Elle jette une lumière crue sur les caractères nationaux, sur les institutions et sur les gouvernements. Le conflit européen, en dressant les uns contre les autres les grands Etats, et en obligeant les petits eux-mêmes à prendre une attitude ou un parti, aura du moins servi à avancer notre connaissance du genre humain. La guerre actuelle fournit les éléments d'une prodigieuse étude de psychologie et de politique expérimentales. Les observations faites sur un pays à la faveur de pareilles circonstances ont beaucoup de chances de pénétrer fort avant en pleine réalité.

Pour l'Italie, nous n'aurons jamais, je crois, de meilleure occasion de la connaître, car il est vrai que nous la connaissions très mal.

Avec la France, les anciens malentendus sont dissipés. C'est dans une atmosphère de sympathie sans soupçon et sans mélange que vivent les deux pays depuis la rupture de la Triplice. Et puis, les Italiens n'ont pas joué de comédie. Ils ont montré le fond de leur âme. En se décidant à intervenir dans la guerre du même côté que nous, ils ont pris soin de faire remarquer que l'intérêt national de l'Italie était leur guide et « l'égoïsme sacré » leur point de départ. Cette formule fameuse a été lancée par M. Salandra, chef d'un des gouvernements les plus larges d'esprit et les plus honnêtes que l'Italie ait vus. C'est la base solide de la politique italienne, et pour l'accord des Alliés, la meilleure des garanties. Tous les jours qui se sont écoulés depuis que l'Italie a déclaré la guerre à l'Autriche ont rendu plus intime sa collaboration avec les puissances de l'Entente. Ce résultat n'eût pas pu être prévu avec autant de certitude si l'Italie n'était entrée dans la guerre que par obéissance à des affinités de race ou par un mouvement enthousiaste mais fragile d'altruisme et de désintéressement.

On assure qu'au mois de mai dernier, un homme

d'Etat italien, hostile à l'intervention, se flattait qu'avant trois mois l'Italie serait désabusée et lasse de la guerre et s'adresserait de nouveau à lui pour la tirer du « mauvais pas » dans lequel le nationalisme l'avait engagée.

Or, voici déjà beaucoup plus de trois mois que les Italiens se battent, et ils ne sont ni fatigués ni déçus. Ceux qui, au dedans comme au dehors, avaient cru l'Italie capable de renoncer promptement à son entreprise, en avaient mal calculé les ressources matérielles autant que morales. La faculté de résistance qu'elle manifeste est un des phénomènes les mieux faits pour montrer combien la nation italienne a grandi et s'est développée au cours de ces premières années du xx^e siècle.

Les Italiens, du reste, ne se sont pas fait d'illusions sur la nature de la guerre dans laquelle ils sont volontairement entrés. Appréciateurs judicieux et positifs de la situation générale et des forces en présence, ils ne se seront trompés ni sur la durée ni sur la difficulté de la lutte : là-dessus, nous avons recueilli sur place les témoignages les plus nets de leur clairvoyance et de leur résolution. Le temps a coulé depuis et montré que la volonté de l'Italie, telle qu'elle s'est affirmée durant les journées romaines de mai, était devenue de l'acharnement. C'est un sot préjugé, dont on reviendra,

qui range parmi les facultés dominantes des Latins la légèreté et l'inconstance. Sans parler de la Rome antique, est-ce que l'Italie du XIX^e siècle n'a pas montré, dans ses luttes pour l'indépendance et pour l'unité, une persévérance voisine de l'obstination? C'est la même Italie qui s'est retrouvée en 1915.

Une vue élevée de la situation générale permet de se rendre compte des services considérables que les Italiens, au seul point de vue militaire, rendent à la cause des Alliés en immobilisant sur l'Isonzo et les Alpes juliennes plusieurs centaines de milliers de soldats austro-allemands. Reconnaître « l'efficacité de la coopération italienne », comme vient de le faire M. Briand dans une conversation publiée par un journal de Rome, c'est donc reconnaître avec justice une vérité certaine.

Mais l'équité demande davantage. Il faut toujours avoir devant les yeux que c'est par sa propre volonté, imposée aux éléments neutralistes, éléments puissants et nombreux, que le peuple italien est entré dans la guerre. Chaque fois qu'on se plaint que l'Italie ne fasse pas ceci ou cela qui, de loin, nous paraît simple, il faut bien se représenter que chaque pas en avant, toute extension donnée au conflit impliquent des discussions, une

lutte, une résistance vaincue. Cet été, à Florence, sur le mur du musée des Offices, nous avons pu voir encore, inscrit en grandes lettres rouges, un Abbasso la guerra, lisible depuis le fond de la place de la Seigneurie. Or, un peu plus loin, sur un autre mur, se lisaient d'autres graffiti favorables à l'intervention. Eh bien ! ces deux courants, — tels le guelfe et le gibelin, — subsistent, mais le courant neutraliste est, d'une manière générale, dominé par l'autre que conduisent les éléments les plus forts et les meilleurs du pays et qui en rassemble toutes les élites.

Les récentes déclarations de M. Sonnino, qui sont venues corroborer celles de M. Orlando, son collègue, l'adhésion officielle et formelle de l'Italie au pacte de Londres : autant d'événements survenus depuis que ce livre a été écrit et qui en justifient les prévisions. Une fois entrée dans la guerre, il était clair que l'Italie devait aller jusqu'au bout, jusqu'aux extrêmes conséquences de la décision qu'elle avait prise en rompant avec la Triplice, sinon elle eût fait une politique enfantine. Et les Italiens ne sont pas des enfants. Ils ont même prouvé, par leur clairvoyance dans les affaires orientales, qu'ils étaient, pour l'expérience et la maturité politiques, fort en avance sur quelques-uns de leurs associés.

Nous avons essayé dans ce livre de montrer l'Italie telle que la guerre l'a fait apparaître. Nous avons essayé aussi de présenter les raisons profondes de l'intervention de l'Italie, raisons qui commandent sa politique future. L'Etat italien est un des plus originaux, un des plus vigoureux, un des plus riches d'avenir de l'Europe contemporaine. La guerre est survenue à l'un des moments les plus favorables de son évolution et de sa croissance. Ce moment, l'Italie a su le saisir et demain, croyons-nous, elle comptera dans le monde plus qu'elle ne comptait hier.

Voilà ce que nous devons savoir. Nous devons savoir aussi comment cela s'est fait. Ce livre traduit notre admiration pour les progrès de l'Italie, pour le réalisme de sa politique. Nous entrevoyons pour elle des succès prochains au moins égaux à ceux qu'elle a remportés dans le passé. Quiconque serait disposé à en prendre ombrage fera mieux de s'instruire d'abord, par cet exemple, des conditions auxquelles un Etat s'élève et un peuple grandit.

12 décembre 1915.

LA GUERRE ET L'ITALIE

CHAPITRE PREMIER

SENTIMENTS ET VOLONTÉS DE L'ITALIE

Un mot de Massimo d'Azeglio. — La comète de l'amitié franco-italienne. — L'Europe en armes. — L'Italie n'est plus une « expression géographique ». — Le « risorgimento del Risorgimento ». — Développement de la conscience nationale. — Puissance des souvenirs historiques en Italie. — La poésie et l'action. — Les traditions politiques et la guerre. — Raisons profondes de l'intervention italienne. — Insuffisance de toutes les explications partielles. — « Pour les plus grandes destinées de l'Italie ». — Ce que n'avaient pas compris les neutralistes giolittiens.

Au mois de mai 1859, peu de temps avant Magenta et Solférino, un patriote italien, un de ceux qui avaient le plus fait pour l'indépendance de l'Italie, Massimo d'Azeglio, écrivait de Turin à ses amis de France : « Il faut voir comme on reçoit vos soldats ! Hier, deux escadrons de lanciers passaient sous mes fenêtres au milieu d'une foule ne sachant plus comment exprimer son

bonheur, et presque tous les officiers portaient un gros bouquet que les dames leur avaient jeté des balcons. C'est la lune de miel en son plein et j'espère qu'elle sera la *comète de miel* (passez-moi le néologisme), et encore de celles à révolutions séculaires. »

Ce mot curieux n'aura péché que par la modération et l'extrême prudence. Ce n'est pas en un siècle, comme le pensait Azeglio, c'est en moins de soixante années que la « comète » de l'amitié franco-italienne aura accompli sa révolution.

Durant le trajet de Paris à Milan, nous avons longuement pensé à cette espèce de prophétie. Quel voyage propice aux méditations, d'ailleurs ! Sans faire attention que nous allions, en passant par la Suisse, doubler les formalités de passeport, de visite et de douane, particulièrement minutieuses et sévères par ces temps troublés, nous avons pris le « raccourci » Frasnè-Vallorbe, œuvre de paix qui venait d'être inaugurée en pleine période guerrière. Le « raccourci » allait singulièrement allonger notre voyage, mais nous n'en avons pas eu de regret. Au sortir d'une France en armes, une France où campait encore l'ennemi, où toute la population mâle était sous les drapeaux, jusqu'à ces réservistes des vieilles classes territoriales, aux cheveux gris et à la

barbe en broussaille, et qui gardaient patiemment la voie ferrée, — au sortir de cette France en tenue de campagne et en armure de guerre, que trouvions-nous en effet ? Une Helvétie qui, dans sa partie romande, frémissait des mêmes passions et des mêmes espoirs que nous, et qui, dans sa partie alémanique, était pareillement prête à défendre ses frontières, décidée à ne pas subir le sort de la Belgique, et dont les montagnards étaient sur pied depuis bientôt près d'un an pour la sauvegarde de leur indépendance. Et puis, lorsque, le Simplon franchi, nous pénétrions en Italie, c'était encore le même spectacle militaire qui s'offrait à nos yeux, avec quelque chose de plus toutefois : cette activité, cet allant, cette rumeur allègre des premières semaines de guerre que nous avons connus aussi en France au début des hostilités... En définitive, mobilisés de France, de Suisse ou d'Italie, tous montraient, devant l'accomplissement du rude devoir militaire, non pas des visages résignés, mais des regards résolus, une acceptation entière. Quelle vision, rapide sans doute et fragmentaire, et pourtant évocatrice et précise comme un document photographique, de l'Europe de 1915 et des lourdes et terribles tâches que l'existence d'une grande Allemagne a imposées à tous les peuples européens !...

Tandis que le train roulait à travers la plaine lombarde, sans un retard, avec une précision d'horloge dont les Italiens avaient le droit de s'enorgueillir au milieu de pareilles circonstances, tandis que nous approchions des lieux historiques de Magenta et de Solférino, nous entendions les conversations des voyageurs, tous favorables à l'intervention de l'Italie, approuvant avec chaleur la décision du roi Victor-Emmanuel et de M. Salandra. Et alors, il nous revenait à l'esprit une impression saisissante que nous avions gardée des grandes journées décisives de la crise internationale de 1914 d'où la guerre est sortie. Voisin, à Paris, de l'ambassade d'Italie, nous avons vu, dès la fin de juillet, la rue de Grenelle s'emplier de sujets italiens en résidence dans la ville et venus demander les uns des renseignements, d'autres des certificats, d'autres un passeport. Sur les visages de ces pauvres gens, se lisait la même inquiétude, la même angoisse. On allait à la guerre, cela était sûr. L'Allemagne, l'Autriche révélaient leur dessein, suivaient leur pensée d'agression. Et l'Italie n'était-elle pas leur associée, leur alliée ? N'y avait-il pas le pacte de la Triplice ?... Quoi ! Il allait falloir se battre contre la France hospitalière, la France amie ? Cette idée attristait les visages. On sentait qu'elle

révoltait les cœurs. Mais, dès le 3 août, interprétant, soulageant la conscience italienne, le gouvernement de Victor-Emmanuel III déclarait sa pleine et entière neutralité, abandonnant à l'Allemagne et à l'Autriche la responsabilité de leur provocation. Et alors, on put voir les Italiens de Paris relever la tête, mettre de la joie et de la fierté à arborer, à la manche, à la boutonnière, au chapeau, le tricolore rouge, blanc et vert qu'on ne verrait pas ennemi du tricolore bleu, blanc, rouge.

Ils obéissaient au même sentiment, les artilleurs italiens qui, à la même minute, sur la frontière des Alpes, changeaient la direction de leurs canons, ne voulaient plus que la bouche en fût tournée vers la France, — en signe que les Français pouvaient avoir confiance, se consacrer tout entiers, sans avoir de souci du côté du Sud-Est, à refouler l'envahisseur. Et cette attitude, loyalement prise, loyalement observée par l'Italie dès le premier jour du conflit, dès la déclaration de guerre, est-ce qu'elle ne l'engageait pas déjà ? Est-ce qu'elle ne la faisait pas entrer dans la voie qui la conduirait à intervenir aux côtés de la France ? L'heureux, le bel événement s'est produit à son heure, à l'heure où il devait, où il pouvait survenir avec l'efficacité la plus com-

plète. Grande joie pour ceux surtout qui, amis et admirateurs de l'Italie intellectuelle, artiste, littéraire, avaient si longtemps redouté de voir ce scandale : l'Italie dressée contre la France, conformément au perfide programme bismarckien. En retrouvant, dans cet été de 1915, une Italie associée à notre cause et à nos armes, nous avons éprouvé un de nos plaisirs les plus vifs depuis cette guerre. Et quel soulagement, quelle satisfaction pour l'esprit de penser que le sang des héros français, en coulant jadis pour la délivrance de l'Italie, avait coulé aussi pour la France, que ce sacrifice n'avait pas été stérile puisqu'il avait contribué pour une part à faire naître cette heure, puisque, par sa vertu, s'était renouée l'ancienne alliance qu'on avait pu craindre de voir tombée en oubli.

Oh ! sans doute, et il importe de s'en rendre compte, nous ne sommes plus en 1859. Nous ne sommes plus au temps où le poète anglais Swinburne appelait l'Italie « le souci du monde ». Nous ne sommes plus au temps où Lamartine venait de dire : « Libérer l'Italie suffirait à la gloire d'un peuple », et où sa parole retentissait encore dans le cœur du peuple français. Nous ne sommes plus au temps où Napoléon III jetait l'épée de la France dans la balance européenne

en faveur de l'Italie-une, et la collaboration d'aujourd'hui ne ressemble que de loin à l'ancienne collaboration du second Empire et du Piémont. Événements, situations, état des esprits ne coïncident plus point par point. La comète prédite par Massimo d'Azeglio brille au-dessus d'un monde transformé, d'un monde sur lequel a coulé du temps. Toutefois, hâtons-nous de le dire, cet astre, à son retour, aura reconnu bien des choses, bien des souvenirs d'autrefois qu'auront salué, eux aussi, avec émotion, en posant le pied sur la terre italique au milieu de ces grandes circonstances, tous ceux pour qui l'histoire parle un langage vivant.

* * *

Ce serait une grave erreur de se représenter l'Italie de 1915, l'Italie grandie et fortifiée, l'Italie majeure, grande personne qui a pris librement sa décision réfléchie en face du conflit européen, sous la figure et avec les traits de l'Italie du XIX^e siècle, celle qui en était encore à conquérir son indépendance, à vaincre les obstacles qui s'opposaient à son existence comme nation. Alors, l'Italie était dans les limbes. On pouvait même regarder comme si douteux qu'elle fût capable

de vivre, que son plus mortel ennemi, Metternich, avait pu se flatter de l'avoir pour jamais définie « une expression géographique. »

Cependant ne négligeons pas ceci : quelque chose, et quelque chose de fort, subsiste de la période héroïque, de la période douloureuse d'où a daté la renaissance politique, la résurrection (*Risorgimento*) du peuple italien : c'en est la part morale, c'en est l'idéalisme, c'en est la poésie. Nous avons pu dire un jour à Milan devant quelques personnes qui ont bien voulu nous passer le jeu de mots : « Il semble qu'on assiste ici au *risorgimento del Risorgimento* ». Il y a eu, en effet, dans l'Italie de 1915, une véritable résurrection des sentiments par la vertu desquels, au siècle dernier, l'Italie était sortie de son tombeau. Pour avoir l'intelligence de ce qui s'est passé, durant la grande crise européenne, dans les esprits italiens, il faut se rendre un compte exact des éléments divers qui sont entrés en action. Parmi ces éléments, la tradition historique et le souffle poétique du *Risorgimento* ne sont pas les moindres, et, à en faire abstraction, on se tromperait sur les causes générales de la guerre comme sur l'état d'esprit et l'orientation du peuple italien.

Très peu répandu en France, si ce n'est dans

quelques élites, le sentiment de l'histoire anime l'Italie. Et il ne faudrait pas penser à la Vénétie et à la Lombardie seules, où le souvenir de l'oppression est évidemment demeuré plus vif et reste encore prochain. Plus d'un Milanais est né sous la domination étrangère. Plus d'un a entendu le cri : « Dehors les barbares ! » bien avant que la guerre de 1914 eût fait spontanément renaître, en Belgique, en France, partout, l'accusation de barbarie contre les Germains. A Milan, les luttes pour l'indépendance sont évoquées à tous les pas, presque à chaque pierre : le nom des rues lui-même (telle la rue Mac-Mahon) rappelle ce passé. J'ai entendu plus d'un Milanais me dire : « Comment n'aurais-je pas été pour l'intervention, moi dont le père s'est battu en 1859 aux côtés de vos soldats ?... » Oui, le souvenir devait être plus puissant ici qu'ailleurs, mais il n'a été absent, en Italie, de l'esprit de personne : M. Sallandra (il n'y a pas de meilleur exemple à citer) n'est ni Vénitien ni Lombard : il est de Bari, dans les Pouilles. C'est dire que la suggestion historique a agi sur tout le monde. On a même cru remarquer que, chez les adversaires de l'intervention eux-mêmes, il s'était trouvé des hommes qui ne pouvaient s'empêcher de songer aux années de croissance et de lutte du Piémont, années après

et difficiles. Et ceux-là avaient craint, — bien à tort, — que la guerre contre l'Allemagne et l'Autriche ne compromît les résultats magnifiques, — inespérés, eux aussi, il y a un demi-siècle, pour les Italiens de peu de foi, — auxquels l'Italie de nos jours est parvenue.

L'Italien a la mémoire longue. L'histoire lui est familière. Sa propre histoire, son histoire nationale lui est sacrée et il y puise sans cesse des raisons d'agir. C'est ainsi que l'enthousiasme avec lequel l'Italie a accueilli l'expédition de Tripolitaine a marché de pair avec les fêtes qui ont eu lieu pour le cinquantenaire du *Risorgimento*. C'est à l'évocation de ces souvenirs, exaltants pour l'âme italienne, que l'Italie doit cette conquête. Retenons précieusement ce trait du caractère italien : il rend compte de plus d'un phénomène de la vie politique, déconcertant au premier regard. Quant à nous, nous avons toujours regardé comme dignes d'admiration et même d'envie les peuples qui n'essayaient pas de dissimuler de la légèreté et de l'ignorance en affectant le dédain du passé.

Avec les Français, les Italiens s'entretiennent volontiers, en toute liberté et franchise, des événements qui, au cours des années, ont marqué les rapports de leur pays et du nôtre. Ils n'hé-

sitent pas, et ils ont raison, à évoquer les heures mauvaises autant que les bonnes : ils estiment que le silence, en cette matière, n'arrange rien et ne sert qu'à nourrir les rancunes. Ce qui est significatif, c'est qu'ils ne craignent pas de remonter au-delà des incidents du *Carthage* et du *Manouba*, au-delà des incidents d'Aigues-Mortes. Un jour, devant la statue de Napoléon III qui se voit dans la cour du palais de l'ancien Sénat de Milan, un notable citoyen de la ville nous a dit ces mots si curieux : « Napoléon III... Nous lui serons toujours reconnaissants de Solférino. Nous ne lui avons pas pardonné Villafranca. » Eh ! bien, pour ne pas s'exposer à commettre de contresens avec les Italiens, pour que la conversation soit fructueuse avec eux, il faut toujours savoir qu'à leurs esprits lucides Solférino, aussi bien que Villafranca, demeure présent. Ces choses se sont passées voilà plus d'un demi-siècle ? Peu importe. Solférino reste pour les Italiens le nom de la victoire qui ouvrait toutes les espérances, Villafranca celui de l'arrêt brusque, de la déception amère... Et ils continuent d'éprouver avec force ces impressions opposées, telles que les avaient ressenties les contemporains de ces événements. Ils frémissent encore des passions de leurs ancêtres.

Telle est une des dispositions essentielles de leur intelligence et de leur sensibilité, ouvertes aux voix de l'histoire. Cette disposition, les Allemands, qui la connaissent, n'ont pas manqué de la cultiver. On nous a conté que, durant les semaines où le prince de Bülow négociait et intriguait désespérément à Rome, des agents de l'Allemagne, des commis-voyageurs de Guillaume II, faisaient, dans les *osterie* (en Toscane surtout), des cours d'histoire moderne aux villageois pour tenter de leur démontrer que l'intérêt de l'Italie était de se ranger du côté austro-allemand. Vaine tentative, d'ailleurs, emportée avec le reste par le grand courant qui a entraîné l'Italie. Mais, pendant quelque temps, aux marchés des bourgs toscans, on a pu entendre des ruraux discuter d'histoire italienne et, doctes comme des manuels allemands, soutenir la thèse gibeline.



L'Italie est allée à la guerre, à « sa » guerre, comme elle dit avec une précision voulue et une juste fierté, animée d'une passion et d'un enthousiasme dont plusieurs caractères ne se retrouvent pas parmi les sentiments qui ont déterminé les

autres peuples unis aujourd'hui contre les Empires du Centre. Il est juste en particulier qu'un écrivain ait joué un rôle actif dans la décision de l'Italie : Gabriele d'Annunzio a continué l'incantation de tous les grands poètes italiens par qui ont été mûries les heures lyriques du mois de mai dernier, quand la guerre a été acclamée par le peuple romain.

Il faut bien se représenter que, sur cette terre du noble parler et du rythme, où la musique des vers est goûtée autant que dans nos pays de félibres, toute la poésie du xix^e siècle, et la plus belle, la plus haute, a été nationaliste. Les Italiens ont cette fortune que toujours leurs plus grands poètes auront exprimé les aspirations de leur patrie. Partout, en Italie, depuis la guerre, on a vendu, imprimé sur du papier grossier, un recueil de chants patriotiques : dans cette anthologie populaire, figurent les noms les plus nobles et les plus altiers du Parnasse italien. Heureux pays que celui où les difficiles et savants poèmes d'un Leopardi ou d'un Carducci se débitent, pour un sou, dans la rue et garnissent le sac du soldat ! Il faut savoir que le *Salut italique* de Carducci a été, depuis la fin du moi de mai, récité pour ainsi dire chaque soir jusque dans les théâtres de genre, pour se rendre compte de la nature et de

la qualité du mouvement par lequel l'Italie est entrée dans l'action. Stendhal observe quelque part qu'en Italie « le vulgaire est le petit nombre ». La remarque n'a pas cessé d'être vraie, et je me souviens d'en avoir entendu jadis l'équivalent de la bouche du général de Charette. Car le général de Charette avait beau avoir combattu l'unité de l'Italie dans les rangs de l'armée pontificale, il adorait l'esprit italien et il rappelait toujours avec fierté qu'il avait été élevé à l'Académie royale militaire de Turin. Je crois bien pouvoir avancer que le général de Charette n'avait jamais lu Stendhal, quoique ses souvenirs fissent souvent penser à des anecdotes de la *Chartreuse de Parme*. Mais cette rencontre, au sujet de l'esprit italien regardé comme apte à l'élévation, entre deux hommes aussi différents qu'Henri Beyle et le chef des zouaves pontificaux, m'a toujours paru digne d'attention. Elle est singulièrement flatteuse pour la nature et la qualité de l'âme italienne, car Stendhal et Charette, chacun à sa manière, étaient bons juges en fait d'hommes. Ils auraient, l'un et l'autre, reconnu l'Italie et l'une des facultés maîtresses du caractère italien dans les événements de cette année. Ils auraient dit que l'inspiration de la guerre de 1915, propagée par la lyre, avait été ce qu'elle devait être dans un pays

dont la plus grande société patriotique porte le nom de Dante Alighieri...

D'ailleurs il ne faudrait pas prétendre avoir épuisé par ce qui précède l'analyse des sentiments de la nation italienne. Il en reste un, surtout, qui est purement moral, lui aussi, et qui a été de premier ordre, qui a décidé de tout. C'est le sentiment de l'honneur national, si puissant dans l'Italie contemporaine, encore toute proche de la domination du *Tedesco*, qu'il en est poussé jusqu'à la susceptibilité. Or ce sentiment a été gravement froissé par les intrigues du prince de Bülow, plus gravement offensé encore par la connivence de certaines personnalités parlementaires avec l'étranger. Qui ne comprend pas cela ne peut s'expliquer la force du courant qui a entraîné l'Italie au mois de mai. C'est d'ailleurs un sujet si important, qui embrasse tant de considérations diverses que nous devons le traiter dans un chapitre spécial et à loisir.

Mais peut-être les indications qu'on vient de lire suffiront-elles déjà à montrer combien serait fausse toute explication unilatérale du nouveau *risorgimento* et de la rupture de l'Italie avec ses anciens alliés. Il importe en particulier d'écarter comme simpliste et comme dangereuse l'explication unique et globale par la maçonnerie et par

les traditions de l'esprit démocratique et révolutionnaire. Ces forces existent sans doute, ces traditions survivent et jouent leur rôle dans la vie publique de l'Italie contemporaine. Mais elles sont bien loin d'y être tout, et de n'y pas laisser place à d'autres idées, comme nous aurons l'occasion de le montrer plus loin.

C'est pourtant sur cette explication-là que les journaux allemands se sont jetés. C'est celle qu'ils ont fait valoir et sonner bien haut avec une hypocrite réprobation. L'Italie « athée ! » L'Italie « geôlière de la papauté ! » Comme si, avant 1914, Guillaume II avait jamais songé à s'en offusquer, lui qui se pose aujourd'hui, pour attirer à sa cause la sympathie des catholiques, en champion de l'Eglise et en protecteur du Saint-Siège. Mais la presse allemande excelle à souffler le chaud et le froid et elle ne se met pas en peine de savoir si les neutres sont sensibles à ses contradictions lorsque, tour à tour, elle représente l'Allemagne comme le champion du libéralisme contre l'autocratie russe et comme le champion de l'ordre contre la démocratie française. D'ailleurs la Prusse du *kulturkampf*, qui affecte aujourd'hui tant de zèle pour la papauté et pour l'Eglise n'était-elle pas, — et contre l'Autriche, — l'alliée de la jeune Italie de 1866, véri-

tablement animée, celle-là, d'un esprit révolutionnaire? L'Allemagne impériale n'a-t-elle pas été aussi, pendant trente-deux ans, l'alliée de la royauté italienne sans lui avoir jamais fait une observation sur sa politique intérieure, même en ce qui concerne la question religieuse? On se laisserait prendre à la plus grossière des manœuvres allemandes, en France comme à l'étranger, si l'on suivait la presse germanique dans une pareille voie.

Nous pouvons supposer, n'est-il pas vrai, que les Italiens se connaissent bien eux-mêmes. Or les conservateurs et les modérés, en Italie, n'admettent absolument pas que le mouvement en faveur de l'intervention puisse s'expliquer par l'influence maçonnique et par elle seule. En Lombardie, notamment, les catholiques revendiquent leur part dans la guerre nationale et leur attitude, leurs actes, parlent d'ailleurs pour eux. C'est, par exemple, la campagne magnifique du *Corriere della Sera*, devenu le journal le plus répandu de l'Italie du Nord et qui n'a été ni moins ferme ni moins ardent pour l'intervention que ses confrères radicaux. C'est aussi l'accueil que le député Meda, qui était alors neutraliste, a reçu, certain jour, de ses amis et de ses électeurs catholiques. C'est enfin l'enthousiaste par-

icipation de l'aristocratie lombarde à la guerre. Non pas que l'aristocratie des autres provinces italiennes se comporte autrement et qu'aucune distinction soit à faire. Mais, en Lombardie, c'est vraiment toute une chevalerie qui s'est levée. On a bien voulu en dresser pour moi la liste. La société de Milan s'y trouve au complet ; les exceptions, s'il y en a, sont bien rares et encore est-ce toujours la nécessité qui les a produites. Officiers ou volontaires : il n'est bonne famille lombarde qui n'ait ses représentants aux armées. Voici les princes Castelbarco-Albani, les comtes Castelbarco-Visconti, le prince Gonzague di Venovato, le duc Visconti et ses frères, les comtes Visconti di Modrone, le duc Scotti et ses frères, les comtes Gallarati Scotti, le prince Trivulzio, les comtes et nobles Cornaggia, le comte Carena, le comte Taverna, le comte Borromeo-Arese, qui possède le beau palais, unique au monde, des îles Borromées, dans le lac Majeur ; les comtes Borromeo d'Adda, les comtes et les nobles Paravicini, le comte Cicogna, les nobles Greppi, le marquis Clerici, le marquis Grivelli, le marquis Corti et ses fils, le comte Negroni et ses fils, les familles des comtes Belgiojoso qui portent un nom illustre dans l'histoire du *rinnovamento* ; les comtes Dal Verme, les nobles Calvi, les nobles

Brivio, les comtes Durini... et d'autres, d'autres encore, qui forment comme l'armorial d'une croisade.

Et ceux qui m'ont montré ces listes éloquentes ont ajouté ces paroles :

« — Il y a, dans le nombre, des familles qui, jadis, passaient pour austrophiles. Elles sont aux armées, avec les autres. Même en 1859 on n'a vu ni pareille flamme ni pareille union dans notre Lombardie. »

Eh ! bien, il faut retenir ce dernier trait. Il indique l'élévation morale de l'Italie en guerre. Il donne le ton de cette vaste entreprise, si grosse de conséquences à venir, où le peuple italien est volontairement entré. Mais, comme le disent les Milanais eux-mêmes, eux les premiers, c'est à Rome que tout s'est décidé. C'est à Rome que le mouvement en faveur de l'intervention a été le plus efficace. C'est à Rome qu'il fallait interroger l'opinion, s'informer des journées historiques d'où la guerre italienne a surgi.



Le premier jour que j'ai rencontré Gabriele d'Annunzio, — c'était, lui-même a bien voulu me le rappeler depuis, à la villa Borghèse, sous

l'ardent soleil de Rome, — j'ai dit au poète, après avoir évoqué les grandes soirées du mois de mai où le peuple romain, à sa voix, avait demandé, acclamé la guerre :

« — Vous aurez été Lamartine en 1848. Mais, plus heureux que lui, vous n'aurez pas eu besoin de faire une révolution. »

Il importe, en effet, de se rendre compte des caractères particuliers qu'a eus le mouvement populaire et national par lequel l'intervention de l'Italie s'est décidée. En France, d'une manière générale, ces événements n'ont pas été très bien compris. La convulsion intérieure par laquelle est passée l'Italie, avant d'entrer dans la guerre européenne, est restée obscure. Nous en esquisserons plus loin l'histoire et l'on verra qu'elle constitue un des phénomènes les plus frappants de la vie politique dans l'Europe contemporaine.

Parmi les Etats qui sont actuellement en guerre en Europe, les uns ont obéi à une pensée d'agression, les autres, devant cette attaque, ont adopté une attitude de conservation et de défense. L'Italie a pris part au conflit pour des motifs originaux. Elle y a pris part volontairement, dans sa liberté, alors qu'il lui était même offert des compensations si elle consentait à rester neutre. Quelque chose de plus puissant que l'amour de

sa tranquillité, de plus persuasif que le calcul d'avantages et de gains immédiats recueillis sans effort, a poussé le peuple italien à intervenir : c'est le sentiment qu'une heure solennelle son- nait pour toutes les nations et que celle qui lais- serait passer ce moment historique sans avoir manifesté la vigueur de ses armes subirait une diminution irréparable. En outre, une sorte d'ins- tinct vital avertissait l'Italie que ces grands évé- nements européens s'accomplissaient au moment où elle-même entrait dans une période de crois- sance et d'essor, dans une phase nouvelle de son histoire, après avoir surmonté les années diffi- ciles de son unité. A tous les points de vue, l'année 1915 marque une grande date du déve- loppement de la nationalité italienne, le com- mencement de ce qu'on a nommé quelquefois la « quatrième Italie ». Et cela, le peuple d'Italie l'a senti et compris. Il est, certainement, un des mieux doués qui soient au monde pour l'intelli- gence spontanée des grandes nécessités de la po- litique. Les manifestations du mois de mai 1915 ont exprimé l'intuition profonde qu'a eue la na- tion italienne : selon la décision qu'elle prendrait, une porte allait s'ouvrir ou se fermer sur son avenir.

On se tromperait gravement si l'on attribuait

la guerre à la seule passion de l'irrédentisme. Ah ! sans doute, le nationalisme italien veut Trente et Trieste. Il les veut avec énergie. J'ai vu, sous l'uniforme italien, de nombreux fils des *terre irredente*, qui venaient de fuir l'Autriche pour la combattre et, l'autre jour, quarante-deux d'entre eux ont demandé à aller à l'assaut d'une position ennemie, assaut d'où pas un seul n'est revenu. Il est toujours étrangement puissant, le sentiment nostalgique de l'Italie pour les « terres non rédimées », le sentiment auquel Giosue Carducci a donné les ailes de la poésie dans son fameux *Salut italique* :

« Quand donc ? » répètent en eux-mêmes, tristement, les vieillards, qui, alors que leurs cheveux étaient noirs, Trente, un jour, te dirent adieu ;

« Quand donc ? » disent, tout frémissants, les jeunes hommes qui, de Saint-Just, voyaient encore, hier, briller la glauque Adriatique...

Ce « quand donc » reçoit enfin une réponse, et le vœu de tant de patriotes italiens, disparus, comme Carducci, sans avoir vu la délivrance de leurs frères, est sur le point d'être satisfait. Mais ce n'est qu'une partie dans le tout du vaste programme que l'Italie s'est fixé à elle-même et qui, elle le sent, répond à la croissance de ses forces, à son développement, aux progrès de toute sorte

qu'elle a réalisés dans ces dernières années. Si l'Italie a voulu la guerre pour Trente et Trieste, elle ne l'a pas voulue pour Trente et Trieste seulement. Elle l'a voulue encore pour résoudre le problème adriatique, car tout le monde sait, dans la péninsule, que l'Italie a la plus mauvaise part des rivages de cette mer et que, de ses bons ports dalmates, de ses îles aux redoutables détours, l'Autriche-Hongrie la menace et la domine constamment.

Mais la question de l'Adriatique, de l'« Adriatique très amère », comme dit Gabriele d'Annunzio, amère au cœur des Italiens, cette question, elle non plus, n'explique pas tout.



Depuis que le canon tonne sur l'Isonzo et dans les Alpes Juliennes, depuis que la quatrième guerre contre l'Autriche a commencé, nombreux déjà sont les officiers et les soldats de toutes les parties, de toutes les provinces de la péninsule qui ont succombé. Pour ces héros, l'épithaphe pré-férée des familles, la formule ordinaire des avis et des lettres de faire-part est hautement significative : « Mort en combattant pour les plus grandes destinées d'Italie, *per i maggiori destini*

d'Italia. » Ainsi la mémoire des soldats tombés au champ d'honneur est associée à l'idée de l'avenir national. Cette idée pour laquelle ils ont donné leur vie, voilà justement le grand moteur, voilà le mobile agissant et déterminant qui a entraîné la décision de l'Italie.

C'est pour autre chose encore que Trente et Trieste et la question de l'Adriatique, c'est pour un intérêt plus général et qui embrasse d'ailleurs ceux-là, c'est pour des raisons plus puissantes que l'Italie a voulu « sa » guerre. Elle a voulu sa guerre à elle, sa guerre propre, sa guerre nationale, qui est pourtant la même que celle des Alliés, parce qu'elle a senti dans ses fibres, senti dans ses centres vitaux que la victoire de l'Austro-Allemagne serait pour elle le signal de la déchéance et d'une nouvelle servitude. Le peuple italien a merveilleusement compris que la Triple n'avait jamais eu, pour lui comme pour ses associés germaniques, que le caractère d'une combinaison provisoire, sans aucune loyauté du côté de ses partenaires de Vienne et de Berlin. quelque chose comme une solution du problème du loup, de la chèvre et du chou, solution où le loup prussien se proposait de laisser la chèvre autrichienne, le jour où se présenterait l'occasion, s'engraisser du chou italien pour mieux la

dévoré lui-même ensuite. Les Italiens n'ont eu aucun scrupule à dénoncer une convention dictée par l'opportunité toute pure. Ils ne se sont pas laissé séduire par les tentatives suprêmes du prince de Bülow, qui ne leur offrait pas seulement de maigres et aléatoires compensations aux dépens de l'Autriche, mais qui leur montrait la Tunisie, Malte et même l'Égypte comme des proies faciles. La plus grande preuve que le peuple italien ait jamais donnée de son sens politique, si aigu, c'est d'avoir écarté ce marché, c'est d'avoir voulu que, ce qu'il prendrait, il le dût à son effort, à la conquête, c'est d'avoir voulu affirmer son droit à de « plus grands destins », à une plus grande place dans le monde en faisant la preuve de sa force et en montrant la couleur de son sang.

Et là, justement, a résidé le malentendu qui a éclaté par les démonstrations publiques du mois de mai, malentendu entre deux générations, entre deux états d'esprit. La violence de la part des « interventionnistes » a été extrême contre M. Giolitti et les « neutralistes ». A bien regarder les choses, avec l'impartialité de l'histoire, on reconnaîtra sans doute que M. Giolitti, en soutenant la thèse du *parecchio*, de la compensation, de l'équivalent, du « quelque chose », enfin que

l'Italie pouvait et devait acquérir sans sacrifices, suivait une autre conception, un autre instinct que ceux dont le peuple italien était animé. On m'a dit que M. Giolitti, si longtemps le grand maître de la vie administrative de l'Italie, comme il en avait été le dictateur parlementaire, n'avait, à aucun moment, éprouvé autant de surprise que quand il avait vu le personnel des ministères lui-même, qu'il pouvait se flatter d'avoir nommé presque tout entier, manifester en faveur de la guerre, c'est-à-dire contre l'influence giolittienne. Ainsi le conflit a été véritablement grave parce qu'il a eu lieu entre deux idées, deux méthodes, parce qu'il a révélé que M. Giolitti et ses amis restaient en deçà de la volonté de vivre du peuple italien, retardaient sur l'heure qui passait. Leur conception, économique et prudente, a été en violent contraste avec le besoin d'essor éprouvé par la nation. Ils s'estimaient assurément les meilleurs, les plus sages, les plus réalistes des Italiens. Et c'est un grand cri populaire qui leur a répondu que leur prudence était insensée, puisqu'elle voulait comprimer un de ces élans nationaux vers de plus amples destinées, qui peuvent se comparer à ce que sont chez les hommes les vocations irrésistibles.

Ces journées du mois de mai ont été les plus

grosses d'événements à venir par lesquelles soit passée l'Italie depuis les périodes chaleureuses de son affranchissement. L'histoire en est encore mal connue. Presque seul, Jean Carrère, dans ses limpides correspondances du *Temps*, a donné, au jour le jour, la note juste sur les événements de Rome. Cette histoire, nous tenterons de l'écrire, tout à l'heure, au moins d'en donner l'esquisse, car c'est un des plus saisissants épisodes qui se rattachent à la grande guerre européenne.

Or, ici, il est un point qu'il importe de relever sans retard.

Ces inoubliables journées de Rome, auxquelles le spectateur superficiel eût été tenté de trouver un caractère d'émeute, ont été avant tout un appel au roi. C'est vers le successeur des créateurs de l'unité italienne que le peuple s'est tourné. C'est à lui qu'il a demandé de prononcer la parole nationale, celle qui déciderait sans recours et devant laquelle les dernières résistances s'inclineraient... Le roi a parlé en rappelant M. Salandra au pouvoir, en déclarant la guerre le 24 mai : grande date dans les fastes de l'Italie et de la maison de Savoie, parties ensemble, et de nouveau, pour un plus large avenir.

Sur ce point, tous les acteurs, tous les témoins sont unanimes : non, ce n'est pas un mouvement

révolutionnaire ou carbonariste d'ancien style qui a poussé l'Italie dans la guerre. Les éléments démocratiques se sont trouvés réunis, par une large synthèse, dans la poussée nationale, aux autres éléments du pays. Mais justement, le caractère national a tout emporté, la parole du roi a tout dominé. Du Transtévère lui-même, traditionnellement anticlérical, pas une pierre, pas un cri hostile n'est parti contre le Vatican : phénomène dont les observateurs ont été frappés. Depuis, un Barzilaï, républicain, s'est rallié à la monarchie. Voilà la vraie nature du mouvement de mai 1915, qui a marqué un renouvellement du patriotisme historique italien par la subordination de l'ancien élément révolutionnaire à l'esprit national.

C'est pourquoi j'ai pu dire à Gabriele d'Annunzio, qui n'a pas répondu non, que, s'il avait été le poète de ces journées, plus heureux du moins que Lamartine, il n'avait pas fait de révolution. Mais un rapide coup d'œil sur la période la plus récente de l'histoire italienne suffira à nous convaincre qu'un mouvement national comme celui du mois de mai 1915 ne pouvait à aucun degré offrir le risque de suivre un courant révolutionnaire.

CHAPITRE II

LES ADAPTATIONS DE LA MAISON DE SAVOIE

La révolution dans le passé de l'Italie. — Un mot de George Sand. — Une dynastie d'adaptateurs et de réalisateurs. — Conseils de Joseph de Maistre. — Le drame de conscience de Charles-Albert. — Le ralliement des démocrates patriotes. — Evolution d'une monarchie subversive. — L'Iphigénie italienne. — Ni réaction ni révolution. — Après l'unité, l'apaisement et l'union.

Durant l'hiver de 1915, un Français parcourait les cités de l'Italie du Nord, où il prononçait d'éloquents conférences en l'honneur des alliés. Et comme il ne négligeait aucun des arguments capables de déterminer l'intervention de l'Italie aux côtés de la France, l'orateur évoquait les souvenirs du passé, la solidarité des mouvements révolutionnaires du XIX^e siècle dans les deux pays, l'ancienne fraternité de la démocratie française et de la démocratie italienne. Or, il n'était pas sans remarquer que le public, — piémontais

ou lombard, — se montrait en général peu sensible à ces appels, répondait mal à la conviction chaleureuse avec laquelle ils étaient lancés. A la fin, notre compatriote, — esprit ouvert et lettré, et pour qui le renseignement ne devait pas être perdu, — fut tiré de son étonnement. A l'aide d'une expression proverbiale et familière, un de ses auditeurs lui fit entendre la raison pour laquelle certains passages de ses conférences ne rendaient pas l'écho qu'il en attendait.

« — Prenez garde, lui dit-on, que parler de révolution en Italie, c'est un peu comme parler de corde dans la maison d'un pendu. »

Pour bien comprendre l'Italie contemporaine, pour ne pas se tromper sur l'Italie de demain, il faut se rendre compte, en effet, de la nature du nouvel Etat italien, de ses origines, de ce qu'il y a de complexe dans les éléments et dans les idées qui ont présidé à sa formation, et enfin de l'évolution remarquable qu'il a accomplie au cours d'un demi-siècle d'existence.



En manière d'introduction à un petit livre de Mazzini, *République ou royauté en Italie*, un des évangiles de la résurrection italienne, George

Sand, en pleine ferveur démocratique (on était en 1850), écrivait ces lignes qu'il est bien curieux de relire au moment où nous sommes :

« L'Italie, disait-elle, ne pourra jamais conquérir son émancipation par les princes. Elle doit se rallier autour du principe républicain qui est l'ancre de son salut ; car, indépendamment des prodiges de courage et d'enthousiasme qu'une foi nouvelle peut seule enfanter, cette nation ne peut pas rester en arrière du mouvement européen qui entraîne fatalement la démocratie vers la république. »

George Sand reflétait une croyance alors générale, la pensée profonde des hommes de 1848, ses confidents et ses amis. Vers le même temps, Michelet ne prophétisait-il pas que, lorsque l'unité italienne et l'unité allemande seraient un fait accompli, l'Europe connaîtrait enfin la fraternité et la paix, assises sur un régime de démocratie universelle ? On se flattait alors de l'idée que le mouvement unitaire, en Allemagne et en Italie, était annonciateur d'une grande république européenne. On se figurait qu'une fois ces aspirations nationales satisfaites, une fois renversés quelques trônes, une fois quelques grands peuples rassemblés selon leurs affinités et leurs aspirations, la constitution des Etats-Unis d'Europe ne

serait plus que l'affaire de peu d'années... Là-dessus, Michelet, George Sand, presque tous leurs contemporains avec eux, se sont abusés gravement. Ce ne sont pas les libéraux allemands du Parlement de Francfort qui ont fait l'unité allemande : c'est Bismarck, c'est Moltke, ce sont les Hohenzollern. Ce ne sont pas des républicains comme Manin ou comme Mazzini qui ont fait l'unité italienne : ce sont les princes de la maison de Savoie et c'est Cavour. Il faut convenir, toutefois, qu'au temps de Michelet et de George Sand, il était permis de s'y tromper et que l'illusion était, jusqu'à un certain point, excusable.

Quels ont été, en effet, en Italie comme en Allemagne, les premiers partisans de l'unité nationale ? Des libéraux, des démocrates, des jacobins même, qui représentaient les traditions de la Révolution française, qui étaient animés de l'esprit des Droits de l'Homme, qui se proposaient, comme les libéraux et les jacobins français, l'abolition des traités de 1815. La révolution de 1848, révolution non plus française seulement, comme celle de 1789, mais surtout européenne, marquait pour les nationalités un éveil, un progrès considérable. En Italie, le mouvement unitaire et national se confondait d'autant plus étroitement avec le mouvement démocratique qu'il

s'agissait de libérer la terre italienne de la souveraineté du Saint-Siège et de la domination de l'Autriche, — c'est-à-dire des deux pouvoirs qui représentaient au plus haut degré l'absolutisme et la réaction.

Or, il régnait en Piémont une dynastie très ancienne, une des plus vieilles familles souveraines de l'Europe, dont les origines se perdaient, plus loin qu'Hubert aux Blanches Mains, l'un de ses fondateurs, dans la nuit des temps légendaires. Au cours d'une très longue histoire, pleine de péripéties, parmi lesquelles ils avaient su sauvegarder leur indépendance entre de puissants voisinages, les ducs de Savoie avaient fini par transporter le siège de leur gouvernement de Chambéry à Turin : première étape sur le chemin de Florence, puis de Rome. Les premiers Savoie ont leur tombeau dans la petite abbaye savoyarde de Hautecombe. Leurs héritiers reposent au Panthéon romain. Qui l'eût dit, voilà cent ans seulement?...

Leur aptitude à s'adapter à de nouvelles conditions d'existence politique, à durer et même à grandir à travers les vicissitudes des âges avait toujours été remarquable. Cette aptitude devait trouver au ^{xix}^e siècle une extraordinaire occasion de s'employer. La tendance des ducs de Savoie à

s'italianiser était, depuis longtemps, devenue sensible. Mais leur monarchie n'en était pas moins une monarchie traditionnelle, exactement comme celle des Bourbons de France et celle des Habsbourg d'Autriche. C'est pourtant cette très vieille dynastie qui, avec une jeune hardiesse, allait se retremper dans le *Risorgimento*, se placer à la tête du mouvement national italien, mouvement d'origine démocratique et révolutionnaire, d'aspirations républicaines.

Que, pour en venir là, cette dynastie ait dû beaucoup prendre sur elle-même, vaincre en elle-même de vives répulsions, c'est ce qu'on se représente aisément. Une croix figure dans ses armes : cette croix, la croix de Savoie, s'est dressée un jour contre la papauté, donnant raison au passage, très obscur, il faut en convenir, de la fameuse prophétie de saint Malachie — *cruce de cruce*, — qui s'applique au pontificat de Pie IX. La maison de Savoie, pour parcourir un tel chemin, bordé de tant de précipices, a dû montrer beaucoup de souplesse et un coup d'œil sûr. Elle a dû avoir l'intuition de l'avenir. De génération en génération, ces dons se sont retrouvés chez elle. Et l'on songe en lisant son histoire à ce ministre français qui s'est défini un jour et qui a défini sa politique d'un mot fa-

meux, en disant qu'il était « un homme de réalisations ». On pourrait dire pareillement de la maison de Savoie qu'elle a été une dynastie de réalisateurs.

Vers le milieu du ^{xix}^e siècle, ces princes ont eu le sentiment que leurs destinées allaient se fermer à jamais, ou, au contraire, s'ouvrir plus larges. Ils ont compris que leur maison, régnant en Piémont, dépendant par le Piémont de tout ce qui surviendrait en Italie, risquait d'être débordée et renversée par le mouvement national italien si elle n'en prenait pas la tête. D'autre part, si le mouvement national italien était puissant comme état d'esprit, ses ressources étaient faibles. Réduit à lui-même, conduit par quelques agitateurs républicains, il risquait d'aller à un échec s'il ne trouvait pas une force organisée qui lui prêtât son appui. Cette force, ce devait être le Piémont et ses princes. Ainsi la même espérance, la même crainte, le même calcul allaient rassembler ces deux éléments, rois de droit divin et démocrates, souverains traditionnels et insurgés à la chemise rouge, tombés d'accord sur une formule d'intérêt italien, d'intérêt national. L'Italie moderne devait naître de ce mariage entre une famille royale et la révolution, et longtemps elle s'est ressentie de cette hérédité contradictoire.

Longtemps, des deux associés, on s'est demandé lequel mangerait l'autre. Aujourd'hui la question ne fait plus de doute pour personne : l'élément monarchique l'a définitivement emporté en opérant une magistrale synthèse, une souple conciliation. Les princes de la maison de Savoie ont eu à ce moment-là pour avantage, pour immense supériorité, de ne pas douter d'eux-mêmes ni de leur avenir. Dans un temps où la plupart des rois ne croyaient plus beaucoup à la monarchie, ils ont eu confiance. Metternich disait avec pitié de ces souverains qui se laissaient détrôner sans résistance après être allés avec fatalisme au devant des barricades : « Je suis tellement habitué à voir les rois se regarder comme un abus, que je ne serai plus surpris si j'en vois un solliciter au premier jour l'emploi de marguillier d'une paroisse. » Au lieu d'abdiquer devant les révolutions, les Savoie ont eu l'audacieuse idée de se mettre à leur tête. Telle a été la grande et durable originalité de leur politique.

Chose étrange : c'est le plus célèbre des philosophes de la doctrine contre-révolutionnaire, c'est Joseph de Maistre en personne qui leur avait conseillé cette politique hardie. Diplomate au service des rois de Sardaigne, l'auteur du *Pape* aura indiqué à ses maîtres le chemin qui devait

les conduire à la brèche de la Porta Pia, à l'entrée dans la Rome pontificale et au sacrilège. Joseph de Maistre avait suggéré le premier à la maison de Savoie que le meilleur parti qu'elle avait à prendre était de s'allier aux jeunes forces libérales qui surgissaient en Italie pour mieux se les subordonner ensuite. Il disait encore qu'il importait de marcher hardiment contre l'Autriche. Or, marcher contre l'Autriche, c'était marcher contre la Sainte-Alliance, contre le parti conservateur européen, avec l'esprit nouveau de l'Italie. On retrouverait pourtant, dans vingt passages des *Lettres diplomatiques* de Joseph de Maistre, les formules hardies que devait appliquer la monarchie piémontaise. Oui, c'est Joseph de Maistre en personne qui a frappé ces maximes pour les futurs rois d'Italie : « Le diamètre du Piémont n'est pas proportionné à la grandeur et à la noblesse de la Maison de Savoie... — Tant qu'il me restera de la respiration, je répéterai que l'Autriche est l'ennemie naturelle et éternelle de Sa Majesté... — Prenez garde à l'esprit italien : il est né de la Révolution et jouera bientôt une grande tragédie... — Que le roi se fasse chef des Italiens, que, dans tout emploi civil et militaire, il emploie indifféremment des révolutionnaires. Ceci est essentiel,

vital, capital... — Voici mon dernier mot : si nous demeurons ou devenons un obstacle : *requiem æternam.* »

De telles paroles, de tels avertissements devaient profondément retentir dans l'esprit des Charles-Albert et des Victor-Emmanuel, les pousser en avant et, en même temps, les autoriser vis-à-vis d'eux-mêmes à exécuter leur entreprise italienne. Car, pour venir de Chambéry et de Hautecombe au Quirinal, la maison de Savoie n'a pas eu moins de chemin à parcourir dans l'espace qu'elle n'en a fait dans le domaine des idées et des sentiments. Pour passer, dynastie antique et pieuse, de ses traditions d'ancien régime à son alliance avec le parti de la révolution, pour donner la main à Garibaldi, pour s'associer à la dépossession du Pape, pour se faire excommunier, il lui a fallu surmonter bien des préjugés, bien des répugnances. Le *xix^e* siècle a vu d'autres exemples de monarchies qui ont su évoluer et plier au lieu de résister et de se rompre, qui ont su attendre le moment où renaîtrait leur prestige avec le besoin de l'ordre et de l'autorité. Mais, parmi ces évolutions, celle de la maison de Savoie a été la plus complète, au point qu'elle a longtemps indigné tout le parti de la conservation européenne, voué cette monarchie très légi-

time à l'exécration des légitimistes de tous les pays.

Ce n'est d'ailleurs pas sans douleur qu'un Savoie, se tournant vers le passé de sa maison, avait pu se dire un jour : « Tout est consommé ! » C'est sur Charles-Albert, sur une âme tourmentée, très romantique, sur un cœur d'une sensibilité suraigüe que devait retomber tout le poids d'une crise qui intéressait non seulement une famille, mais un peuple entier. Crise intérieure, d'abord, avant d'être européenne. Mais crise morale, crise psychologique avant d'être une crise politique.

Charles-Albert, au début de sa vie, avait été écarté du trône. On avait cru qu'il ne régnerait jamais. Il l'avait cru lui-même et il se serait aisément résigné à tous les destins. Charles-Albert fut celui que le sort avait élu pour l'option difficile qui devait s'imposer à sa race au milieu du XIX^e siècle. Sur lui tombait la responsabilité d'un choix et d'une décision graves. Il s'agissait d'engager dans des voies étrangement périlleuses et nouvelles une dynastie vieille de plus de huit cents ans. Les doutes, les hésitations, les douleurs, les remords même de Charles-Albert furent

d'autant plus cruels, la rupture avec le passé d'autant plus déchirante, que toute une famille, toute une race y prenait part. Drame de conscience, si l'on veut, mais de conscience collective. C'est ce qui en accroît le tragique et la grandeur.

Charles-Albert, pieux parmi les rois de son temps et de tous les temps, un ascète sur le trône, aussi attaché à la religion catholique qu'à l'ordre européen, est pourtant le prince qui a inauguré une politique révolutionnaire et qui, en ne craignant pas de s'allier aux patriotes de toute l'Italie, préparait ce scandale qu'il a prévu, sans aucun doute, et qui a fait le supplice de sa vie : la croix de Savoie dressée contre le Saint-Siège. Depuis le moment où il succéda à Charles-Félix jusqu'à sa mort, à Oporto, après la défaite de Novare et son abdication, le père du premier roi d'Italie ne cessa de montrer ce visage énigmatique et mélancolique qui l'avait fait surnommer « le Sphinx ». Le secret, c'est Victor-Emmanuel II qui l'a dévoilé, et c'est Cavour qui a donné le mot de l'énigme en continuant et en achevant la politique dont Charles-Albert, avec des scrupules, des répugnances, quelquefois des défaillances, avait commencé de tracer le plan.

Il lui fallut une vue bien claire et bien forte de sa mission italienne, de son devoir envers sa

maison et son peuple, pour que Charles-Albert, de roi de la Sainte-Alliance, se transformât en roi de la Révolution. C'est à Metternich qu'il devait sa couronne. Et, en échange de la reconnaissance de ses droits, soutenus par l'Autriche contre ses oncles eux-mêmes, il avait dû secrètement promettre de toujours maintenir l'ancien régime et l'absolutisme en Piémont. Il semble bien que la jeunesse libérale de Turin qui, dès 1821, s'insurgeait en acclamant Charles-Albert, l'ait compromis contre son gré. Car on le voit combattre en Espagne pour Ferdinand contre les Constitutionnels, obtenir, mais trop tard, de Charles-Félix la permission de venir à Paris défendre Charles X aux journées de juillet, enfin, devenu roi à son tour, réprimer vigoureusement l'insurrection piémontaise. En 1820, un demi-siècle avant que son propre fils eût fait de Rome sa capitale, Charles-Albert écrivait ceci : « Les biens
« dont on dépouille l'Église portent malheur à
« qui les acquiert. Comme, lorsqu'un très grand
« crime est commis, Dieu en punit non seule-
« ment l'auteur ici bas, mais même offre sur lui
« à la société des leçons terribles. » Quel abîme, et puis quelle lutte, entre ces idées, qui étaient les idées traditionnelles de la maison de Savoie et les idées qui devaient faire de la monarchie

sarde l'instrument de l'unité italienne et l'étendre, des limites du Piémont, aux confins de la péninsule ! Charles-Albert essaya longtemps, essaya toujours de concilier les traditions de sa race avec sa mission italienne, avec la nécessité qui s'imposait à sa fonction de roi d'établir la nouvelle, la grande patrie sur le fondement solide de sa dynastie. Lorsqu'il désespéra d'arriver à cette conciliation, ce fut pour l'Italie qu'il se décida enfin. Mais il est mort de ce grand acte de renoncement à ses sentiments personnels... On le vit, dès ce moment, s'émacier et dépérir et, trouvant que la mort ne venait pas assez vite, la rechercher dans la bataille et dans l'émeute. On l'entendait dire : « Je marcherai jusqu'à ce qu'une « balle me fasse terminer avec joie une vie de « péripéties, et toute consacrée, sacrifiée à ma « patrie. » Autour de lui, sacrifice presque aussi douloureux, ses gentilshommes, les Sonnaz, les Costa, les Robilant, fleur de la noblesse savoisienne, versaient leur sang, par fidélité traditionnelle au roi, pour une cause qui n'était pas la leur, qui révoltait leur sens intime. M. de Beaugregard raconte qu'après l'entrevue de Charles-Albert et de Garibaldi, le vieux et fidèle Sonnaz murmura : « C'en est fini de nous. » C'en était fini, en effet, de ce qu'avait représenté dans

le passé la très antique maison de Savoie. Mais combien ce qu'elle allait représenter désormais était plus vaste ! Pour elle, quel avenir s'ouvrait !

Joseph de Maistre a écrit : « La monarchie participe à la formation d'une nation comme le noyau qui se forme au centre du fruit. » Les Italiens sont d'accord pour reconnaître cette vérité : sans la maison de Savoie, il n'y aurait pas d'Italie.

Ici la pensée ne peut s'empêcher de s'arrêter, de rêver, de reconstruire l'histoire... La Révolution française, dont les idées et les conséquences devaient donner l'éveil au nationalisme italien comme au nationalisme germanique, aura, en même temps, tenu à sa discrétion les deux dynasties qui ont véritablement créé, tiré du néant, pétri l'Italie et l'Allemagne. La Révolution et Napoléon I^{er}, son héritier et successeur, ont failli anéantir Piémont et Prusse, Hohenzollern et Carignan. Au moment où le futur Guillaume I^{er}, celui qui devait être couronné comme empereur allemand à Versailles, fuyait Berlin sous la neige, — c'était après Iéna, — et se réfugiait avec la cour de Prusse dans la retraite misérable et précaire de Memel, un autre enfant, le futur Charles-Albert, dépossédé de ses droits, auxquels son père avait renoncé contre une rente d'ailleurs impayée,

grelottait de froid sur le siège de la voiture où le reléguait par dérision M. de Montléart, époux de rencontre de la princesse de Carignan, oublieuse du sang royal. La Révolution française victorieuse régnait à Berlin et à Turin. Elle avait aboli l'indépendance, l'espérance, presque la vie de deux Etats. Cependant les familles royales en qui s'incarnaient ces Etats vivaient encore. Et grâce aux deux petits garçons de 1806, Prusse et Piémont devaient revivre et prendre une éclatante revanche des victoires napoléoniennes.

Le sort s'était acharné contre Charles-Albert. Le sort et aussi la divination d'un homme. Metternich, qui avait prévu non pas peut-être tout, comme il s'en vantait, mais du moins beaucoup de choses, semblait avoir pressenti, en clairvoyant adversaire qu'il était pour l'unité italienne, la destinée de Charles-Albert, qui n'eut pas de pire ennemi jusqu'au jour où l'habile homme d'Etat jugea plus expédient de l'enchaîner par une promesse. Longtemps les Carignan furent rayés de l'Almanach royal de Sardaigne. Longtemps Charles-Albert eut à souffrir de la haine et de la défiance de ses oncles avant de leur succéder. Mais sa devise n'était-elle pas : « J'attends mon astre ? » Sa destinée devait avoir raison de tous les obstacles.

L'histoire des révolutions italiennes au XIX^e siècle est longue, confuse, obscurcie encore par les passions et les rivalités. Un grand fait les domine et explique leur succès final : il y avait en Piémont une dynastie antique et bien assise qui formait, au milieu des agitations, un élément de continuité et de force. L'un après l'autre, tous les patriotes italiens, malgré des erreurs, des illusions, des défaillances, sont venus reconnaître que le salut de leur idée résidait dans une alliance avec la maison de Savoie. De gré ou de force, — et la force, ici, s'appelait évidence et nécessité, — ils ont dû avouer, chacun à son tour, que l'Italie ne pouvait prendre forme et conscience que par la plus vigoureuse, la plus ambitieuse en même temps de ses dynasties, la seule aussi qui eût le sens du patriotisme italien. A ce nationalisme, Charles-Albert sacrifiait sa foi et ses traditions, comme Mazzini et Manin leur idéal démocratique. Sur un point, pourtant, il était inébranlable : c'était pour tout ce qui touchait à son autorité. Quand il refusait une constitution à son peuple, Charles-Albert déplorait, comme il le disait un jour à Robert d'Azeglio, qu'on ne le comprît pas. Il pensait qu'une constitution aurait affaibli la monarchie, et, affaiblir la monarchie en Piémont, c'était retirer des

chances à l'avenir de la patrie italienne. Quel spectacle, aussi, lorsque Mazzini, Manin ou Garibaldi venaient à lui et que le roi faisait taire ses vieilles répugnances pour accueillir les chefs révolutionnaires et négocier, s'entendre avec eux de sang-froid. La bonne volonté que se témoignaient réciproquement le pieux monarque et les agitateurs républicains réunis par l'idée nationale ne devait être récompensée que plus tard. A ce moment-là, qu'il y fallut de grandeur d'âme et de sacrifice !

Mazzini annonçait déjà tout le développement politique de la nouvelle Italie lorsqu'il déclarait, en véritable précurseur : « Malgré toute
« l'aversion que j'ai pour Charles-Albert, malgré
« toutes les aspirations démocratiques qui bouil-
« lonnent dans mon cœur, si j'estimais que
« Charles-Albert fût assez ambitieux pour faire
« l'unité italienne, même à son profit, je dirais
« *Amen !* » Après Mazzini, c'est Garibaldi qui devait s'écrier en débarquant à Nice : « Je n'ai ja-
« mais été partisan des rois. Mais puisque Charles-
« Albert s'est fait le défenseur de la cause du
« peuple, mon devoir est de lui offrir mon épée. » Et c'est Manin lui-même qui achèvera leur mouvement et complètera leur pensée lorsqu'il dira, en 1856, préférant l'Italie à la République : « J'ac-

« cepte la monarchie de Savoie pourvu qu'elle
 « concoure loyalement et efficacement à faire
 « l'Italie. La monarchie piémontaise, pour être
 « fidèle à sa mission, doit toujours avoir devant
 « les yeux le but final : indépendance et unifi-
 « cation de l'Italie. Elle doit profiter de toute
 « occasion qui peut lui permettre de faire un pas
 « en avant dans la voie conduisant à ce but...
 « Elle doit rester le noyau, le centre d'attraction
 « de la nationalité italienne. » Ainsi le patrio-
 tisme mettait dans la bouche de Manin les pa-
 roles mêmes de Joseph de Maistre.

Les patriotes italiens du ^{xix}^e siècle ont tous, sans exception, fini par comprendre que leur nationalisme devait, pour réussir, devenir « royal », comme disait Nino Bixio, et que leur unique ressource était représentée par une monarchie capable de fédérer les populations italiennes, si diverses, séparées par tant d'habitudes, d'intérêts et de souvenirs. En cela, les démocrates italiens ont montré une intelligence politique infiniment supérieure à celle des libéraux prussiens, qui ont eu besoin de la double victoire de 1866 et de 1870 et de la justification qu'en recevait la politique bismarckienne pour se rallier au chancelier de fer et cesser leur opposition, — opposition profondément absurde puisqu'ils voulaient l'unité

de l'Allemagne sans en vouloir les moyens, qui étaient ceux que leur apportait Bismarck. Dans ce contraste se montre l'éternelle supériorité de l'esprit politique chez les Italiens.

Les meilleurs, les plus ardents, les plus clairvoyants des hommes du *Risorgimento* ont tous fini, à un moment ou à un autre, par mener campagne en même temps pour l'Italie et pour la maison de Savoie. Massimo d'Azeglio fut un des agents de cette propagande, un de ces apôtres. Il parcourait infatigablement la péninsule, répétant à tous les patriotes qu'il trouvait sur sa route une sorte de discours socratique à peu près conçu en ces termes :

« En fin de compte que voulez-vous? Être dé-
« livrés des Allemands, échapper à l'oligarchie
« cléricale? Ces gens-là, n'est-ce pas, ne partiront
« pas tout seuls, il faut les chasser. Et pour
« obliger les gens à s'en aller, il faut soi-même
« avoir la force. Cette force, l'avez-vous? Non,
« vous le reconnaissez. Et qui est fort en Italie?
« Le Piémont. Je vois à votre visage que vous
« n'aimez pas le Piémont et, sans doute, encore
« moins son roi. Vous dites qu'on ne peut pas
« espérer en Charles-Albert? Si vous ne voulez
« pas espérer en lui, n'espérez pas; mais alors
« n'espérez en personne. Je vous le dis et le ré-

« pète : résignez-vous à espérer en Charles-
« Albert ou n'espérez rien du tout. »



Cette fusion des éléments démocratiques italiens et de la monarchie devait continuer, jusqu'à nos jours, à être la loi de la vie politique italienne. La guerre de 1915 a vu encore les Barzilaï, les Bissolati se rallier à la maison de Savoie, comme s'y étaient ralliés avant eux les grands ancêtres du *Risorgimento*, comme Crispi lui-même s'y était rallié. M. Marcora, le président de la Chambre des députés, à qui Victor-Emmanuel III, pendant la crise du mois de mai, a offert de constituer le ministère, est également un de ces républicains convertis qui n'ont jamais cessé, depuis cinquante ans, d'être représentés dans les conseils de la monarchie italienne.

Ainsi le patriotisme, la nécessité ont appelé les républicains à sacrifier leurs préférences, à venir, à tour de rôle, monter la garde près du trône, symbole et garantie de l'unité nationale si difficilement conquise. A tous les esprits mûris par l'expérience, la royauté est apparue comme un besoin de leur pays. « La monarchie nous

unit; la république nous diviserait », a dit Crispi. Risque de division d'autant plus grave que la république, en Italie, ne pourrait être que fédérale. Et le fédéralisme, au lendemain de l'unité, c'était de nouveau la dislocation.

La grande force de la maison de Savoie a été là, au cours des années où, chez les peuples latins, l'exemple de la France aidant, l'idée de la monarchie tombait en décadence. Les démocrates comme Mazzini, qui avaient lancé l'idée de l'unité italienne, au milieu du *xix^e* siècle, avaient commencé par faire ce calcul qui séduisait George Sand : il y a, en Italie, y compris le pape et l'empereur d'Autriche, sept rois et ducs (Piémont, Naples, Parme, Modène, Toscane). Servons-nous de l'un d'eux, — Victor-Emmanuel, — pour renverser les six autres. Cet ouvrage fait, ce sera un jeu de renverser le septième... Erreur, avertissait Proudhon, si souvent bon prophète pour les choses d'Italie. Dans l'Etat qu'il aura fondé, Victor-Emmanuel sera un roi national, un roi populaire et sa monarchie continuera d'être un centre d'attraction pour tous les Italiens... Cette vue de Proudhon était si juste que, selon toutes les apparences, elle a été aussi celle qui a servi de guide à la maison de Savoie.

Succédant à Charles-Albert, Victor-Emmanuel

s'était instruit par les épreuves mêmes que son père avait traversées. Avec lui, la maison de Savoie se livra hardiment au vent qui soufflait ; libéralisme et nationalités : telle fut sa devise. On vit alors la monarchie piémontaise, très légitime, attaquer, détrôner des monarchies non moins légitimes qu'elle. En Allemagne, pour faire l'unité, les rois de Prusse n'avaient guère supprimé qu'un autre roi, celui de Hanovre avec l'Electeur de Hesse et le duc de Nassau. Les Savoie ont fracassé beaucoup plus de couronnes. Ils devaient s'en prendre à la tiare elle-même et, pour cette œuvre de révolution, non seulement italienne mais européenne, accepter le concours de révolutionnaires avérés.

Cette complicité, — d'ailleurs avouée, étalée au grand jour, — a valu pendant très longtemps à la maison de Savoie l'opprobre des conservateurs. Ceux-ci, en général, se seront trompés sur l'avenir de la monarchie italienne de la même manière et aussi gravement que les républicains. Ils prédisaient que Victor-Emmanuel ou ses descendants, ayant fait appel à la révolution, seraient dévorés par elle. Ce qu'ils n'avaient pas prévu c'est que, plus habile, plus souple, plus clairvoyante que d'autres dynasties, celle de Savoie saurait apprivoiser le monstre.

La difficulté, pour Victor-Emmanuel, consistait à établir en Italie une monarchie subversive fondée sur la ruine du pouvoir temporel des papes, sur les débris d'autres trônes, et qui restât quand même une monarchie, gardant son caractère et son autorité. La première condition du succès, dans une entreprise aussi délicate, a été parfaitement remplie par le premier roi d'Italie. Il s'agissait d'étouffer, dans son cœur de Savoie, les préjugés, les scrupules, tout ce qui, dans la tradition des siens, était sentiment. Victor-Emmanuel II fut l'homme de cette tâche. Avec son ministre Cavour, il a fourni le modèle de ce que peuvent accomplir d'audacieux en ce monde des esprits nés pour la politique, aptes à se déterminer d'après l'intérêt politique. Certains mots, restés fameux, qu'on leur a si hautement reprochés, tel le « Faites, mais faites vite », ont indigné jadis l'Europe conservatrice et légitimiste. Cependant Victor-Emmanuel fondait pour l'avenir une nouvelle légitimité.

Il la fondait sur le sentiment national italien, sentiment puissant dont il était tout entier pénétré. On a eu tort de nier la sensibilité de Victor-Emmanuel, ou plutôt de ne pas la comprendre. Elle était nationaliste. Elle allait à l'Italie opprimée, à l'Italie martyre et souffrante. Quand,

à la grande émotion de la diplomatie européenne, il affirmait sa volonté de répondre au « cri de douleur » du peuple italien, dont son cœur était déchiré, Victor-Emmanuel, ce jour-là, révélait qu'il avait des entrailles de père pour la nationalité italienne.

Les rois d'Italie ont continué cette tradition nouvelle. Mais, à leurs côtés, dans leur propre palais, et qui sait, même ? peut-être ignorée au fond de leurs propres fibres, l'ancienne tradition persistait, par instants élevait une flamme. Ce dualisme, qui avait martyrisé Charles-Albert, devait, parmi sa descendance, faire d'autres victimes. C'est ainsi qu'apparaît comme un symbole de l'histoire morale des siens, du drame de conscience de sa famille, cette étrange et douloureuse princesse Clotilde qui passe, à travers le triomphe des Savoie, chefs d'un des Etats les plus modernes de l'Europe, comme une figure sortie d'un vitrail de Hautecombe.

Le sort aura voulu que la princesse Clotilde quittât ce monde l'année même où l'Italie fêtait le cinquantenaire de sa résurrection politique, quelques jours après l'inauguration du monument qui, à côté de la Rome antique, face à la Rome des papes, glorifie Victor-Emmanuel II et l'unité italienne. La princesse Clotilde est

morte comme se célébrait cette Italie-une à laquelle sa vie de femme avait été sacrifiée.

Plus d'un de nos contemporains, plus d'une de nos contemporaines peuvent se souvenir encore de cette journée de février 1859 où la petite princesse avait fait son entrée dans Paris. Ces témoins n'ont pu oublier la tristesse peinte sur le visage de cette enfant de seize ans. Ils la revoient bizarrement coiffée d'une « capote » à la mode du temps, trop sévère pour son âge. Paris cependant l'acclamait avec enthousiasme. C'est que Paris était au moment de son engouement le plus aigu, le plus passionné pour la cause italienne. Le mariage de la fille de Victor-Emmanuel II avec le prince Napoléon, de vingt ans plus vieux qu'elle, avait été un mariage commandé par la politique. Cette union scellait l'alliance conclue entre l'Empire et la maison de Savoie. La princesse Clotilde avait été mariée à Plombières par Cavour. Elle fut comme l'otage de l'unité italienne. Et le plus douloureux de son destin, c'est que, restée fidèle aux traditions de Savoie, la princesse Clotilde devait, pieuse fille de l'Eglise, filleule de Pie IX, souffrir des succès politiques auxquels son mariage avait aidé et qui allaient conduire son père jusqu'à Rome, jusqu'à ce palais du Quirinal, résidence de la papauté...

On raconte que Victor-Emmanuel, si rude que fût son écorce, ne put s'empêcher de pleurer, lorsqu'après de longues hésitations sa fille accepta enfin le mari que la politique lui avait destiné. Victor-Emmanuel se rendait compte de l'étendue du sacrifice qu'il demandait à son enfant. Mais, ce sacrifice, il ne l'avait pas exigé d'elle. La petite princesse avait librement consenti au projet conclu entre Napoléon III et le ministre de son père. La princesse Clotilde fut comme une autre Iphigénie. C'est un des drames les plus poignants qu'offrent les vies royales du siècle dernier.

On assure qu'arrivant au Palais-Royal, qui servait de résidence au prince Napoléon, la jeune princesse pria son mari qu'il lui permit d'avoir de l'eau bénite à sa disposition, comme elle en avait l'habitude en Piémont.

« — De l'eau bénite ? qu'on aille voir chez l'épiciier s'il en reste, » répondit le prince, athée notoire, convive des fameux dîners du Vendredi-Saint, et qui comptait sans doute faire oublier à la jeune femme ses pratiques de piété.

La douceur obstinée de la princesse Clotilde l'emporta. Rien ne troublait ses croyances, ne changeait sa manière d'être. Elle força l'admiration de l'homme dur et violent que la politique

lui avait donné pour mari. Partout elle savait se faire aimer et partout se faire respecter : Napoléon III, toujours désireux de se légitimer, avait, à côté des fins diplomatiques, désiré ce mariage comme un moyen de donner plus d'éclat aux Tuileries en y introduisant une princesse de sang royal. Il n'avait pas eu besoin que l'ambassadeur d'Autriche le dit avec impertinence pour savoir que sa Cour « manquait d'aristocratie ». La princesse Clotilde, fille d'un roi de Sardaigne et d'une archiduchesse d'Autriche, devait, dans l'idée de l'empereur, faire cesser la bouderie des cours étrangères. La princesse Clotilde ne l'ignorait pas. Et l'on connaît la réponse, si surprenante dans la bouche d'une femme de seize ans, qu'elle devait adresser à l'impératrice Eugénie. L'impératrice avait voulu donner quelques conseils de tenue à la jeune mariée dont elle prenait la réserve et la tristesse pour de l'embarras et de la timidité. C'est alors que la princesse Clotilde observa simplement : « Vous oubliez, madame, que je suis née à la cour ».

L'Empire était tombé. Victor-Emmanuel II était entré à Rome. Ce furent, accroissant ses chagrins domestiques, de nouveaux sujets de douleur pour la princesse Clotilde. De sa vie, elle ne voulut reconnaître le fait accompli, la politique

à laquelle s'était associée la maison de Savoie. C'est pourquoi elle a achevé ses jours au château piémontais de Moncalieri. C'est là qu'elle a vécu son existence de privations, de recueillement et de charité. Fille, sœur ou tante des rois d'Italie, elle refusait de s'associer à leur triomphe dont pourtant elle s'était faite la servante volontaire. Rome capitale ne la voyait pas : elle eût craint par sa présence de paraître approuver l'événement de 1870. Lorsque le prince Napoléon entra en agonie dans un hôtel voisin de la place du Peuple, la princesse Clotilde poussa le scrupule jusqu'à demander à Léon XIII la permission de venir à Rome. En 1878, à la nouvelle que son père allait mourir, elle s'était décidée à se rendre au Quirinal. Puis, apprenant en chemin la mort de Victor-Emmanuel II, elle était rentrée à Moncalieri.

Ainsi la princesse Clotilde, sacrifiée à l'avenir de la maison de Savoie, en aura été comme la pure martyre. Quant à l'Italie nouvelle, qui n'est pas ingrate, elle conserve un souvenir de reconnaissance à la jeune fille de sang royal qui s'est dévouée jadis pour elle, et dont la figure restera dans l'histoire italienne comme le symbole de la conciliation et de l'alliance entre deux traditions contraires. Ce doux fantôme, mêlé aux

rudes visages des fondateurs de l'unité, exorcise la Révolution.



S'il est un pays, s'il est un régime pour qui la célèbre formule « ni réaction, ni révolution » ait eu un sens, c'est assurément l'Italie, c'est la monarchie italienne. L'État italien s'était fait contre les puissances du passé en se servant des éléments démocratiques les plus extrêmes : il ne fallait pas qu'il laissât, au cours de ses futures destinées, ni ces puissances prendre leur revanche, ni ces éléments le dominer. Il fallait au contraire qu'il les absorbât les uns comme les autres. C'est à quoi la royauté italienne a réussi lentement, mais sûrement.

Elle a trouvé, parmi d'autres, un ministre qui a illustré cette politique d'une manière originale et vigoureuse. C'était le marquis Di Rudini. Grand seigneur, grand propriétaire foncier, homme de tradition et de principes, « homme d'autrefois » par bien des côtés, le marquis Di Rudini, en se ralliant à la maison de Savoie, n'avait peut-être pas fait un moindre sacrifice que les patriotes républicains de son temps : comme eux, il avait subordonné ses goûts per-

sonnels à l'intérêt de son pays. Une fois passée la période de l'enfantement, il fut de ceux qui eurent pour arrière-pensée de faire oublier les origines révolutionnaires de la nouvelle monarchie et de la réconcilier peu à peu avec les éléments conservateurs. Ce fut l'œuvre à laquelle il voulut se consacrer lorsqu'en 1895 il fut appelé à réparer les erreurs de Crispi.

Mais le marquis Di Rudini était obsédé par une inquiétude : il tremblait toujours pour l'unité de l'Italie, unité conquise au prix de tant de peines et qui n'eût jamais été réalisée sans un concours de circonstances dont quelques-unes, comme l'appui de la France, étaient en somme inespérées. Aussi surveillait-il sans repos les éléments de division qui, dans la jeune Italie, pouvaient survivre à l'œuvre unitaire. A droite et à gauche, au Sud et au Nord, il distinguait partout des adversaires de l'unité. Il n'en était que plus fermement attaché à la dynastie, sans qui la ruine de l'œuvre nationale, la décomposition de la péninsule lui paraissaient inévitables.

Deux fois, en effet, M. Di Rudini avait eu à lutter contre des insurrections où lui était apparu le danger du séparatisme, avec la confirmation des angoisses que la fragilité de l'Italie-une lui inspirait. Ces deux soulèvements étaient fort dis-

semblables. Il les avait pourtant réprimés avec une égale rigueur. En 1866, étant, encore fort jeune, syndic de Palerme, il avait dû combattre une insurrection organisée par les partisans de la monarchie bourbonnienne. Il s'était montré impitoyable alors, comme il devait l'être trente ans plus tard lorsqu'eut éclaté à Milan une émeute qui, tout de suite, avait pris un caractère grave. Ce mouvement séditieux, Di Rudini le dénonça comme politique et non comme social, comme ennemi de la monarchie et de l'unité nationale et non pas de la société. Il accusa « l'anarchie rouge et noire » de comploter contre l'État et la patrie et, en même temps qu'il interdisait journaux radicaux et journaux catholiques, il faisait condamner par ses cours martiales un socialiste comme Turati, un prêtre comme l'abbé Albertario.

Réaction, révolution : la monarchie a su évoluer entre ces deux écueils. Les occasions où il a été nécessaire de sévir ont été rares. Avec leur souplesse, les Savoie ont su garder la vieille fidélité du loyalisme piémontais et accueillir les représentants de toute l'Italie, si diverse par les mœurs, les sentiments et les opinions, et qu'ils ont réunie « sous leur sceptre », comme dit une expression consacrée, pour eux bien juste. Les pro-

phètes de mauvais augure n'avaient pourtant pas manqué pour prédire qu'il serait impossible de faire marcher ensemble tant de membres divisés, pour accorder toutes les contradictions italiennes. La monarchie savoyarde a fait mentir ces prophéties. Elle a su faire vivre en bons termes l'Italie du Nord, si pénétrée par les mœurs françaises, et l'Italie méridionale, déjà presque africaine. Elle a continué à accueillir des ralliements de démocrates avancés et elle s'est bien gardée de repousser, de tenir pour suspecte l'ancienne aristocratie qui avait servi les Bourbons de Naples. Elle a été vraiment nationale, vraiment supérieure à l'esprit de parti. Elle a profité de l'expérience qui a trop manqué aux premiers rois parlementaires et constitutionnels du ^{xix}^e siècle : elle ne s'est compromise avec aucun groupe, elle n'en a préféré aucun. Peut-être, si l'on pouvait pénétrer tout au fond de la pensée des rois d'Italie, y trouverait-on cette idée que tous les partis se valent, que tous sont composés d'hommes qui ne sont pas plus mauvais les uns que les autres, qui sont également utilisables pour le bien du pays. Lorsqu'en 1876 la droite, usée, dut céder le pouvoir à la gauche, Victor-Emmanuel II fit bon visage, sans aucun effort, aux Depretis et aux Crispi. Il ne s'imagina pas, et il eut raison, que

son trône fût en danger. Il considéra le radicalisme et la démocratie comme des modes sujettes à passer, mais qu'il eût été imprudent de contrarier quand elles étaient dans toute la force de leur vogue. Les Savoie n'ont pas commis la faute de s'obstiner à conserver leurs Polignac ou leurs Guizot. Ainsi Victor-Emmanuel ne songea même pas à retenir ses vieux fidèles des luttes d'autrefois, les conservateurs et les modérés piémontais. Les radicaux lui ont donné raison. Ils ont montré qu'ils n'étaient pas si terribles qu'on le disait, qu'ils s'apprivoisaient fort bien au pouvoir. Et, plus tard, la droite, avec d'autres hommes, a retrouvé son tour : M. Salandra est aujourd'hui le représentant de cet esprit nouveau. Non moins hardi que son aïeul, Victor-Emmanuel III n'a pas eu peur du suffrage universel et l'événement lui a donné raison, à lui aussi, puisque, dès la première consultation électorale, le scrutin où toute l'Italie prenait part envoyait à la Chambre quatorze républicains seulement, moins que n'en élisait le suffrage restreint. Quels républicains, au surplus ! M. Barzilaï figurait dans le nombre : aujourd'hui, à côté d'un conservateur comme M. Salandra, il est ministre de la monarchie.

Le trône doit être, dans un pays, le point d'où

les couleurs se mélangent. C'est ainsi que les Savoie ont su se dire que le rouge d'une chemise garibaldienne pouvait bien, de leur point de vue, se confondre avec la pourpre d'un manteau de cardinal. Ils n'ont eu ni la superstition des emblèmes, ni la terreur des chansons. Ils ont laissé chanter l'hymne révolutionnaire et patriotique de Mameli en même temps que l'hymne royal : tous les airs n'ont-ils pas sept notes ? Monde blanc, monde noir : ils n'ont pas distingué, et plus d'un gentilhomme de leur cour a un parent, un frère, garde-noble au Vatican. Ainsi s'est faite la fusion nationale. Ainsi s'est fait « l'apaisement » conforme aux vœux de l'homme d'Etat français dont nous avons déjà retrouvé tout à l'heure, encore inexprimée, une formule politique dans le bagage de la monarchie italienne.

Sans aucun machiavélisme, par le seul effet de leur application au devoir professionnel (le métier de roi, avec ses dangers dont parlait si sereinement le roi Humbert, n'est-il pas un métier comme un autre ?) par ce qu'il y avait aussi de libre dans leur esprit et d'élevé dans leur conscience, les Savoie ont réussi à faire l'unité morale de l'Italie. Et celle-là n'était-elle pas plus difficile encore à réaliser que l'unité politique ? Parvenus à la royauté italienne à la faveur de la

lutte que se livraient deux principes opposés, ils les ont rendus impuissants, ils ont mis fin à leur antinomie en y substituant la synthèse nationale. Toutes les Italies rivales ou adverses d'autrefois se sont réconciliées dans le nationalisme et l'impérialisme. La maison de Savoie a désarmé la réaction. Quant à la révolution, elle pourrait, reprenant à juste titre un mot célèbre, se vanter de l'avoir « dessouillée ». L'une et l'autre font partie du passé italien, des legs héréditaires, mais ni l'une ni l'autre ne commandent la vie publique. S'il renaît un jour une réaction, une révolution en Italie, elles ne se ressembleront plus à elles-mêmes, elles ne seront plus ce qu'elles ont été. Tout ce passé s'est mortifié avec le cœur de Charles-Albert. Ses souffrances ont libéré ses successeurs et, par eux, le seul mot d'ordre de l'Italie, désormais, c'est : avenir.

CHAPITRE III

LA TRADITION NATIONALISTE

Indépendance et « liberté ». — La période de la lutte et des sacrifices. — Comment s'enfante une nation. — L'union des classes. — La princesse Belgiojoso. — Le chevalier Nigra. — L'œuvre du peuple. — Le bossu de Brescia. — L'irrédentisme. — Guillaume Oberdank. — Rôle primordial de la littérature. — De Gioberti à d'Annunzio. — La poésie italienne du XIX^e siècle ou la lyrique nationaliste. — Leopardi, le faux pessimiste. — Carducci, poète national de la troisième Italie. — La quatrième Italie et Gabriele d'Annunzio.

L'Italie du XIX^e siècle, dont les sentiments et les idées ont préparé et nourri l'Italie contemporaine, a d'ailleurs été, de son temps, fort mal comprise en France. Peut-être reste-t-il encore à la découvrir. Il est impossible de comprendre l'Italie d'aujourd'hui et, par exemple, le mouvement qui l'a poussée à la guerre de 1915, si l'on persiste à méconnaître l'Italie d'hier.

L'opinion publique de notre pays, au siècle dernier, s'est gravement trompée sur un grand

nombre de points de politique étrangère, dont beaucoup étaient essentiels pour la France. En ce qui concerne l'Italie, l'erreur générale a consisté à confondre la liberté, telle que les Français la concevaient pour eux-mêmes, avec la liberté à laquelle les Italiens aspiraient. Il y a eu là un remarquable contre-sens historique. Lorsqu'on parlait en France, au milieu du *xix^e* siècle, de « liberté », c'était la liberté politique que l'on entendait. La France était une nation ancienne, parvenue depuis longtemps à l'unité, qui avait atteint ses frontières, qui ne désirait plus grand chose pour elle-même au dehors, qui était plus accoutumée à dominer les autres peuples qu'à voir l'étranger intervenir dans ses affaires. La liberté y était donc conçue par rapport au gouvernement, aux institutions, à la société. C'était d'une liberté de luxe qu'il s'agissait, c'était du suffrage universel, de l'exercice de certains droits politiques, de l'appropriation du pouvoir par les classes populaires, de l'extension de la démocratie. Aux yeux, aux rêves des Italiens de la même époque, la liberté apparaissait sous des formes bien différentes. Des deux côtés des monts, la déesse était loin d'exprimer le même symbole. Les Italiens brûlaient de posséder leur indépendance nationale. Ils avaient à s'affranchir

du joug d'un conquérant, à rassembler les membres épars de leur patrie, à se constituer comme Etat et comme nation. La liberté qu'ils revendiquaient, c'était celle de vivre, et, par conséquent, de se développer et de grandir comme Italiens.

Ainsi il n'y avait qu'un rapport apparent, presque fictif, il n'y avait qu'une fortuite rencontre de mots entre les aspirations du patriote italien et celles du libéral français. L'un s'orientait, peut-être sans le savoir, vers le nationalisme. L'autre vers la démocratie. Comme tant de choses de ce monde, comme tant de fraternités et d'unions, c'est sur ce malentendu qu'a longtemps vécu, duré, prospéré l'amitié franco-italienne. Et quand, à diverses reprises, les relations se sont tendues entre les deux peuples, c'est au même malentendu que cet effet déplorable doit être attribué. La démocratie française a été déçue, amèrement déçue, chaque fois qu'elle a découvert que l'Italie ne pensait pas, ne sentait pas exactement comme elle, quand elle a vu, par exemple, l'Italie prendre un autre chemin que celui de l'idéal de 1848 et garder sa monarchie, quand elle a vu l'Italie ressuscitée travailler pour elle-même, songer à elle-même et se désintéresser de l'avenir du libéralisme européen en s'associant à l'Allemagne impériale

et même à l'oppresseur de la veille, à l'Autriche des Habsbourg en personne. La France s'est quelquefois irritée de la politique que l'Italie a suivie entre 1870 et la date heureuse et récente de sa rupture avec la Triplice. Ce sentiment, si dangereux, et qui n'a pas facilité la tâche de nos diplomates, est toujours venu de l'erreur, de l'illusion, du contre-sens que notre *xix^e* siècle français a nourris.

C'est en sachant d'où procède l'Italie et où elle va que nous aurons le plus de chances d'entretenir de bons rapports avec elle. Ce n'est pas tout que de vouloir aimer. Il faut connaître ce que l'on aime, et l'on aime à proportion que l'on connaît : un grand Italien, Léonard de Vinci, l'a dit. Sachons donc que les Italiens d'aujourd'hui portent dans leurs veines, entretiennent dans leur mémoire une des plus belles passions nationales que l'histoire ait vues. Tel est le legs que leur a transmis le siècle dernier. Tel est leur grand héritage intellectuel et moral. En eux a passé la flamme d'un patriotisme qui fut dévorant.



Combien la plupart de nos écrivains l'ont affadie, cette aventure, pourtant si dramatique, de

tout un peuple concevant la même idée, se dévouant, à l'appel de quelques excitateurs, à la même tâche ! Les luttes de la délivrance et de la résurrection italiennes, l'esprit de cette période orageuse, nous les comprenons mieux depuis que nous avons éprouvé à notre tour ce que c'était que la domination de l'étranger, la conquête du sol natal, l'indépendance nationale menacée. En fait de ténacité, en fait de sacrifices, les patriotes italiens du ^{xix}^e siècle sont dignes de servir de modèle à tous ceux qui, dans l'avenir, auront l'ambition de délivrer et de relever leur pays. Aristocrates, intellectuels, plébéiens, toutes les classes, unies dans la même aspiration, le même effort, collaboraient à la même œuvre. Tandis qu'un Cavour travaillait à réaliser l'unité italienne par les moyens les plus subtils de la diplomatie et de la politique, on put même voir un Orsini, par fanatisme pour la même idée, se livrer à la propagande par le fait. Et l'on n'ignore pas l'influence qu'a eue la bombe d'Orsini sur le cours de l'histoire, puisque c'est de ce jour-là que date, chez Napoléon III, l'espèce de crise de conscience après laquelle il résolut d'intervenir activement en faveur de l'Italie. Mais cette intervention même, qui fut si populaire en France, n'aurait pas été possible sans

une longue préparation, sans une patiente et enthousiaste propagande. La cause de l'Italie-une avait commencé par trouver dans ses élites d'éloquents missionnaires, des volontaires zélés, avant d'obtenir en Europe les concours dont elle avait besoin. Les patriotes italiens, avant de récolter, ont semé pendant plus de vingt-cinq ans. Avec une connaissance complète de la situation européenne, avec une véritable divination, ils avaient compris que c'était la France et l'élite de la France surtout qu'il fallait commencer par conquérir. C'est ce qu'avait pressenti à merveille un précurseur comme la princesse Belgiojoso, dont le nom restera inscrit dans l'histoire de l'Italie nouvelle non moins que dans l'histoire de notre littérature et de notre société.

On n'oserait souhaiter à aucune femme ni le sort ni le genre d'existence d'une princesse Belgiojoso. Mais l'exemple de cette Italienne montre ce que peut l'influence d'une femme de tête et de cœur, quand elle est mise au service d'une grande cause. La princesse Belgiojoso n'avait pas seulement consacré à l'unité italienne son intelligence, sa fortune et son nom. Ses malheurs personnels, la liberté de sa vie, elle les voua également à sa patrie. Nourrie dans les conspirations, élevée dans la haine de l'opresseur étran-

ger, cette jeune milanaise, issue de l'illustre famille des Trivulce, avait été associée dès l'enfance aux premières espérances et aux premiers combats des patriotes italiens. A seize ans, Christine Trivulce épousait le prince Belgiojoso. C'était au moment du congrès de Vérone, où la Sainte-Alliance prenait des mesures de précaution contre les symptômes d'agitation qui paraissaient en Italie. Les *carbonari* étaient poursuivis, les *ventes* dissoutes. La princesse qui, avant son mariage, avait été *gardiniera*, comme s'appelaient les femmes dans les sociétés secrètes, dut prendre le chemin de l'exil. Une aventureuse carrière commençait pour elle. Semblable à tant d'autres Italiens du *Risorgimento*, elle allait mener désormais la vie de chevalière errante et elle aurait pu dire, comme Massimo d'Azeglio plus tard : « J'ai pris domicile sur la grande route. »

Ses tribulations avaient commencé par un divorce. Le prince Belgiojoso et sa femme n'avaient pu se comprendre. Peut-être étaient-ils tous deux des natures trop passionnées. Belle, la princesse devait être beaucoup aimée : sa longue et très tendre liaison avec Mignet est célèbre. Quant au prince, il fut lui aussi le héros d'une idylle, — une idylle qui fut en son temps un scandale. Un jour, il disparut de Paris, et en même temps que

lui disparut la duchesse de Plaisance. Tous deux passèrent de longues années au bord du lac de Côme. La révolution de 1848, les convulsions de l'Italie devaient s'accomplir sans émouvoir le prince : il vivait son roman privé en marge et à l'écart du grand roman national de l'Italie.

Celle qui portait à Paris son nom et le rendait illustre n'avait cessé, au contraire, d'attiser la flamme du patriotisme italien. Son œuvre, ce fut d'aider à répandre, comme une mode intellectuelle, l'idée que la cause de l'affranchissement de l'Italie était la cause la plus noble du monde, une cause à laquelle la France généreuse se devait de s'intéresser la première. Dans le salon de la princesse Belgiojoso, l'esprit et la patience, la ruse et la volonté d'une femme formèrent un état d'esprit, préparèrent une politique. L'enthousiasme de tant d'écrivains français pour l'Italie — une a été inspiré par son enthousiasme infatigable et invincible, toujours nouveau. Combien de campagnes de presse, combien de livres et de discours en faveur de l'unité italienne n'auraient jamais été faits sans l'influence, le charme et la séduction de la princesse Belgiojoso ! Henri Heine, Musset, pour ne parler que de ceux-là, l'un malgré son ironie, l'autre en dépit de son détachement et de son dandysme, devaient colla-

borer, bon gré mal gré, à son œuvre. Elle savait utiliser jusqu'aux rancunes, à l'ambition et aux convictions tournantes de Thiers. La vie de société, la gloire littéraire, l'amitié, l'amour et même la bonne cuisine, Vincent Bellini et Buloz, l'Opéra et la *Revue des Deux-Mondes*, la princesse de Belgiojoso enrôlait tout au service de sa patrie malheureuse. Tout, selon elle, devait servir. Et, en effet, tout a servi. Il ne serait pas exagéré de dire que Magenta et Solférino sont venus, pour une grande part, de son salon. En tout cas, ce salon, ce milieu ne pourront être négligés par aucun historien des lettres, des mœurs et de l'esprit public au siècle dernier.

La révolution de 1848 avait apporté une désillusion à la princesse Belgiojoso. Elle souffrit avec tous les patriotes italiens de la défaite de Novare, qui semblait anéantir les espérances d'unité. Mais surtout l'attitude de la seconde République, notre intervention à Rome, l'avaient froissée. Elle jura de ne plus reparaître dans ce Paris qui semblait l'avoir trompée. Cependant, dix ans ne s'étaient pas écoulés qu'elle pouvait voir les fruits portés par son zèle et sa propagande. Elle pouvait voir, devenu ministre du royaume d'Italie constitué avec l'aide de la France, ce petit Cavour, devenu si grand, et

qu'elle avait présenté jadis à Paris, encore inconnu, aux hommes d'Etat français...

La princesse Belgiojoso est morte quelques mois après l'entrée des Italiens à Rome. Il lui a été donné d'assister à la réalisation complète du rêve italien. Mais n'avait-elle pas trouvé des successeurs pour continuer son œuvre de propagande, pour occuper dans la société du second Empire le rôle qu'elle avait tenu sous la monarchie de Juillet?

La princesse Belgiojoso avait séduit nos hommes d'Etat et nos hommes de lettres. La tâche du chevalier Nigra fut de conquérir la cour de Napoléon III. Et le hasard a voulu que Nigra mourût, chargé de jours, en 1907, au moment où l'Italie célébrait le centenaire de la naissance de Garibaldi. Nigra et Garibaldi, si différents par le tempérament comme par les origines, par l'action et par la pensée, auront cependant tous les deux tendu au même résultat. Le jeune aristocrate protégé de Cavour et l'agitateur à la chemise rouge ont, chacun de son côté et à sa manière, servi l'unité de l'Italie et la maison de Savoie. Tous les deux se sont plu à s'entourer d'un mystère et d'une légende qui, en France surtout, ont été singulièrement utiles à leurs fins. L'un à l'usage des gens du monde, l'autre à l'usage de

la foule, ils ont été, par leur prestance et par leurs aventures de toutes sortes, aventures de guerre ou aventures d'amour, les héros, les demi-dieux de la cause italienne.

Tandis que Garibaldi faisait la conquête du grand public français par son épopée plébéienne, Nigra remplissait la tâche plus difficile de séduire l'entourage de l'empereur. Napoléon III, avant même qu'il eût pris le pouvoir, était acquis au *Risorgimento*. Autour de lui, auprès de lui, il ne manquait pas de personnes mal disposées pour les intérêts de l'Italie-une. Le chevalier Nigra fut le beau ténébreux qui vint à la cour impériale émouvoir les femmes en faveur de la noble captive. Il fut galant par patriotisme ou, du moins, il fit servir ses galanteries au bien de son pays. Il était arrivé aux Tuileries portant avec lui toute la poésie de la péninsule. Venise, Florence et Rome, Dante et Pétrarque, Titien et Raphaël parlaient par sa bouche et, dit-on, avec charme, avec éloquence. Cavour avait artistement choisi cet envoyé en missions confidentielles : c'était don Juan ambassadeur qui, au milieu de ses succès, n'oubliait jamais ses devoirs de diplomate.

Il était toutefois un cœur que la cause de l'Italie ne touchait pas. Et ce cœur était trop haut

placé pour que le beau ténébreux pût se flatter d'y avoir accès. L'impératrice n'était pas seulement pieuse comme une Espagnole. Morny ne se trompait guère lorsqu'il disait qu'elle était, plus encore que lui, « légitimiste ». Par ses sentiments, par ses croyances, l'impératrice était opposée à la politique italienne de l'Empire. De cette politique, elle fut l'adversaire ardente et constante. Protestant par ses pleurs plus éloquentement encore que par son geste, elle avait quitté le conseil des ministres où l'empereur avait résolu de reconnaître le nouveau royaume d'Italie. Elle tenait rigueur à Nigra comme à tout ce qui venait du Piémont. L'habile courtisan eut pourtant son heure. Et la magie du nom de Venise devait la lui apporter C'est lui qui, sur l'étang de Fontainebleau, remplaçant le gondolier sans voix, chanta une sérénade fameuse à laquelle, dit-on, la collaboration de Mérimée n'avait pas été étrangère. Et la sérénade disait : « O femme, si parfois
« — ton lac paisible — doit voir voguant à tes
« côtés — le muet empereur, — dis-lui que, sur
« les rives de l'Adriatique, — pauvre, nue, ex-
« sangue, — Venise souffre et languit... » C'était une hardiesse, c'était aussi une trouvaille que ce *muet empereur*. Le jour n'allait pas tarder où ce grand silencieux parlerait. Et sa parole, qui an-

nonçait la délivrance des captives italiennes, le chevalier Nigra n'avait-il pas aidé à la faire prononcer par son invocation de Fontainebleau ?

Au 4 septembre, ce fut Nigra, aidé, — quelle singulière rencontre ! — du comte Metternich, qui entraîna l'impératrice hors des Tuileries, la mit hors des atteintes de l'émeute. L'Italie et l'Autriche se trouvaient, par eux, réunies autour de la tombe de l'Empire. Et l'on a prétendu que les deux ambassadeurs, avec toutes les apparences de la chevalerie et du dévouement personnel, avaient accompli par là une habile opération qui rendait service à leur pays. Car le départ de l'impératrice-régente, c'était la fin du gouvernement impérial et, dès lors, l'Autriche et l'Italie étaient déliées de leurs engagements et de leur alliance avec Napoléon III... C'eût été trop de machiavélisme et, contre un tel soupçon, Nigra n'a jamais daigné se défendre. Mais le familier des Tuileries et de Compiègne, l'ami des beaux jours, était toujours resté sensible au reproche adressé à l'Italie d'avoir abandonné la France dans la mauvaise fortune. Toute sa vie, il a protesté contre cette accusation d'ingratitude, et, lui qui écrivait si peu, il a tenu à publier sur les événements de 1870 une étude où il prouvait que c'était la Russie, désireuse d'effacer les ré-

sultats de la guerre de Crimée et du Congrès de Paris, qui avait intimidé l'Autriche et l'Italie, les avait contraintes de rester dans la neutralité. Ainsi Nigra, qui avait si bien servi son pays, ne voulait pas, pour son honneur de gentilhomme, de la tache qu'eût été le soupçon d'une trahison envers le pays dont il avait été l'hôte fêté, admiré et aimé...



La princesse Belgiojoso, le chevalier Nigra, ont été, dans leur sphère élégante et mondaine, des ouvriers de la résurrection italienne, comme un Cavour, un Garibaldi, un La Marmora. Mais, à côté de ces brillantes étoiles, que de héros obscurs ! A côté de ces carrières illustres, récompensées par la gloire, combien de dévouements qui n'ont eu de salaire que dans la satisfaction d'un patriotisme passionné ! Au cours de ce xix^e siècle, qui a vu naître et fleurir tant de nationalismes, à côté des épopées tragiques qu'ont écrites l'Alsace-Lorraine, l'Irlande, la Pologne, la Bohême, les peuples slaves des Balkans, le martyrologe italien a eu des pages magnifiques. Il s'en dégage un enthousiasme et un idéalisme qui, à distance, auront encore agi, en 1915, sur les sentiments et la volonté du peuple italien.

Quelle énergie dans l'amour et dans la haine n'aura-t-il pas fallu pour que le peuple italien parvînt à briser la domination autrichienne ! Cent épisodes héroïques, qui forment l'histoire de cette lutte contre le règne de l'étranger, se résument avec force dans quelques-uns, restés plus particulièrement fameux. Telle est l'histoire du bossu de Brescia. Elle ressemble à ces récits, sobres et ardents, que M. Maurice Barrès a rassemblés dans son livre *Du sang, de la volupté et de la mort*. Elle y figurerait avec honneur à côté de cette dramatique nouvelle dont les guerres carlistes ont fourni le sujet et qui est intitulée : « La haine emporte tout. »

Il y avait à Brescia, au temps de l'occupation autrichienne, une garnison composée de Croates particulièrement moustachus, féroces et détestés : car le Croate représentait alors, comme son demi-frère le Cosaque, l'oppression et la tyrannie, et l'on ne s'était pas encore avisé d'en faire le soldat du droit et de la justice. Mais, s'il y avait à Brescia des Croates, il y avait aussi un bossu patriote. Et chaque fois que le bossu traversait la grand place de la ville, où se trouvait le corps de garde, c'était, parmi les soudards, des rires et d'ignobles quolibets. Un jour, profitant de l'heure, de la solitude, de l'absence de leur chef, les Croates s'em-

parèrent de l'infirmes dans le dessein d'en faire leur souffre-douleur. Quelle imagination atroce traversa soudain la cervelle d'une de ces brutes ? Une voix proposa d'enduire le captif de goudron, puis de le brûler vif. Le bossu pensa d'abord qu'il s'agissait d'une épreuve, d'une plaisanterie cruelle. Lorsqu'il vit les Croates passer à l'exécution de leur projet et le réduire, sans pitié, à l'état de torche vivante, pareil à un chrétien dans le cirque de Néron, il comprit qu'il était perdu. Alors il conçut une vengeance affreuse et sublime. Cherchant des yeux, parmi ses bourreaux, celui dont le visage exprimait la cruauté et la lâcheté la plus viles, il attendit que le feu commençât de le dévorer et alors, bondissant sur la victime qu'il avait choisie, il l'embrassa d'une étreinte si désespérée que les autres soldats ne purent la dénouer. Ainsi le Croate mourut brûlé en même temps que le bossu, qui connut du moins le délire de ne pas quitter la vie sans entraîner avec lui son ennemi dans la tombe.

Des épisodes pareils constituent les sommets tragiques d'une longue histoire. Dans la vie de tous les jours, dans la défense de tous les instants que doit fournir une nationalité opprimée, la masse anonyme du peuple italien a dépensé une énergie, une patience, dignes de toute admi-

ration. On sacrifiait sa vie et l'on sacrifiait aussi ses commodités : sacrifice quotidien qui n'exalte pas, qui doit être obtenu du nombre, et qui, pour ces raisons, ne s'obtient pas sans effort. Lorsque Milan n'était pas encore libre, les Milanais patriotes avaient calculé que les frais du corps d'occupation autrichien étaient exactement soldés par les recettes de la régie du tabac dans la ville. Les Milanais résolurent donc de s'abstenir avec rigueur de l'usage du tabac et, le plus beau, c'est qu'ils tinrent parole. Quand un Italien, rompant le pacte, paraissait dans les rues un cigare à la bouche, on le lui arrachait : heureux s'il n'était pas battu, traité comme un complice de l'oppresseur, un « austriacante », un traître... Moyens de petite guerre, mais révélateurs d'un état d'esprit, d'une résolution farouche. Moyens de petite guerre qui ont servi la grande avec efficacité.

Longtemps après, ces souvenirs ont enflammé, à Trente et à Trieste, les Italiens soumis à la domination de l'Autriche comme l'avaient été, avant la grande libération, ceux de Milan et de Venise. Ces exemples du passé ont enseigné la résistance, l'espérance et le sacrifice aux habitants des *terre irredente*. Guillaume Oberdank, héros et martyr de la cause italienne dans la nou-

velle période de la lutte contre l'Autriche, et qui, comme Orsini, avait joué sa tête dans une tentative manquée de régicide, Guillaume Oberdank s'était nourri, inspiré, exalté des exemples laissés par les patriotes du *risorgimento*. Il avait rêvé de recommencer pour Trieste ce que d'autres avaient fait pour Venise et pour Milan. Dans sa chambre d'étudiant solitaire, où il avait formé le projet d'assassiner l'empereur François-Joseph, d'abattre le tyran, il s'était enivré d'histoire, de souvenirs sublimés par la littérature et la poésie. Tandis qu'il dirigeait son arme contre le Habsbourg, mille suggestions agitaient son esprit. Et peut-être les derniers vers du *Salut italique*, le jour de son exécution, remontèrent-ils à sa mémoire : « En face de l'étranger qui campe encore, armé, sur notre sol, chantez, chantez : Italie ! Italie ! Italie ! »



Car cette action de la littérature sur les destinées du peuple italien a été considérable. Elle ne saurait être exagérée. Nous n'avons rien, en France, nous ne pouvons rien nous représenter de pareil. Nos plus grands poètes du *xix^e* siècle ont chanté l'humanité, la liberté, la gloire, plu-

tôt que la patrie, quand ils n'ont pas, comme Lamartine dans sa *Marseillaise de la Paix* (harmonie d'ailleurs sublime, incomparable musique sur une idée fausse et démentie par l'avenir), renié l'idée de patrie elle-même :

Nations ! mot pompeux pour dire barbarie,
L'amour s'arrête-t-il où s'arrêtent vos pas ?
Déchirez ces drapeaux ; une autre voix vous crie
L'égoïsme et la haine ont seuls une patrie,
La fraternité n'en a pas...

L'Allemagne même, où la poésie moderne est si pénétrée d'esprit germaniste et guerrier, n'approche pas de ce que l'Italie a produit dans ce sens. C'est tout le lyrisme italien, et le plus haut, qui est nationaliste. En fait de littérature de la renaissance politique italienne, nous connaissons surtout, en France, Silvio Pellico. *Mes Prisons* ont été le roman sentimental et populaire de l'Italie-une, comme la *Case de l'oncle Tom* a vulgarisé la cause de la libération des noirs. Mais ceux que la France connaît mal (car ils passeraient avec peine dans notre langue), ce sont ces poètes savants qui avaient entrepris de restaurer l'art et le parler italiens en même temps que la patrie. D'Alfieri à d'Annunzio, tous les grands poètes d'Italie ont été, profondément, des nationalistes. Par leur méthode, par leur passion, ils

font penser souvent à la renaissance félibréenne, à ce mouvement si fort, si original aussi, par lequel Frédéric Mistral, entouré de toute une école, a ressuscité sa Provence natale, en a remis les mœurs, le langage, les lettres en honneur, par lequel, en même temps, il a donné le jour à des conceptions nouvelles, fécondes pour la vie nationale, de régionalisme et de décentralisation. Poète épique, philologue, grammairien, Frédéric Mistral aura été en même temps, par le développement naturel de sa pensée, un des plus fertiles semeurs d'idées politiques de son temps. M. Maurice Barrès a pu observer avec raison que l'œuvre mistralienne avait une valeur universelle et que, loin d'être circonscrite au monde provençal, elle avait été vivifiante pour la France entière, qu'entreprise à Arles, elle avait eu son retentissement à Strasbourg. Ceux qui connaissent Mistral, le félibrige, le poème de la *Comtesse* (la Provence captive), dans les *Iles d'or*, ceux qui savent ce qu'a été l'école du félibrige, l'influence multiforme qu'elle a eue, qu'elle continue d'avoir, ceux-là n'ont qu'à se reporter à cet exemple pour se rendre compte de ce qu'aura été, dans une plus vaste sphère, étendue à toute une nation, l'alliance de la poésie italienne et du nationalisme italien.

Passionné, hautain, orageux, Alfieri, étouffant

dans son Piémont étroit, aspirait déjà à une grande Italie. Nous prenons Leopardi pour le poète du pessimisme absolu, le poète du désespoir, du néant, du dégoût de toutes choses. Mais l'homme qui se nourrit de larmes, l'homme « mort spirituellement » songe-t-il au salut public, à la grandeur de la nation? Sent-il les maux de la patrie, vibre-t-il des haines et des espérances de l'opprimé? Ces sentiments, Leopardi les a pourtant éprouvés avec force, il les a traduits avec génie. C'est sur son ode fameuse « à l'Italie » que s'ouvrent ses poèmes. « O ma patrie!... Pleure, tu as bien de quoi, mon Italie, née pour surpasser les nations... » Art et amour, gloire et patrie, on peut dire de Leopardi qu'il a connu les plus hauts objets qui donnent du prix à la vie humaine. Il s'y est attaché de toutes les forces de l'intelligence et de la passion. Il n'a pas cru seulement, il a éprouvé, il a su que cela valait la peine de vivre. Ce n'était pas d'un pessimiste incurable. Et ses vers, en effet, ont répandu la vie et engendrent encore l'action.

Le cas de Giosue Carducci est peut-être le plus caractéristique de tous. Carducci aurait pu se vanter, à aussi juste titre que l'auteur des *Odes funambulesques*, de n'avoir jamais été qu'« un poète lyrique ». Pourtant, sur toute sa carrière,

sur toute son œuvre, ont retenti les événements qu'a traversés l'Italie de son temps. Ce pur lyrique a été un grand poète national.

L'exemple de Carducci, qui ne fut nullement un barde populaire, mais un poète savant, un poète grammairien, montre combien les idées et les opinions politiques peuvent exercer d'influence sur les théories littéraires. La lutte entre classiques et romantiques, qui a eu bien des phases en France, fut aussi l'accompagnement des convulsions intérieures par lesquelles l'Italie du ^{xix}^e siècle a passé. Carducci, qui était né en 1835, parvint à l'adolescence au moment où les esprits étaient le plus exaltés. Son père, un carbonaro de la vieille école, était démocrate et chrétien. Dans la Maremme « où fleurit son triste printemps », Giosue enfant élaborait des idées plus radicales. Il fit ses premiers vers à quatorze ans, quand Mazzini soulevait Rome, et les vers du jeune Giosue chantaient « la République sainte ». Déjà il prenait en haine les auteurs dont son père lui imposait la lecture : le pleurard Manzoni surtout, et tous les romantiques, vaguement teintés de christianisme, de la même école. A vingt ans, comme beaucoup de jeunes hommes de cette génération italienne, Carducci était avec fougue athée et républicain, ennemi du pape et des rois, ennemi

de l'Autriche qui opprimait sa terre natale : nationaliste par conséquent. Or, ces amours et ces haines faisaient, en ce temps-là, qu'indépendamment même de son culte pour les lettres latines, Carducci devait être classique.

Pour Carducci et pour le groupe de jeunes gens dont il faisait partie durant ses rudes années d'apprentissage, et qui s'intitulaient insolemment les « amici pedanti », le romantisme, importation étrangère, venu du Nord, venu d'Allemagne, représentait, dans l'ordre intellectuel, la servitude imposée dans l'ordre politique aux Latins par les « Tedeschi », par l'étranger barbare. Pour affranchir l'Italie de la domination étrangère, il fallait commencer par libérer les esprits italiens, les arracher aux modes littéraires venues d'Allemagne, les ramener aux sources latines. Carducci était classique parce qu'il était patriote : « Laissons-la, disaient ses premiers vers, laissons-la gémir et fatiguer ses regards infirmes dans la contemplation de l'astre pâle, cette scélérate, cette abstinentte famille des romantiques. A nous, race italique, qu'ils continuent de sourire, les dieux du Latium, la mère des Enéades et l'harmonie d'Horace... Ton bel Apollon, ô Flaccus, a fui la terre latine, cédant la place à Teutatès et au difforme Odin ; maintenant, c'est des Alpes

germaniques, des Alpes glacées que les muses nous viennent, et ce vil troupeau trouble les fontaines d'Hélicon. » On le voit : les « amici pendanti » n'y allaient pas par quatre chemins. Même ils poussaient le nationalisme littéraire jusqu'à traduire, par dérision, les noms des romantiques étrangers les plus fameux et à appeler Byron Birono, Lamartine La Martina et Château-briand Castelbriante.

Carducci et ses amis avaient une autre raison de haïr le romantisme. Ils y voyaient, en même temps que le signe de la domination étrangère, celui de la réaction politique. En effet, le romantisme primitif, celui qui avait d'abord pris ce nom en Allemagne, était mystique et moyen-âgeux : c'était ce que détestait en lui Henri Heine autant que Goethe. La France aussi, pendant un temps (celui de la Restauration) a connu ces « chevaliers du gothique larmoyant » : qu'on se souvienne de Victor Hugo légitimiste et de ses *Odes et ballades*. Le jeune Carducci poursuivait toute cette littérature d'une haine « à la Catilina ». Et de même que les *Rimes*, ses premiers vers, étaient bourrées de citations latines, de tours, d'expressions et d'images empruntés à l'antiquité, ses idées politiques étaient un écho de Tacite et de Juvénal.

Alors Carducci, par un rude travail où s'assouplissait son talent, se livrait, dans sa langue italienne, à de savantes transpositions des mètres de la poésie latine. Mais voilà que l'on vit, vers la trentième année du poète, s'accomplir chez lui une évolution singulière. Sans qu'il s'en fût rendu compte, le romantisme avait pris sa revanche. C'était le romantisme français, républicain, anticlérical, révolutionnaire. Mais c'était le romantisme tout de même. La politique avait joué ce tour aux doctrines littéraires de Carducci. Alors il composa le fameux *Hymne à Satan*, où le diable est représenté comme le principe du bien, du progrès, de la science, etc... « Salut, ô Satan, ô rébellion, force vengeresse de la raison humaine ! Que vers toi montent nos encens et nos vœux ! Tu as vaincu le Jehovah des prêtres... » Ce poème provocateur devait faire, à travers toute l'Italie, un sérieux scandale. Et la critique la plus dure que reçut Carducci fut celle d'un vieux républicain qui objecta avec finesse : « Si vous voulez chanter la Nature, l'Univers, le grand Tout, pourquoi l'appeler Satan ? Si ce n'est pas un abus de mots, c'est une orgie intellectuelle. » En effet, c'était cela. Au cours des curieuses « polémiques sataniques » qui suivirent la publication de l'*Hymne*, Carducci dut confesser ses auteurs, avouer ses

sources. Honte et malheur ! Le poète classique avait été entraîné par l'esprit de la révolution dans un romantisme impur. C'est à la *Sorcière* de Michelet qu'il avait emprunté l'idée et quelques-uns des développements de sa pièce tapageuse. L'*Hymne à Satan* ne suit même la *Sorcière* que d'une année.

Carducci avait mordu au fruit romantique : Michelet l'introduisit à Hugo. C'était le moment où s'exaspéraient en Italie les espérances unitaires et les passions anticléricales près de toucher au but. La France d'alors, la France napoléonienne, après avoir montré à la jeune Italie le chemin de Rome, en défendait l'accès contre les entreprises de Garibaldi. Chez Carducci, qui suivait les événements avec rage, ce fut une période de fureur politique extrême. Il délaissa le vieil Horace : Hugo répondait mieux à l'état de sa sensibilité. Carducci imita, dès lors, et quelquefois de très près, les *Châtiments*. Il lança l'invective contre Pie IX, Victor-Emmanuel et Napoléon III à la façon du plus célèbre pamphlet en vers des temps modernes. Images, procédés, antithèses : tous les *Châtiments* se retrouvent dans les *Decennali*. La révolution et la république avaient fait du poète classique un « vittor-hugiano ». Et cette évolution romantique ne de-

vait pas s'arrêter là : on vit, avec surprise, Carducci sacrifier à « l'Apollon cimbre », apprendre l'allemand, traduire et imiter ces barbares qu'il avait jadis tant raillés, se mettre à l'école d'Uhland, composer des ballades...

Ce fut l'erreur de quelques années d'agitation et de fièvre. Après 1870 et la prise de Rome, Carducci, dont le tempérament révolutionnaire voulait toujours protester contre quelque chose, avait continué son opposition violente : l'Italie nouvelle ne contentait pas son idéalisme. Elle était monarchique, et il restait républicain. Mais il n'était pas d'égards que le régime n'eût pour lui, et, insensiblement, la raideur du poète vis-à-vis de la royauté mollissait. En même temps, il revenait au classique : par Goethe, il s'était évadé de l'Allemagne, il avait retrouvé le chemin de l'antiquité. Son évolution politique fut contemporaine de cette contre-évolution littéraire. En 1878, Carducci publia son *Ode à la reine*. Ce fut un événement. Par un hommage personnel à l'esprit et à la beauté de la reine Marguerite, le poète annonçait adroitement son ralliement à la royauté. « D'où es-tu venue ? Quels sont les siècles qui t'ont transmise à nous si aimable et si belle ? Dans lequel des chants des poètes, où donc, un jour, ô reine, t'ai-je vue ? » Ainsi chantait-il dans

ses *Odes barbares* auxquelles il donnait ce nom, parce que, disait-il avec modestie, c'est ainsi que les eussent appelées les anciens.

Carducci vécut vingt ans encore, poète de la nouvelle Italie, classique et nationaliste toujours. Il a été l'aède de l'irrédentisme. Tous les patriotes savent, on répète de toutes parts, en ce moment, le *Salut italique* : « Oh ! vers la belle mer de Trieste, vers les montagnes, vers les âmes des morts, avec l'année nouvelle, envolé-*vous*, antiques vers italiques... Saluez, dans le golfe Giustinopoli, la perle de l'Istrie, et le port aux eaux vertes et le lion de Muggia !... »

Carducci avait fait, en 1893, une adhésion explicite et formelle à la monarchie. Il avait même un peu atténué sa vieille haine du catholicisme. Comme une réponse à une pièce bien connue de ses *Odes*, pleine de sarcasmes et de blasphèmes (« dans une cathédrale gothique »), il avait écrit un poème à propos de la restauration par souscription publique de l'église de Polenta, celle où s'étaient agenouillés Francesca et Dante. Et ce fut une surprise universelle de lire sous la plume du poète qui naguère encore jetait l'adieu retentissant au « semitico nume » (à Jésus, « divinité sémitique ») ce fut une surprise de lire ces vers attendris : « Salut petite église ! O nation aux vies

multiples, nation ressuscitée, à cette mère brisée de vieillesse rends aujourd'hui la voix et la prière. — Qu'on entende de nouveau l'avertissement de la cloche ; que le clocher redressé verse sur la campagne, de colline en colline, l'*Ave Maria*. » Carducci d'ailleurs, n'alla pas plus loin dans cette voie. Il n'eut pas sa conversion religieuse comme il avait eu sa conversion politique. Mais quelle distance de cette note nouvelle à l'anticléricalisme turbulent de ses débuts !

C'est ainsi que l'on peut suivre, à travers l'œuvre de Carducci, les évolutions et les métamorphoses de l'Italie moderne. Poète, et de la lignée des plus grands, Carducci, dans son art difficile et hautain, a transposé la vie, les sentiments, les expériences d'un peuple.



Avec raison, Carducci a été appelé « le poète national de la troisième Italie. » Pour successeur dans cette haute fonction, il a trouvé Gabriele d'Annunzio.

On nous a, autrefois, rapporté ce trait. Gabriele d'Annunzio étant venu s'établir à Paris, voilà quelques années, une réception fut organisée en

son honneur et un homme de lettres français, qui lui était présenté, se félicita de connaître le premier romancier de l'Italie contemporaine. « Je vaudrais encore mieux comme poète », répondit sans fausse modestie l'auteur de la *Nave*. Quand elle parlera de M. d'Annunzio, c'est du poète, en effet, que la postérité se souviendra certainement avant tout, parce que c'est comme poète qu'il est arrivé au grand, au dernier terme de la mission de l'écrivain. C'est comme poète qu'il aura le plus agi sur les hommes dans le langage desquels il chantait. Et c'est comme poète que, par un retour naturel, il a été lui-même introduit à l'action. Nous verrons plus loin comment, à la suite de quelles circonstances, il a inscrit son nom à l'une des pages de l'histoire italienne qui ont le plus de chances de ne pas être oubliées. A travers les décisives journées romaines de mai 1915, on peut dire que c'est l'esprit lyrique de l'Italie qui a soufflé, l'œuvre poétique de d'Annunzio qui s'est réalisée.

Disciple de Carducci, son égal dans la haute école d'une métrique complexe et raffinée, aspirant comme lui aux sommets de l'art, Gabriele d'Annunzio, comme Carducci encore, aura été poète national. Mais c'est le poète national de la quatrième Italie qu'il faut dire, non plus l'Italie

renaissante du xix^e siècle, mais l'Italie grande, forte et conquérante du xx^e.

Comme il arrive toujours en pareil cas, les idées nationalistes qui ont déterminé l'intervention italienne en 1915 étaient dans l'air depuis longtemps. Répandues sous vingt formes diverses, à la mesure de tous les tempéraments et de toutes les imaginations, ayant acquis une faculté de diffusion considérable, c'est l'expression poétique qui leur aura donné l'unité et la force d'expansion, ouvert l'accès du vaste public, assuré l'avantage sur les différentes conceptions, — celles du socialisme ou de la démocratie, par exemple, — qui, en même temps qu'elles, se disputaient les intelligences. A cet égard, certaines représentations des drames lyriques de M. d'Annunzio, par l'accord et par l'enthousiasme qui s'y manifestaient, constituaient des signes précurseurs, marquaient déjà des étapes. En 1915, à la voix du poète, toutes les suggestions, toutes les images, tous les symboles, transmis de l'élite à la foule, se sont élevés dans les esprits pour devenir d'invincibles puissances de sentiment.

Vates, poète, prophète, aimait à dire le vieil Hugo. Gabriel d'Annunzio aura été cela pour la guerre de 1915. Qui l'aura d'avance chantée, qui l'aura prévue et annoncée comme lui ? Cherchons

bien : quel poète français (je parle, bien entendu, aux mêmes degrés de l'art), aura eu une intuition pareille, aura rien traduit d'équivalent à ces pressentiments de l'avenir qui se rencontrent presque à chaque page de son recueil des *Laudi* ? C'est lui qui, il y a déjà presque dix ans, entendait, dominant la rumeur des ateliers, « hurler la guerre. » C'est lui, qui, appelant aux armes la jeunesse italienne, lui proposait le programme que 1915 voit réaliser : « Pour la conquête de cette partie idéale, de la plus grande Italie, partez, préparez-vous... Il est de nombreuses aurores qui n'ont pas encore lui... » Même la divination se précisait (« les jours sont proches, préparons-nous à la sainte guerre »), au point que plus d'un trait de la guerre d'aujourd'hui se trouve déjà fixé dans ces poèmes anciens. « *Tu guerre... Italie sacrée* », dit un chant inaugural : et c'est le « *Nostra guerra* ». Plus prophétiquement peut-être encore (et beaucoup en ont été frappés), Gabriele d'Annunzio avait annoncé le rôle que Victor-Emmanuel III était appelé par la destinée à remplir dans la grande phase historique que nous traversons. Les « journées » romaines de 1915, que devait diriger le poète, se trouvent annoncées dans la fameuse ode « au jeune roi ». Et cette prédiction ne consiste pas, comme les centuries d'un

Nostradamus, en propos incohérents et sibyllins, en un amas d'images et de métaphores obscures, auxquelles on peut, avec de l'ingéniosité, découvrir tous les sens possibles. Gabriele d'Annunzio se livrait à de justes et pénétrantes inductions lorsque, saluant l'avènement du nouveau prince, il l'avertissait, en termes élevés et graves, que ce règne devrait être occupé par de grandes choses ou qu'il ne serait pas. Humbert I^{er} venait d'être assassiné, et le prince de Naples était en croisière lorsque la nouvelle du crime qui le faisait roi lui fut annoncée. « O toi, jeune homme qui appelé par la mort es venu par la Mer, ô toi qui, élu par la Mort, as été fait roi sur la Mer... Le destin t'a choisi pour la grande entreprise audacieuse. Prends l'arc, allume les flambeaux, frappe, éclaire-nous, ô héros latin ! Ouvre à notre courage les portes des futurs empires. » Et, tout de suite, venaient, comme une sorte de menace, ces vers où s'entrevoit le peuple romain de 1915, « en tumulte », attendant la parole royale qui devait délivrer la nation des traîtres et de l'étranger et mettre l'Italie sur la grande voie impériale : « *Car, si la honte durait, quand l'heure sonnera, de près, parmi les rebelles, tu verrais, au premier rang, celui qui aujourd'hui te salue.* » Bien des Italiens, sensibles à la poésie et

aux présages, se seront répété ces vers, au mois de mai, tandis que l'orage des émeutes populaires semblait se former sur Rome.

« La sainte guerre », disait Gabriele d'Annunzio près de dix ans avant qu'elle ne dût éclater. C'est la guerre d'où l'Italie sortira plus grande, plus forte, égale à ses destins, telle que l'ont vue en rêve les patriotes du passé, ceux qui sont morts à ses débuts modestes, ceux qui n'ont pu assister qu'aux premiers pas de sa croissance, mais qui croyaient quand même à son avenir, qui, dans le germe, apercevaient l'arbre. A cet égard, la guerre de 1915 est, pour l'Italie, le résultat de cent années d'idéologie et de passion nationalistes. Elle est la fille de la philosophie et de la littérature, une conception créée en commun par tous les nobles esprits et les belles imaginations d'un peuple. Il était naturel que l'Italie, éveillée à la conscience d'elle-même par le livre d'une confiance presque mystique où Gioberti lui avait révélé sa « primauté », tandis qu'elle était dans la servitude, fût encore guidée par la poésie, le jour où elle affirmerait devant le monde ses droits et ses devoirs de grande nation.

CHAPITRE IV

L'ITALIE N'EST PLUS LA TERRE DES MORTS

La méprise du XIX^e siècle. — L'ensorcellement littéraire. — L'Italie a voulu « vivre sa vie ». — Par delà les tombeaux. — Les précurseurs. — Les intuitions de Proudhon. — Premiers linéaments d'un impérialisme italien. — Le rêve de Victor-Emmanuel II. — Don Amadeo. — Le dynamisme italien. — Les nations conservatrices et les peuples en ascension. — Le mouvement des idées avant la guerre. — « Futurisme » et nietzschéisme. — Le nouveau parti nationaliste. — A propos de la cathédrale de Reims. — L'esprit italien et la guerre.

« A la fin, nous devenons les esclaves des créations que nous avons faites. » Cette grande parole de Goethe est surtout vraie dans le domaine de la vie imaginative. C'est ainsi que les Français du XIX^e siècle s'étaient créé à eux-mêmes une sorte d'Europe mythologique, qui aura été d'une suggestion puissante sur leur politique étrangère. Par la suite, ils ont éprouvé une difficulté sérieuse à s'affranchir de ce monde irréel. Sous

l'empire de souvenirs littéraires, nos pères s'étaient fait de la plupart des peuples étrangers une représentation séduisante dont l'arbitraire n'a cédé que malaisément et pas à pas aux leçons de l'expérience, tant nous nous attachons aux enfants de notre esprit. En 1827, nous venions de délivrer les Grecs. Et l'amiral de Rigny constatait « avec une surprise toujours croissante », comme disaient ses rapports, que la Grèce moderne n'offrait que peu de ressemblance avec la Grèce d'Homère, de Phidias et de Platon. C'est pourtant pour cette Grèce-là que la France avait pris fait et cause. Pareillement, l'image d'une Allemagne idéaliste, désintéressée et qui, selon l'expression de M^{me} de Staël, se réservait le « royaume de l'air », n'avait pas encore, après 1870, complètement cédé la place à des réalités plus dures. En dépit des leçons de la guerre actuelle, il est vraisemblable qu'il subsistera dans quelques esprits des traces de ces anciennes illusions.

L'Italie pour laquelle la France s'est passionnée au siècle dernier, pour qui nous avons fait la guerre de 1859, ne ressemblait que de loin à l'Italie vraie. Ainsi la Grèce de Constantin I^{er} n'est pas la Grèce des *Orientales*, ni l'Allemagne de M^{me} de Staël celle du prince de Bismarck. Les

Français qui, sous la monarchie de Juillet et sous la deuxième République, réclamaient une intervention en faveur de l'Italie opprimée, ceux qui, plus tard, acclamaient Napoléon III, docile au vœu des nationalités et partant pour les champs de bataille de Lombardie, ces Français eussent été bien étonnés si on leur eût dit que les Italiens voulaient que leur patrie fût enfin autre chose que la terre d'art et de beauté, le pays où l'orange fleurit parmi de nobles ruines. Ce que la France n'a pas compris, à ce moment-là, c'est que l'Italie voulait « vivre sa vie ». La France concevait romantiquement une Italie qui se concevait elle-même dans l'esprit le plus positif, le plus réaliste, le plus pratique. Le contre-sens était grave. Il a eu pour effet de créer entre les deux pays un malentendu qui s'est prolongé jusqu'à nos jours.



C'est en vain que, de très bonne heure, quelques esprits informés ou clairvoyants avaient donné sur ce point de sages avertissements à la France. Marc Monnier écrivait un livre dont le titre, à lui seul, constituait une indication : *L'Italie est-elle la terre des Morts ?* C'était, cela,

vers 1860, et l'Italie était déjà une personne robuste, pleine d'avenir, qui n'aimait pas s'attarder dans les cimetières. Déjà l'Italie était « futuriste ». On peut dire qu'elle l'avait été, — toute exagération, tout parti pris d'étonner le bourgeois, tout paradoxe mis à part, — à compter du moment où elle s'était définie comme nation. Bien avant que M. Marinetti et ses disciples eussent demandé, au scandale des artistes, que les canaux de Venise fussent comblés et qu'on en finît avec les gondoles, bien avant que M. d'Annunzio, dans un de ses discours de Rome, se fût écrié que l'Italie devait être autre chose qu'un décor pour voyages de noces, Gioberti, le doux, le mystique Gioberti avait écrit dans son *Primato* : « Que
« faisons-nous de beau et de grand, nous autres
« Italiens ? Quelles sont nos prouesses ? Où sont
« nos flottes et nos colonies ? Quel rang occupent
« nos envoyés dans les cours étrangères ? Quelle
« force, quelle influence ont-ils ? Quel poids s'a-
« joute au nom italien dans la balance euro-
« péenne ? Les étrangers connaissent-ils notre
« péninsule, la visitent-ils encore pour autre
« chose que pour jouir de la beauté immuable
« de son ciel et contempler ses ruines ? Mais
« qui parle de gloire, de richesse et de puis-
« sance ? » Etc...

Gloire, richesse, puissance, telles étaient les aspirations de l'Italie au moment où elle naissait au monde politique, où elle apparaissait dans la société des nations. C'est ainsi qu'en venant au jour l'enfant apporte son besoin de grandir, une force de développement irrésistible. Ceux qui se croyaient, au dehors, les amis de l'Italie lui fixaient d'avance, au contraire, les limites de sa croissance. Ils s'imaginaient volontiers que l'Italie se contenterait du genre d'existence noble et paresseux qu'on rêvait pour elle, d'un lazzaronisme délicat parmi les souvenirs de l'Antiquité et de la Renaissance. On croyait vaguement que l'Italie pittoresque, lorsqu'elle aurait son unité, formerait une démocratie d'archéologues et d'artistes. Ce rêve, qui était ridicule, l'Italie ne l'a jamais fait. Était-ce pour cela que ses patriotes avaient si longtemps espéré, souffert et lutté ? On ne connaissait pas l'ardeur du sang qui coulait dans leurs veines. On composait une vie de vieillard pour un jeune être ivre de puberté.

C'est ce qu'avait merveilleusement compris un homme qui observait, sans bienveillance, d'ailleurs, souvent avec un esprit franchement hostile, les premiers pas de l'Italie. Proudhon écrivait en 1863 : « La France est une nation fatiguée, « incertaine de ses principes et qui semble douter

« de son étoile. L'Italie, au contraire, tirée de
« son long engourdissement, paraît avoir toute
« l'inspiration et la fougue de la jeunesse. La
« première aspire au repos ;... la seconde ne de-
« mande qu'à marcher, n'importe à quelles con-
« ditions, n'importe sous quel système. Qu'il
« lui naisse quelques hommes, un Richelieu, un
« Colbert, un Condé : en moins d'une généra-
« tion,... comme État unitaire, elle prend place
« parmi les grands Empires et son influence
« peut devenir formidable en Europe. » Peut-
être n'a-t-elle eu ni Richelieu, ni Colbert, ni
Condé. Cavour et Victor-Emmanuel ont suffi à la
tâche. En quelques années, en moins d'une géné-
ration, l'Italie est devenue une puissance poli-
tique, militaire, maritime, économique de pre-
mier plan. Elle a tout de suite traité sur le pied
d'égalité avec les grands États européens et la
« pentarchie » de l'ancien monde est devenue
une « hexarchie » par l'adjonction du nouveau
royaume. Même le mot d' « Empire », encore nou-
veau dans ce sens, et qui avait échappé à la plume
de Proudhon, ce mot, qui parut alors outré et
injuste, eut de bonne heure tendance à se montrer
exact. L'Italie sera « impérialiste », avait dit
Proudhon. Impérialiste, elle n'a eu, pour le de-
venir, qu'à suivre son penchant.

L'Italie était à peine faite que son premier roi lui avait donné un programme d'action. « L'Italie est libre et une, avait-il dit. Désormais il ne dépend que de nous de la faire grande et heureuse. » Ainsi l'Italie écoutait l'appel de la vie, subissait la loi de l'être. Son sort était très beau, presque inespéré. Elle ne se contenterait pas de son sort. Déjà la stagnation, la résignation, la médiocrité lui faisaient horreur. Le pape Nicolas V, qui était florentin, disait, à ce qu'on rapporte, « qu'un Italien n'a pas encore pris possession d'une place qu'il rêve déjà aux moyens d'atteindre la place au-dessus. » C'est vrai des Italiens. C'est aussi vrai de beaucoup d'autres. C'est vrai de tout homme actif jusqu'à ce qu'il ait un pied dans le tombeau. C'est vrai de toute nation jusqu'à ce qu'elle soit mûre pour la décadence.

Parce qu'il descendait des tout petits seigneurs de Maurienne, parce qu'il n'avait lui-même régné que sur le Piémont et la Savoie, Victor-Emmanuel II ne s'était nullement senti obligé de se contenter, ni du royaume d'Italie de 1860, ni, en 1870, de son royaume accru de Rome. Il avait même, avec beaucoup de ses fidèles et de ses sujets, passé par une phase d'ambition prématurée, de mégalomanie si l'on veut, bien vite corrigée,

d'ailleurs, par son bon sens naturel et tempérée par la réalité.

Les Italiens ont retenu comme une sorte de promesse, comme une invitation de la fortune, ce mot du colonel Marselli, un des leurs : « Les destinées de l'Italie l'appellent à être un jour l'Angleterre du Midi. » Ce grand rôle méditerranéen, Victor-Emmanuel en avait eu l'intuition avant même que Rome fût devenue sa capitale. A peine était-il roi de la nouvelle Italie qu'il avait pensé à étendre l'influence italienne au dehors, à faire de la Méditerranée une sorte de lac italien, — *mare nostrum*, — par le moyen d'un pacte de famille renouvelé de la monarchie française, imité des Bourbons. Les Allemands nous ont montré, depuis, en Orient surtout, ce que pouvait produire une exploitation rationnelle des alliances dynastiques. En 1867, le trône espagnol était devenu vacant. Victor-Emmanuel n'avait pas craint d'engager son fils Amédée à poser sa candidature, et « don Amadeo » était devenu roi d'Espagne, — roi d'Espagne comme le duc d'Anjou, roi d'Espagne comme le petit-fils de Louis XIV. Cependant une princesse de Savoie, Marie-Pie, mariée au roi Louis, était reine de Portugal. Par son fils, Victor-Emmanuel se croyait le maître à Madrid. Par sa fille,

son influence pouvait dominer à Lisbonne. Et déjà on lui attribuait de vastes plans, toute une politique hardie dont le terme eût été l'unité de la péninsule ibérique sous le sceptre d'un prince de la maison de Savoie, comme lui-même avait accompli l'unité de la péninsule italienne. Mais, malgré les encouragements et les conseils de son père, « don Amadeo », après trois ans de règne qui avaient été trois années d'épreuves, avait, abreuvé d'amertume, repris son nom et son titre de prince piémontais, retrouvé, avec un profond soulagement, son indépendance et rejoint sa patrie. C'est lui qui, en abandonnant le trône d'Espagne, avait échangé l'Escurial contre une simple chambre meublée à la « Fonda de Paris » et envoyé à son père ce télégramme historique qui amusa tant l'Europe : « Tout est fini, écrirai, Amédée. » C'était un échec pour la jeune royauté italienne. Mais, après la maison de Savoie, les Hohenzollern, tentés par l'exemple des Halsbourg et des Bourbons, devaient, à leur tour, aspirer à cette royauté espagnole. En partant, « don Amedeo », qui ne s'en doutait guère, laissait derrière lui la cause de la guerre de 1870, le principe d'un conflit à l'issue duquel la face de l'Europe serait transformée. Tels sont les abîmes de surpriseés qui s'ouvrent à tous les pas de la politique et de l'histoire...



On n'a pas assez remarqué que la date de 1870 a eu presque la même signification et la même importance pour l'Italie que pour l'Allemagne. C'est pour l'une et pour l'autre un moment historique d'égale valeur en ce qu'il a marqué l'accomplissement, la dernière étape de leur unité.

Entre la Prusse et le Piémont, la symétrie aura été longtemps parfaite. Ce que l'un voulait faire dans la péninsule, l'autre le voulait dans la Confédération germanique. En outre, par rapport à la France, leur position était identique : il est donc naturel que leurs politiques se soient rejointes et que l'alliance du Piémont et de la Prusse, nouée en 1866, soit devenue l'alliance de l'Allemagne et de l'Italie après 1870. C'est un phénomène qui a eu des causes historiques puissantes. Après avoir, jusqu'à Sadowa, laissé à Bismarck ses coudées franches en Allemagne, Napoléon III avait fait une brusque volte-face et s'était rapproché de l'Autriche. Après avoir, en 1859, pris les armes pour l'unité italienne, il avait voulu lui imposer des limites. Il lui barrait le chemin de Rome après le lui avoir montré. Allemagne et Italie, une fois l'Empire tombé, notre pays battu,

devaient obtenir ce qui leur avait été interdit aussi longtemps que la France avait été assez forte pour leur imposer son veto. L'Italie put regarder comme nulle et non avenue la fameuse convention de septembre et s'emparer de Rome (il existe encore de vieux Romains qui se souviennent d'avoir vu « les Italiens », comme ils disent avec naïveté, entrer dans la ville), tandis que le roi de Prusse se préparait à proclamer l'Empire allemand. Au cours des années qui suivirent, Allemagne et Italie devaient se montrer également préoccupées de ne pas permettre à l'influence française de se faire sentir dans leurs affaires intérieures. Chez elles, ce souci survivait à notre défaite. La France, pourtant, ne songeait guère à se mêler de la vie de ses voisins et, en eût-elle nourri l'intention, que les moyens lui eussent manqué. Toutefois l'Italie continuait à regarder comme possible un retour offensif de la France sur la question romaine, et cette appréhension a longtemps dirigé sa politique extérieure. De même Bismarck redouta longtemps ou feignit de redouter que la France ne redevînt un point d'appui pour les éléments particularistes et, comme il disait, « centrifuges », qui pouvaient se rencontrer encore à l'intérieur du nouvel Empire allemand. Habilement exploitées, ces appréhensions devaient

servir, dans une large mesure, à transformer l'alliance occasionnelle de 1866 en un système plus étendu, celui de la Triplice, l'unité italienne et l'unité allemande étant considérées comme se garantissant l'une l'autre. Ce point d'histoire ne doit pas être perdu de vue : il y aura toujours des hommes, en Italie et en Allemagne, dans certaines éventualités de l'avenir, pour l'évoquer de nouveau et tenter de lui rendre son ancienne valeur.

Ainsi l'Allemagne et l'Italie ont connu, au xix^e siècle, des points de départ, des situations, des vicissitudes semblables. L'unité italienne s'était faite par les mêmes idées, par les mêmes procédés (ou peu s'en faut) que l'unité allemande. Le Piémont avait tenu en Italie le même rôle que la Prusse dans le monde germanique. Avec toutes les nuances dont il faut tenir compte, Cavour et Bismarck, Guillaume I^{er} et Victor-Emmanuel II, les patriotes italiens et les intellectuels allemands, avaient rempli la même fonction, animés du même désir : celui de constituer de grandes nations, de robustes Etats aux lieux où il n'y avait encore que division, dispersion et faiblesse. L'état des esprits, le courant général des idées avaient été les mêmes, tant qu'il s'était agi d'atteindre le but. Le but atteint, comment

cette identité des sentiments et des pensées ne se serait-elle pas reproduite ? Chacune avec son génie propre, l'Allemagne et l'Italie, enfin unifiées, étaient de jeunes puissances qui avaient tous les besoins, tous les appétits, tous les désirs de la jeunesse. Les peuples, qui sont presque éternels, ne connaissent pas, comme on le croit trop, la même suite d'âges et le même déclin que l'homme, mais des hivers et des printemps successifs. Dans une Europe où les grandes nations étaient, soit fatiguées, soit repues, après avoir eu leur siècle d'expansion et de conquête, l'Allemagne et l'Italie entraient avec un sang renouvelé, des forces et des ambitions fraîches. Elles étaient pareillement désireuses de grandir, de dominer, de s'enrichir : la société des nations a ses Rastignac comme la société des humains, et quel peuple n'a pas été ou ne sera pas Rastignac à son tour ? La France, l'Angleterre avaient tendance à se retirer après fortune faite. Elles étaient devenues conservatrices et, partant, timides. L'Allemagne et l'Italie avaient leur fortune à faire. Cela encore devait déterminer chez elles des caractères communs.

Oh ! il ne faudrait pas qu'on se méprît sur notre pensée. Nous savons combien, ici et là, diffèrent la civilisation et la race. Nous savons les

limites de ce parallèle. Mais de nombreux Italiens, dans le monde de l'intelligence, ne répugnent pas à l'admettre en ce qu'il a de vrai et d'honorable. L'Allemagne s'est discréditée par sa grossièreté, sa barbarie, son mépris pour le droit des gens et pour les traditions de la morale publique. Personne ne voudra contester qu'elle a donné, depuis un demi-siècle, un grand exemple d'acharnement au travail, d'effort, de sacrifice, même en vue d'une cause mauvaise. Avec plus de sagesse, plus de mesure, les qualités qu'elle a montrées auraient pu lui assurer cette hégémonie, cette domination dont elle a rêvé et qu'elle a manquées, par excès d'infatuation brutale. Certes, l'Italie a mis autrement de goût, de modération, de discrétion et de finesse dans la recherche de la force et de la grandeur. Mais ce qui, au fond d'elle-même, l'a poussée invinciblement à devenir puissance militaire, maritime, industrielle, coloniale, c'est le même instinct dont était en même temps animée l'Allemagne. Chez toutes deux agissait le même dynamisme. Chez toutes deux se révélait la même volonté de puissance. Nous ne parlons pas des nouvelles nationalités balkaniques, si tumultueuses, encore insuffisamment évoluées et dont le sort est incertain : mais où y aura-t-il eu en Europe, depuis quarante ans,

dans le domaine de la grande politique, plus d'imagination, plus de projets, plus de goût de la nouveauté, du mouvement et de la lutte qu'en Allemagne et en Italie? Qui aura davantage éprouvé le besoin de donner un emploi à ses énergies? Qui aura eu plus d'avenir dans l'esprit et conçu plus volontiers des remaniements de l'Europe et des agrandissements de territoire? Personne ne peut hésiter sur la réponse. En sorte que l'on est conduit à se demander si l'Allemagne et l'Italie, justement parce qu'elles avaient commencé de la même manière, parce qu'elles étaient poussées par les mêmes besoins, n'étaient pas appelées à se trouver un jour, par une sorte de nécessité, dans des camps adversaires, étant donné leurs aspirations, leurs sentiments profonds qui, étant semblables, devaient être incompatibles et à la fin se heurter.



Toutefois, par un phénomène curieux, cette disposition d'esprit nationaliste, impérialiste (on emploie aujourd'hui indifféremment les deux mots), qui tenait aux origines mêmes de la nouvelle Italie, aura longtemps passé inaperçue aux

yeux des contemporains. Plus attentifs aux manifestations de sa vie publique qu'aux mouvements de sa vie profonde, les étrangers et bien souvent les Italiens eux-mêmes s'en laissaient imposer par les apparences des institutions et des mœurs politiques. L'Italie avait suivi la vogue du régime parlementaire. De là à conclure que toute la pensée italienne s'exprimait par les élections et le Parlement, il n'y avait qu'un pas. Cependant il s'en fallait de beaucoup qu'on eût par la Chambre seule et par les opinions qui y étaient représentées (quoique le suffrage universel en ait, dans une certaine mesure, renouvelé l'atmosphère, il y a deux ans) l'image exacte, la physionomie morale et intellectuelle complète du pays.

Au cours des années qui ont immédiatement précédé la guerre européenne, l'observateur qui se serait contenté d'enregistrer les tendances du corps électoral et la composition des majorités, non seulement à Montecitorio et au Palais-Bourbon, mais encore à la Chambre des Communes et au Reichstag, eût inévitablement conclu à l'impossibilité d'un conflit armé. Radical-socialiste, comme en France, ou clérical comme en Belgique, l'électeur demandait la paix, la tranquillité, l'amélioration de son sort, une participation croissante à la richesse nationale. L'observateur

qui s'en fût rapporté à ces symptômes eût pourtant commis une énorme erreur, parce que ces symptômes étaient insuffisants et superficiels. Il y avait, presque partout, des éléments et des forces qui, tout en ne trouvant qu'une médiocre expression électorale et parlementaire, n'en exerçaient pas moins, à l'insu du plus grand nombre, une influence considérable sur la vie des nations. En France même, où la démocratie était pourtant arrivée à la domination complète, on pouvait distinguer deux courants qui se superposaient : celui de la politique intérieure, qui allait au moindre effort, au désarmement progressif, et celui de la politique extérieure qui, par la Triple-Entente, par l'alliance avec l'Angleterre et avec la Russie, conduisait à la résistance et par conséquent à une collision avec l'Allemagne. Cette contradiction essentielle frappera peut-être la postérité plus qu'elle ne nous a frappés nous-mêmes. Peut-être verra-t-on plus tard dans le mouvement pacifiste des années qui ont précédé le conflit comme une réaction obscure de l'instinct. L'imminence de la catastrophe faisait aspirer à une entente internationale des peuples et ce désir était d'autant plus violent qu'il paraissait moins réalisable, plus contredit par les événements. C'est ainsi que les périodes qui se distinguent par des rêves de fra-

ternité humanitaire et des effusions de tendresse entre citoyens d'un même pays, précèdent, avec une constance remarquable, des guerres plus que civiles et des luttes intestines atroces.

Nous ne croyons pas que la consultation électorale de l'automne de 1913, où, pour la première fois, tous les Italiens, sans distinction de fortune ni d'instruction, prenaient part, ait été capable de donner à personne une indication positive sur l'attitude que pourrait adopter l'Italie au cas d'un conflit européen. On savait seulement que M. Giolitti avait présidé à ces élections et l'on supposait que, par sa toute puissance sur la vie administrative et politique de l'Italie, il avait formé à son image ce Parlement issu du suffrage universel avec autant de facilité peut-être qu'il l'avait fait auparavant pour les Parlements issus du suffrage restreint. A la vérité, il s'en est fallu de peu, comme nous le verrons, que la Chambre, au mois de mai 1915, n'abondât dans le sens de M. Giolitti et, avec lui, ne maintînt l'Italie dans la neutralité. Si ce fait ne s'est pas produit, c'est parce que des éléments étrangers à la vie parlementaire sont entrés en jeu.

Il était apparu depuis quelques années en Italie des écoles littéraires, philosophiques et politiques qu'on ne prenait guère au sérieux en rai-

son de leur caractère excentrique ou que l'on se bornait à considérer comme des curiosités, sinon comme des difformités de l'intelligence. On avait tort : il fallait y voir au moins des symptômes. Sans aller jusqu'à soutenir que le paradoxe est seul fécond et qu'il représente toujours la vérité du lendemain (l'histoire complète des opinions paradoxales aurait trop de chances de tourner à l'apothéose des opinions moyennes), il faut se garder de n'accorder d'attention qu'aux idées reçues. C'est un préjugé bourgeois, une conception scolaire qui n'attribuent de valeur et d'action qu'aux doctrines officielles, celles qui triomphent dans les académies et les parlements, tandis qu'à l'autre extrémité du monde intellectuel, dans une sorte de quarantaine idéologique, se tiendraient les doctrines réprouvées.

Le « futurisme » a été, en Italie, l'une de ces doctrines. Le nationalisme en a été une autre. Et l'on ne jurerait pas que les adeptes de ces systèmes, qui passaient, aux yeux des personnes de bon sens, pour des mystificateurs ou des exaltés, n'aient pas quelquefois succombé à la tentation d'étonner la bourgeoisie et de vexer le philistin. C'est un travers, c'est un vice qui se représente à l'origine de toutes les jeunes écoles : les « futuristes » s'y sont copieusement adonnés. Mais, à

travers les extravagances très réelles de ces littérateurs et de ces peintres, on découvre une idée directrice, qui répond à un instinct profond de la nouvelle Italie. Leurs blasphèmes ont fait scandale et le scandale semble d'ailleurs être assez bien entré dans leurs calculs. Quand ils proclamaient la nécessité de secouer la servitude du passé, que faisaient-ils, pourtant, sinon d'exprimer avec outrance le sentiment que traduisait déjà Gioberti ? Les futuristes ont commencé leur réputation tapageuse en affirmant qu'il fallait, pour le bien de l'Italie, brûler ses musées et ses bibliothèques. Leur chef, leur théoricien, M. F.-T. Marinetti, a, un jour, « dédié au tremblement de terre les ruines de Rome ». Il a célébré le « triomphe grandissant de la Machine », la beauté des manufactures et des hauts-fourneaux, supérieure à celle des paysages classiques. Il a raillé Pégase et chanté l'aéroplane... Cette négation de l'art, cette révolte contre l'antiquité, qu'était-ce, au fond, sinon une image exagérée, déformée par la littérature, d'une des aspirations, d'une des ambitions les plus vives de l'Italie contemporaine qui a voulu, elle aussi, et à son tour, devenir une grande nation industrielle, qui voit avec orgueil fumer les cheminées de ses usines ? Les « futuristes » ont été de violents contempteurs de

M. Gabriele d'Annunzio. Ils lui ont reproché d'avoir cultivé « la poésie maladive et nostalgique de la distance et du souvenir ». Bref, M. d'Annunzio était rangé par eux, ce qui constituait la suprême injure, au nombre des « passésistes ». Une heure est venue, pourtant, où ils ont dû l'applaudir, se reconnaître dans ses paroles : il est vrai que toute l'Italie contemporaine s'y sera reconnue en même temps. Ce fut dans une de ces soirées presque révolutionnaires du mois de mai 1915 où cent cinquante mille Romains recueillirent, de la bouche du poète, le mot d'ordre de l'action. Et dans la ville du tourisme, dans cette « cosmopolis », on entendit acclamer ces mots : « Non, nous ne sommes pas, nous ne voulons pas être un musée, un hôtel, une villégiature, un horizon peint en bleu de Prusse pour les lunes de miel internationales. » Peut-être ne restera-t-il pas autre chose du « futurisme » que ces paroles et cette soirée. Mais, par là, le « futurisme » aura montré qu'il était, plus qu'il n'en avait l'air, dans le développement, dans la ligne et dans l'instinct de la « quatrième Italie. »

Ce qui aurait dû frapper avant tout l'observateur véritable, — celui qui ne néglige rien, — c'est que cette école, qui séduisait, qui intéressait au moins une partie de la jeunesse italienne en

invoquant l'avenir, enseignait exactement le contraire de ce que l'on connaît et de ce que l'on propage ordinairement sous le nom de doctrine du progrès. Loin de représenter l'avenir sous les couleurs où les deux derniers siècles l'ont voulu voir, les « futuristes » n'ont pas assez de sarcasmes pour la philosophie de nos encyclopédistes et de 1789, qu'ils dédaignent et qu'ils maltraitent autant que le christianisme. L'une et l'autre, à leurs yeux, sont du « passéisme ». Et quant à la conception de la paix universelle et perpétuelle marquant la fin des instincts sanglants de l'humanité, ils la rejettent avec dégoût. Ce qu'ils ont appelé de leurs vœux, en effet, c'est la guerre « seule hygiène du monde ». Ils ont adressé leurs hymnes à Trieste, « notre belle poudrière », destinée à faire sauter la politique opportuniste, — cette lâcheté, disaient-ils. Ils ont demandé à grands cris que l'Italie attaquât l'Autriche. Ils ont, — bien avant l'heure, — sommé la monarchie de « consolider l'orgueil national en préparant la guerre ». Enfin ils ont exalté le patriotisme, les goûts belliqueux, le mépris de la mort et raillé le pacifisme international. Tout cela avec défi, avec outrance, dans un esprit de cénacle. Mais comment ne pas constater avec étonnement que, là encore, ces théoriciens exaltés et plus

bruyants qu'influents se trouvaient, en somme, d'accord avec les tendances les plus puissantes de leur pays et de leur temps ? Depuis, d'ailleurs, les jeunes artistes « futuristes » ont salué avec enthousiasme la guerre désirée, obtenue en dépit de la résistance de certaines des forces « passéistes » combattues par eux. Et, en masse, ils sont partis pour le front. Ils l'avaient voulu : leur volonté était faite. Dans la mystérieuse élaboration des mouvements populaires pareils à celui qu'a traversé l'Italie, qui pourra définir jamais la part exacte de chaque homme, de chaque idée ?

Les « futuristes » ont rejeté de très haut et dédaigné Frédéric Nietzsche. Ils ont haï en lui la philosophie allemande. Et puis, de quelle renommée n'ont-ils pas fait carnage ? Cependant il a certainement passé chez eux, sous la forme d'ailleurs la moins raffinée, de l'esprit et du paradoxe nietzschéens. Le monde germanique a été envahi, lui aussi et en même temps, par ces adaptations grossières et rudimentaires du nietzschéisme, réduit au surhomme, au « soyons durs », à la « morale des maîtres », à la critique de la pitié. Et là encore se découvre comme une étrange affinité entre l'Italie et l'Allemagne...



Cette affinité, il est un parti qui la reconnaît, qui n'en a pas honte, qui s'en enorgueillit même peut-être pour son pays. C'est le parti nationaliste. Et c'est justement un de ceux qui ont le plus poussé à la participation de l'Italie au conflit européen, à la rupture avec les puissances germaniques. C'est celui qui n'a cessé de faire campagne pour que la guerre italienne reçût la plus grande extension possible, et qui a compris, dès la première heure, qu'en se bornant à la reprise des terres *irredente*, cette guerre perdrait la plus grande partie de sa raison d'être : d'abord parce que ce n'était pas la peine d'aller conquérir les armes à la main ce que l'Autriche offrait d'elle-même, ensuite parce que les conquêtes mêmes que l'Italie pourrait faire, Trieste tombât-elle en son pouvoir, ces conquêtes resteraient précaires aussi longtemps que l'Allemagne et l'Autriche, n'étant pas battues, garderaient les moyens de les effacer. Adversaires, très conscients et très avertis, de l'Allemagne, ayant les premiers dénoncé l'emprise progressive et sournoise des Allemands sur la péninsule, la domination qu'ils visaient à exercer en Italie sous le couvert de l'al-

liance, par les moyens de la politique parlementaire et les influences de la banque, les nationalistes italiens ne se cachent pourtant pas de ressentir de l'estime pour la préparation et l'organisation militaires de l'Allemagne, un certain goût pour ses institutions. En outre, ils aiment à reconnaître quelques-uns de leurs propres sentiments dans cette passion des conquêtes, de l'enrichissement et du développement qui caractérise l'Empire d'Allemagne avec la force d'expansion, l'esprit d'entreprise et l'imagination constructive. L'organe principal des nationalistes, l'*Idea nazionale*, qui paraît à Rome, n'a pas craint, fort souvent, de fouetter l'amour-propre italien en plaçant côte à côte l'Italie et l'Allemagne comme représentant au même titre la volonté de vivre et la politique agissante dans la société actuelle des nations, — la France et l'Angleterre, désireuses de repos, fixées dans une attitude de conservation et de défense, exposées à subir les agressions, étant au contraire désignées comme le modèle dont il importe de s'écarter, pour une nation qui n'a pas encore gagné sa place au soleil, qui doit achever sa carrière. Les nationalistes sont bien éloignés de tout admirer en Allemagne. Ils jugent avec sévérité son esprit, sa culture, ce que le germanisme ne cesse d'offrir de rebutant et d'irri-

tant pour des latins. Mais dans son âpreté même, dans sa rudesse, on sent qu'ils goûtent quelques-unes des vertus qu'ils ont le plus hautement recommandées au peuple italien. Et c'est justement pour cela qu'ils veulent combattre l'Empire allemand. Ce sont des logiciens impitoyables, des esprits d'un froid réalisme, de vrais élèves du vrai Machiavel : par ce qui fait qu'elles se ressemblent, l'Allemagne et l'Italie leur apparaissent comme des rivales certaines, toutes deux ayant eu le même point de départ, suivi la même évolution, toutes deux ayant aussi les mêmes visées, les mêmes aspirations à la grandeur et à l'Empire. Il est d'autres pays où l'admiration de la force allemande a dégénéré en servilité. Les nationalistes abandonnent cette attitude dégradante aux Etats faibles, timides, dépourvus d'orgueil. Et leur pensée profonde est peut-être que si, selon la grande parole de M. Balfour, les Allemands n'ont pas su se servir de la puissance qu'ils avaient créée, d'autres peuples pourront reprendre leur secret, et, avec de la sagesse, de la mesure, en tirer un meilleur parti, en faire un usage plus grand.

Le parti nationaliste est de date récente. Ses origines, — ses très humbles, ses toutes petites origines, — ne remontent pas plus haut que les

premières années du xx^e siècle. Ceux qui l'ont inventé, qui l'ont lancé n'étaient qu'une poignée de lettrés et d'intellectuels. Leur originalité foncière a consisté à se distinguer du patriotisme italien à l'ancienne mode, qui était pétri d'éléments républicains, libéraux et démocratiques. Ils ont commencé par la critique de la démocratie et du garibaldisme. Ils ont rejeté l'anticléricalisme pour des motifs d'ordre à la fois philosophique et politique. Pour cette œuvre d'élaboration et de construction, ils ont su adapter bien des éléments empruntés à la littérature politique de notre pays. Ils ont étudié Maurice Barrès, Charles Maurras, Georges Sorel. Ils ont connu les idées de l'*Action française* et, comme un de leurs meilleurs écrivains, M. Francesco Coppola, en a fait la remarque, nationalisme intégral français et nationalisme intégral italien ont tracé des « lignes parallèles ». Ainsi, peu à peu, s'est dégagée une doctrine qui répondait évidemment aux besoins de l'Italie, puisque c'est elle qui, en somme, s'est imposée, qui a conduit l'esprit public en ralliant les élites dirigeantes au mois de mai 1915.

« Il s'en faut de beaucoup que toute l'Italie soit nationaliste au sens où nous l'entendons, nous disait à ce moment-là un des chefs du mouvement. Mais elle est pénétrée de nos idées plus

qu'elle ne s'en doute, plus que nous ne nous en doutions peut-être nous-mêmes. » Le nationalisme aura connu un essor d'une rapidité extraordinaire. Il y a encore dix ans, le même canapé n'eût pas eu grand peine à en contenir les doctrinaires. Dans l'été de 1913, nous trouvant à Rome, nous avons vu l'*Idea nazionale* sous la forme modeste d'un hebdomadaire. Dix-huit mois plus tard nous la retrouvions avec cent mille lecteurs, heureuse concurrente des plus grands journaux romains : la guerre avait produit ce contact électrique entre les intellectuels et la foule. Mais, dès avant la grande secousse européenne, les doctrines nationalistes avaient fait un pas immense par l'expédition de Tripolitaine, qui annonçait la rentrée de l'Italie dans une ère de politique expansive. Aux dernières élections générales, — essai, mise à l'épreuve du suffrage universel, — un des collaborateurs les plus marquants de l'*Idea nazionale*, M. Federzoni, avait même été élu par un des collèges de Rome. Car ces adversaires du parlementarisme n'ont pas craint de solliciter les suffrages afin d'entrer au Parlement. C'était pour mieux connaître et surveiller de plus près l'ennemi.



Il arrivera vraisemblablement au nationalisme italien de se transformer en route : presque toutes les conceptions politiques destinées à réussir ont connu de ces avatars. A mesure qu'il s'éloignera de sa période héroïque et primitive, il se dépouillera des aspérités de sa doctrine. Il a déjà commencé et il ne s'en vulgarisera que mieux. Il a trop bien répondu depuis quelques années aux tendances de l'Italie, il a traduit trop nettement ce qui n'était que velléités, désirs obscurs, pour ne pas avoir un avenir. Dorénavant, il faudra compter avec lui.

Quelle leçon pour les hommes politiques qui se croient assurés, eux et leurs formules, d'une domination sans fin ! Bien loin du pouvoir, bien loin des ministères, bien loin des centres de la vie de l'Etat, quelques jeunes hommes qui méditent, que les mêmes idées rassemblent, qui les discutent, les élaborent en commun, préparent, dans leur obscurité dédaignée, un renouvellement de la face des choses. C'est que l'esprit du temps était en eux, les animait. Tel a été le cas du parti qui s'est fièrement appelé parti junimiste (ou de la jeunesse) en Roumanie. L'aven-

ture s'est répétée cent fois dans l'histoire. Ainsi Gambetta, encore étudiant, flânait le dimanche dans des guinguettes auprès desquelles Napoléon III, allant à Compiègne, passait sans se douter que l'homme qui renverserait l'Empire était là.

Il importe d'ailleurs de se représenter que l'Italie est un pays où l'apparition de mouvements profonds et rapides dans l'opinion est restée possible. Cette atonie, cette indifférence, cette prudence aussi que nous aurons vues si longtemps en France, ne règnent pas encore partout. Le peuple italien n'a pas eu les reins cassés par la tyrannie bureaucratique, le mécanisme oppresseur d'une administration centralisée. Le peuple italien, — celui, bien entendu, des grandes villes, — est demeuré capable de réactions spontanées. Il n'est pas disposé à tout subir. A bien des points de vue, il rappelle à l'observateur la France de la Restauration et de Louis-Philippe, il est capable comme elle de révolte et d'agitation. Mais ses énergies novatrices s'appliquent à des objets bien différents. On ne le voit nullement orienté, dans son ensemble, vers les anciennes conceptions du libéralisme, qui ont cessé de parler à son imagination, qui sont pour lui des choses d'hier, qui font partie du passé, qui lui repré-

sentent enfin une autre forme de ces nobles cimetières, de ces sépulcres blanchis qui pesaient sur lui et dont il a voulu s'affranchir. L'Italie a eu, — comme l'Allemagne, — ses révolutions intérieures au XIX^e siècle. Elle en garde encore un bouillonnement, un besoin d'agir. Comme ses forces se sont décuplées depuis que son unité s'est faite, c'est au dehors qu'elles tendent à s'employer et à se répandre. L'énergie à la fois révolutionnaire et nationaliste du peuple italien devait le porter fatalement aux grandes entreprises extérieures. Il vient, sous nos yeux, de pénétrer hardiment dans cette voie et tout fait prévoir que, de longtemps, il ne s'y arrêtera plus.

Ce qu'il importe surtout de bien connaître, de bien comprendre, c'est l'esprit de l'Italie contemporaine. Dans l'été de 1913, j'étais allé voir un écrivain d'art réputé, habitant une grande cité d'Italie. Et comme nous parlions de Reims et de la destruction de la cathédrale par les Allemands, je lui demandai si tant d'actes de vandalisme n'avaient pas produit beaucoup d'indignation chez les Italiens et n'avaient pas été un des facteurs qui les avaient déterminés à intervenir :

« — Ne confondons pas, me dit-il. Bien entendu, je ne regarde pas comme bien fondé le prétexte que les Allemands ont invoqué pour détruire la

basilique. Mais, en thèse générale, moi qui suis archéologue, qui vis, par mon métier, au milieu des monuments du passé, je pense qu'on a le droit de tirer à boulets sur toutes les cathédrales du monde, du moment qu'il s'agit d'un intérêt militaire, et j'estime que la ruine de n'importe quel chef-d'œuvre serait préférable à la mort, même simplement supposée possible, d'un soldat, d'un seul, de mon pays. »

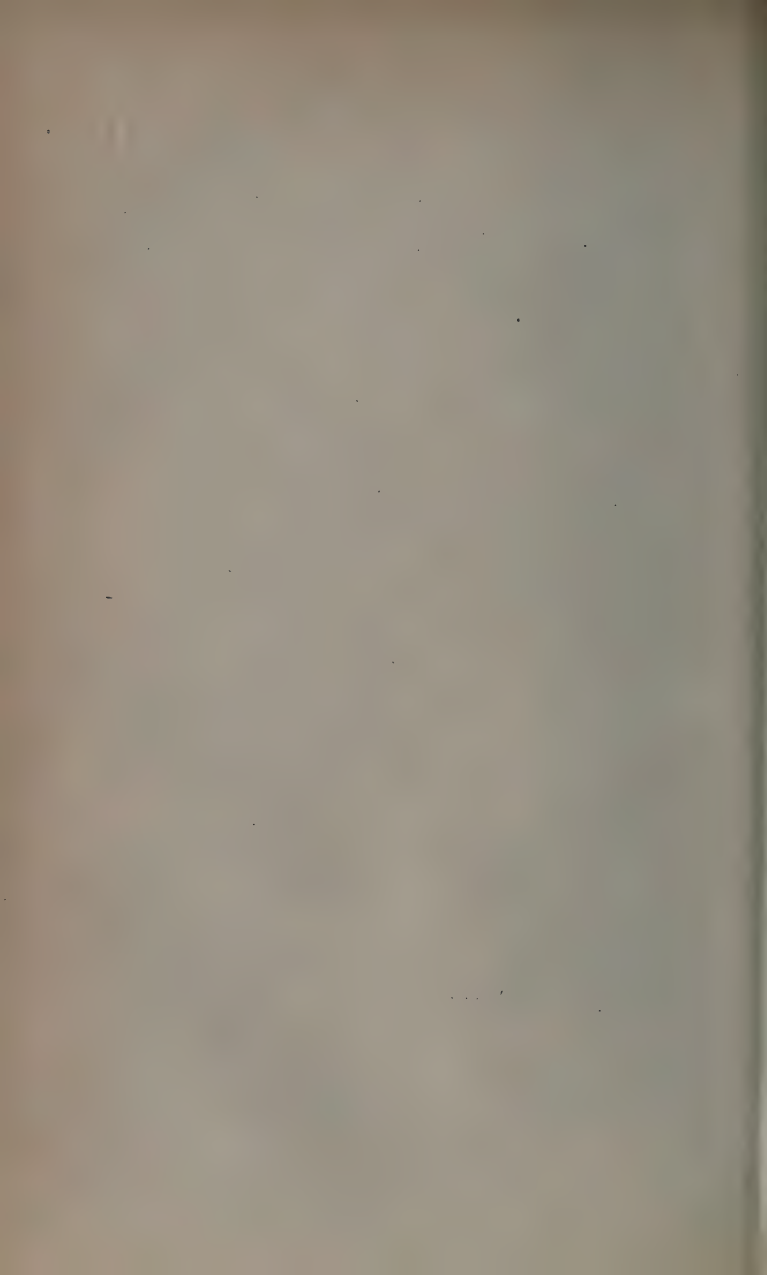
J'ai retenu le ton calme, posé, naturel, avec lequel m'était faite cette profession de foi par un Italien qui n'était ni « futuriste », ni nationaliste. J'y ai vu une des expressions de cette Italie nouvelle, dure et utilitaire, qui devra prendre désormais dans nos esprits la place d'une Italie romantique, partie, elle aussi, pour rejoindre la poussière des morts (1).

(1) Nous ne saurions mieux terminer ce chapitre qu'en citant ce texte curieux, emprunté à la revue *Critica* et signé de M. Benedetto Croce, le philosophe le plus influent de l'Italie moderne. Il serait facile de mettre un nom sur les philosophes des autres pays auxquels M. Croce fait cette dure et dédaigneuse allusion :

« Quand je lis les brochures et les articles qui me parviennent des pays alliés, et particulièrement de la France, et que j'y vois opposer à la démonstration effective de la puissance militaire de l'Allemagne de creuses théories sur l'idéal démocratique et sur le règne de la paix et de la justice ; quand j'entends le russe Sazonof lui-même répondre à la prise de Varsovie par un blâme à l'« abominable théorie de la force », une grande mélancolie m'envahit, parce qu'il me semble que ce sont là des signes de faiblesse, ou tout au moins l'indice que les esprits dans les pays

latins et slaves ne sont pas à la hauteur des événements qui s'accomplissent. Serait-il donc si difficile de dire simplement : — Nous Italiens (ou Français, ou Anglais, ou Russes, etc.) nous sommes Italiens (ou Français, Anglais, Russes, etc.) et puisque le cours des événements a fait entrer l'Europe en guerre, nous nous battons jusqu'au bout et nous ferons tous les sacrifices pour notre patrie, quoi qu'il doive arriver. C'est la seule chose qui nous importe aujourd'hui et nous ne voulons rien savoir d'autre. — Y a-t-il philosophie plus belle et plus vraie que celle-là ? Est-il nécessaire de l'agrémenter de niaiseries théoriques et historiques ? Je crois entendre Gargano me riposter : « Oui, puisque ces niaiseries répondent à un besoin des peuples en lutte. » Et cela est évident, car chaque chose qui arrive répond à un besoin, même le mensonge, même le balbutiement et la fourberie de l'écolier qui n'a pas appris sa leçon. Mais on ne peut en déduire qu'il soit souhaitable d'accroître le nombre des niaiseries. Quant à moi, je ne suis pas fait pour cette besogne et je déplore que dans d'autres pays les philosophes mes collègues s'en soient chargés, quand il leur eût mieux convenu de se taire. « Mais vous devez éprouver au moins le besoin de réfuter, pour le profit de tous, ce que vous appelez des niaiseries. » C'est ce que je fais, mais avec discrétion, parce que, comme je l'ai dit, ce n'est pas l'heure des maîtres d'école. Il y a autre chose à faire : il faut vaincre pour l'Italie. Et celui qui ne peut coopérer directement à la victoire fait mieux de s'efforcer de s'appliquer aux tâches de la vie ordinaire et normale, comme l'ont fait et le font les Allemands, d'une part en prévision de ce qui arrivera après la guerre, d'autre part, par orgueil national, pour qu'il ne paraisse pas que la guerre ait fait perdre la tête à tout le monde. »

Au point de vue de la célébrité et de la diffusion, le « crocisme », en Italie, pourrait être comparé au « bergsonisme » en France. La philosophie de M. Benedetto Croce, d'ailleurs, se trouve sous l'influence de Hegel. Car il est curieux de remarquer que l'Université de Naples, où M. Croce professe, est depuis longtemps une citadelle de l'hégélianisme. Beaucoup d'Italiens attribuent même à cette circonstance les préférences pour l'Allemagne qui se sont accusées dans une partie de l'élite napolitaine.



CHAPITRE V

QUIRINAL ET VATICAN

Les deux reines. — La duchesse d'Aoste. — Les fiançailles augurales. — Le « roi blocard ». — Victor-Emmanuel III et les républicains. — L'heure du suffrage universel. — La crise de l'idée maçonnique. — La monarchie italienne et la papauté. — Coexistence des deux pouvoirs. — L'incident Latapie. — L'Allemagne et le Saint-Siège. — Un naïf symbole. — Prophétie sur l'empire italien. — La révolution expirante.

Pendant les grandioses démonstrations qui ont eu lieu à Rome au mois de mai en faveur de la guerre, le cortège des manifestants, suivant un soir la via Boncompagni, vint à passer devant le palais de la reine Marguerite. Alors toutes les têtes se découvrirent et des acclamations s'élevèrent, des acclamations que la foule romaine, avec sa courtoisie et sa dignité, s'efforçait de ne pas rendre trop bruyantes, qui exprimaient à la fois la déférence et l'admiration. Car personne n'ignorait, à Rome, que, dès la première heure

du conflit européen, les sentiments de la reine mère avaient été ceux d'une femme sensible aux crimes commis contre les faibles et contre le bon droit, les sentiments aussi d'une grande patriote italienne, ceux d'une veuve et d'une mère de roi...

Sur la table à écrire de la reine Marguerite, on peut voir, m'a-t-on dit, une image très touchante, très symbolique en même temps. C'est une carte postale du type le plus courant, la reproduction d'une photographie parue, voilà quelques mois, dans un journal illustré. Cette image représente le roi Albert de Belgique et la reine Elisabeth, seuls, sur une grève déserte des environs de Nieuport, à cet angle du royaume que la suprême résistance de l'armée belge a gardé pur du contact de l'envahisseur. Toute la tragédie des nobles souverains et de la Belgique est exprimée par ce tableau qui fait penser à une scène de Shakespeare. Et, à elle toute seule, la place d'honneur que cette modeste gravure a trouvée sur la table de la reine Marguerite révèle les sympathies d'un grand cœur et traduit le verdict prononcé par une conscience royale sur les forfaits allemands.

Tout le monde le sait en Italie, et il est juste qu'on le sache aussi en France : le jugement que la reine Marguerite porte sur la guerre européenne, c'est le jour même de l'agression alle-

mande qu'elle l'a formé. Ainsi, sur l'un des sommets de la société italienne, dans un palais d'où rayonne une haute influence intellectuelle et morale, il y a eu, dès le mois d'août 1914, un signal de ralliement, il y a eu une orientation donnée. Lorsque l'on sait la multiplicité des causes dont les grands événements historiques dépendent, la manière dont se forment les grands courants nationaux, l'action et la réaction qu'exercent les uns sur les autres les sentiments des élites et les sentiments des foules, on se rend compte du rôle éminent qu'a joué le salon de la Reine mère dans la décision de l'Italie.

Ce n'est pas qu'à aucun moment la reine Marguerite soit sortie de sa haute réserve ni qu'elle ait jamais cherché à faire pression sur personne. A ce point de vue, que l'on pourrait appeler constitutionnel, son attitude a été d'une discrétion et d'une dignité que le prince de Bülow n'avait pas comprises, lorsqu'il tentait de gagner à la cause allemande le palazzo Margherita lui-même. Et c'est précisément dans cette circonstance que la veuve d'Humbert I^{er} a prononcé cette fière parole :

— Dans la maison de Savoie, on ne règne qu'un seul à la fois.

Mot d'un sens particulièrement fort à l'heure où il a été dit, — l'heure où la décision suprême

devait être prise par le roi d'accord avec ses ministres, l'heure aussi où les intrigues allemandes pesaient sur l'Italie et lui faisaient sentir le poids du joug étranger. Dans la grande soirée du 13 mai, s'adressant à la foule, Gabriele d'Annunzio reprit cette grande parole de reine. Il en fit jaillir, avec son éloquence et son lyrisme, tout le sens national. Il en tira un commentaire poétique qui souleva d'enthousiastes acclamations. L'hôtel Regina, d'un balcon duquel parlait le poète, n'est pas éloigné du palazzo Margherita. Et les journaux de Rome, le lendemain, racontèrent que, derrière l'une des fenêtres du palais, on avait aperçu une silhouette de femme, — celle de la reine mère, qui écoutait monter la voix du peuple italien acclamant encore une fois la guerre libératrice.

La guerre que le peuple italien a voulue, dans laquelle il est entré volontairement, c'est la suite, en effet, de ses guerres du *xix^e* siècle, de ses guerres pour l'indépendance, les guerres où, depuis Charles-Albert, il a toujours été conduit par des princes de la maison de Savoie. La guerre que l'Italie a entreprise en 1915, où elle a Victor-Emmanuel III à sa tête, est en ce sens une guerre profondément traditionnelle. Et ces traditions italiennes, confondues avec celles de la

maison de Savoie, la reine Marguerite les a respirées depuis qu'elle est au monde. La fille du duc de Gênes sent et pense naturellement selon les principes de la famille royale et militaire qui a fondé l'Italie.

Tous les voyageurs qui sont allés à Turin connaissent la statue, d'un mouvement si curieux, qui représente le duc de Gênes à la bataille de Novare, montrant l'ennemi de la pointe de son épée, tandis que son cheval s'abat sous lui. Ce prince-soldat est mort sans avoir été le témoin des belles revanches que la destinée réservait à l'Italie. Mais son esprit revit chez sa fille qui voit en ce moment, avec une fierté profonde, s'accomplir les vœux suprêmes des princes de sa race, s'achever l'œuvre à laquelle s'est attachée et dévouée l'Italie. Sur les murailles de l'hôpital qu'elle a donné à la nation pour les blessés italiens, la reine Marguerite a fait inscrire un certain nombre de maximes qu'elle-même a composées. L'une de ces maximes est ainsi conçue : « Bénis soient les soldats italiens ! Par leur héroïsme, le rêve séculaire est devenu une réalité. » L'idée de la guerre de 1915, rêve séculaire, espérance mûrie par plusieurs générations, suggérée par de grands souvenirs et de grands exemples, aura peut-être pris pour la première fois sa

forme et sa conscience les plus nettes dans l'esprit et dans le cœur de cette reine, deux fois Savoie, par son père et par son mari.

Tout récemment, dans le salon de la reine mère, on parlait — comment parler d'autre chose? — de la campagne contre l'Autriche, lorsque quelqu'un exprima l'idée que peut-être le roi s'exposait un peu trop au péril. C'était un sénateur qui traduisait ses alarmes, car l'on est d'ordinaire prudent à l'âge où l'on est sénateur. Mais la reine Marguerite répondit aussitôt, avec douceur et fermeté :

— Si le Roi agissait autrement, il ne serait pas un roi.

Or, ces sentiments sont ceux qui animent toute la famille royale d'Italie, et la reine Hélène n'a pas le cœur moins héroïque que la reine mère.

Quels ont été les sentiments de la reine depuis qu'a éclaté la guerre en Europe, on peut le deviner quand on se rappelle qu'elle est née princesse de Monténégro. Là-bas, depuis de longs mois, dans l'indomptable Tchernagore, ses frères se battent, à la tête de leurs montagnards, pour la grande cause européenne. Avec quelles pensées la reine Hélène suit les péripéties de cette lutte, c'est ce qu'il est facile d'imaginer. Avec quelle joie elle a vu l'Italie entrer en ligne avec les

Alliés, c'est ce dont personne ne doutera non plus. Et quant aux sentiments qui règnent dans son entourage, on sera fixé quand nous aurons dit qu'une des dames d'honneur de la reine, la princesse Viggiano, est née Beauffremont, d'une grande et belle lignée d'illustres soldats français.

D'ailleurs, à l'heureux mariage de la princesse Hélène et du prince de Naples, mariage dicté par le choix de deux cœurs, est-ce qu'une destinée particulière n'avait pas présidé et souri ? Ce mariage d'inclination n'avait-il pas eu la faveur d'être approuvé par de froids politiques ? Ne symbolisait-il pas déjà, par un témoignage éclatant des sympathies italo-slaves, le futur rapprochement de l'Italie et de l'Empire russe ? On se rappelle que l'entrevue de Victor-Emmanuel III et de Nicolas II à Racconigi avait été l'un des prolégomènes de la Quadruple-Entente. Qui sait si ce n'est pas par Cettigné qu'est passée cette chaîne ? Qui sait si les fiançailles de 1896 n'annonçaient pas l'alliance de 1915 ?...

Epouse et mère admirable, la reine Hélène fuit la politique comme elle évite l'éclat des cours : dans la maison de Savoie, elle a retrouvé et elle continue des traditions de simplicité. Mais si elle n'a jamais cherché à imposer ses sentiments, jamais non plus elle n'en a fait mystère.

Reine au grand cœur, jadis, pendant le tremblement de terre de Messine, où elle était accourue en dépit du danger, elle relevait le courage des malheureux par des mots d'une poésie et d'une intuition profondes. Aujourd'hui, elle sait à la fois plaindre les douleurs de la guerre et exalter le sacrifice du soldat. Et lorsqu'on parle devant elle des périls que courent les princes, la reine Hélène ne fait qu'une réponse :

— Je regrette que mon fils n'ait pas l'âge d'aller au front...



Pour l'acte décisif de sa vie nationale qu'il vient d'accomplir, des antécédents, une préparation, de hauts points d'appui moraux ont été nécessaires au peuple italien. Il ne l'ignore pas, il ne le méconnaît pas et c'est pourquoi il n'oublie pas d'associer à ses manifestations les deux reines dont les sentiments ont été les siens dès le premier jour. L'histoire connaît bien l'influence des femmes dans les grands événements de ce monde, et ce que peut le rayonnement de leur cœur, même quand elles se tiennent le plus jalousement à l'écart des opérations de la diplomatie, qu'elles recherchent le moins un rôle politique.

C'est ainsi que, sans le savoir, sans le vouloir, simplement parce qu'elles sont les deux premières des italiennes et que leur pensée est allée tout de suite à ce qui était noble et grand, la reine Marguerite et la reine Hélène ont eu une large part dans ce que l'Italie a voulu. Elles ont agi sans paroles. C'est l'admirable mystère de l'influence, de l'autorité morale qui, un jour donné, trouve son emploi...

La France aussi doit savoir, comme le sait l'Italie, ce dont la juste cause est redevable aux deux reines. Mais il nous est précieux de pouvoir ajouter encore à leur nom celui d'une princesse de la maison de France. Devenue italienne par son mariage, la duchesse Hélène d'Aoste s'est dévouée, là-bas, de toute son âme, à la Croix-Rouge. Elle a parcouru, visité les formations sanitaires sans égard pour sa santé, sans prendre un moment de repos. Et elle n'a pas voulu empêcher non plus que, d'un âge encore si tendre, son fils aîné partit pour le combat. On songe alors à cette belle concordance du destin : de même que, par sa reine, l'Italie donnait la main à l'Orient slave, elle aura, par la duchesse Hélène d'Aoste, donné la main à la France. En sorte que l'on ne peut s'empêcher d'évoquer, en citant le nom de cette princesse, le poème prophétique que, voilà

plus de deux ans, lui dédiait Gabriele d'Annunzio :
« O Hélène, qui, au front de nos morts, — voyez
« empreinte la vertu de Rome, — pour le grand
« pacte latin, aujourd'hui vous portez — la ver-
« veine augurale dans vos cheveux. »

Tandis que brille le renouveau de l'amitié franco-italienne, il est juste de penser aux grands cœurs et aux nobles femmes, aux foules ardentes et aux poètes qui l'auront préparé. Mais disons-nous bien qu'il eût suffi que quelqu'un ne le voulût pas pour que cela n'eût pas lieu. Et ce quelqu'un, c'était le roi.



L'exemple de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Grèce nous aura ces temps-ci montré que la sympathie des peuples pour la cause de la France n'était pas toujours une raison suffisante pour entraîner les gouvernements. Le « oui » qu'a dit Victor-Emmanuel III n'a donc pas eu moins d'importance que le « non » que les Ferdinand et les Constantin ont prononcé. Il aura fallu ces graves circonstances pour révéler que le pouvoir royal n'était pas, dans l'Europe contemporaine, aussi dépourvu d'effet, aussi figuratif qu'on avait tendance à l'imaginer.

Avant de tomber sous les coups d'un assassin, Humbert I^{er}, qui avait déjà subi plusieurs attentats, avait coutume de dire que tel était le « casuel du métier ». Victor-Emmanuel III a été soumis, lui aussi, à ce risque professionnel qu'il affronte avec le même courage tranquille. Au mois de mars 1912, comme il se rendait justement au Panthéon pour y saluer la tombe de son père, un anarchiste tirait deux coups de revolver sur le roi, blessant grièvement un officier de son escorte. Au milieu de la fièvre patriotique que venait d'allumer l'expédition de Tripolitaine, la tentative manquée de Dalba ne servit qu'à animer davantage le loyalisme italien. Cet anarchiste retardait sur son siècle. Il aura été, par excellence, le régicide inactuel.

Victor-Emmanuel III n'a pas la bonhomie de son père ni de son aïeul. On ne le voit pas, comme eux, se promener dans les rues de Turin ou de Rome familièrement salué par les passants. Studieux et peu communicatif, on a dit de lui que c'était un intellectuel sur le trône. Mais il possède au plus haut point les traditions de la maison de Savoie. Il sait à fond son métier de souverain constitutionnel, et nul n'ignore la part qu'il prend aux affaires de l'Etat. En politique, il a souvent passé pour donner ses préférences au

radicalisme avancé. On l'a appelé le « roi laïque ». Un journaliste italien l'a même surnommé un jour, moitié par compliment et moitié par plaisanterie, le « roi blocard ». Blocard si l'on veut, Victòr-Emmanuel III n'en aura pas moins fait, déjà, depuis quinze ans qu'il a succédé à son père, deux guerres nationales, dont la seconde est l'entreprise la plus hardie dans laquelle la monarchie italienne se soit lancée depuis cinquante ans. Blocard encore, il a su parfaitement composer et s'accorder avec l'Eglise. C'est même sous son règne qu'on aura vu l'Italie inaugurer en Orient une politique extérieure active et nouvelle, fondée sur la défense et la protection des intérêts catholiques.

La guerre de 1915 aura valu à Victor-Emmanuel III une popularité personnelle immense. Sa bravoure, la simplicité avec laquelle il vit au milieu de ses soldats lui ont même déjà créé une légende. Et, autour d'un Savoie, la légende ne demandait, qu'à se cristalliser. Quelque temps après l'attentat de 1912, un écrivain italien distingué, M. Gabriel Fiorentino avait défini de cette manière son loyalisme et celui de l'immense majorité de ses compatriotes :

« Nous avons pris nos rois dans une famille rude, énergique, militaire, ni dilettante, ni ar-

tiste, ni intellectualiste, si je puis me permettre ce barbarisme. Et nous les aimons parce que nous sentons que nous avons en eux le point central, le chef que n'embarrassent ni les rêveries ni les sentimentalités niaises. Tous font bloc autour du roi actuel, on vient de le voir après l'attentat, tous, du curé au garibaldien, du grand seigneur au portefaix, parce que c'est un mâle, parce qu'il tient en échec tous les gouvernements de l'Europe, gouvernements bourgeois, effarés ; parce qu'il passe à travers les toiles d'araignées des diplomaties rageuses ; parce qu'il nous a donné conscience de notre force. »

D'ailleurs Victor-Emmanuel III peut se flatter d'avoir rallié à la monarchie déjà presque autant de républicains illustres que son père et son grand-père l'avaient fait avant lui. A ce tableau des « conquêtes du roi », il a pu mettre, par exemple, M. Enrico Ferri, et M. Barzilaï, dernièrement. Lorsque cet illustre représentant de l'irrédentisme républicain eut accepté, au mois de juillet 1915, d'entrer dans le cabinet Salandra comme ministre sans portefeuille, l'*Idea nazionale* fit ce commentaire :

« Il est impossible de nier que la nomination de M. Barzilaï a encore une autre signification politique, c'est à savoir l'adhésion au régime mo-

narchique d'un partisan connu et tenace du régime républicain. En assumant la fonction de conseiller de la couronne, M. Barzilaï a renoncé à son idéal, qui était de substituer aux institutions monarchiques les institutions républicaines. Il a reconnu aux institutions monarchiques des vertus qu'il croyait jusqu'ici propres seulement aux institutions républicaines. Ainsi se renouvelle l'exemple donné déjà par d'autres hommes politiques de la petite Italie. De vieux combattants du régime républicain ont adhéré à la monarchie lorsqu'ils eurent trouvé en elle l'interprétation effective et l'application concrète de leur idéal national. »

C'est d'ailleurs sous le règne de Victor-Emmanuel III que la monarchie italienne aura fait une expérience qu'aucun de ses partisans n'eût osé, certainement, lui conseiller vingt-cinq ans plus tôt, une expérience où des prophètes de mauvais augure auraient peut-être vu, alors, un principe de ruine pour la maison de Savoie et pour l'unité italienne, et qui a, au contraire, tourné le plus brillamment du monde. Le gouvernement italien a encore donné une preuve de son esprit d'opportunité et de son adresse, en faisant sonner l'heure du suffrage universel. C'est un fait que le suffrage universel, naguère redouté par les gou-

vernements comme une sorte de monstre, ne les effraye plus de nos jours. Instruits par l'exemple de Napoléon III et de Bismarck, les hommes d'Etat ont fini par comprendre que le suffrage universel était un suffrage essentiellement approbateur et ratificateur, tandis que tous les suffrages restreints ou censitaires sont disputeurs, instables et anarchiques : en France deux monarchies parlementaires, la Restauration et la Monarchie de juillet, en ont subi l'épreuve et elles en sont mortes, en sorte qu'un homme d'esprit a pu dire, non sans raison, que si Charles X avait accordé le droit de vote à tous les Français il serait encore sur le trône. Comme l'empereur François-Joseph l'avait fait un peu de temps auparavant, et pour d'autres motifs, Victor-Emmanuel III, habilement conseillé par M. Giolitti, a donné le suffrage universel à l'Italie et il n'aura eu à le regretter à aucun de ses points de vue de roi, ni au point de vue dynastique ni au point de vue national.

Un des traits marquants de ces élections d'octobre 1913 aura été d'abord l'affaiblissement de l'idée républicaine traditionnelle. Dans la démocratie helvétique, le *Journal de Genève* relevait ce phénomène avec intérêt. « Le groupe républicain, disait-il, dans la dernière Chambre italienne,

comprenait vingt-trois députés : ils ne seront plus désormais que dix. Preuve évidente que l'idée républicaine est en baisse auprès des masses populaires... Si le parti républicain voit ses effectifs se réduire de jour en jour, c'est précisément qu'il ne représente plus qu'un anachronisme. L'Italie d'aujourd'hui, qui a des aspirations et des ambitions très précises, considère plus que jamais la monarchie comme la condition de sa prospérité présente et de sa grandeur future, alors que la République évoque fatalement des idées de morcellement et d'abaissement ; elle est tout ce qu'il y a de plus antinationaliste. »

En effet, la réponse qu'apportait le suffrage universel consulté, en Italie, pour la première fois avait eu, avant tout, une couleur nationale. M. Giolitti, alors premier ministre et même véritable dictateur parlementaire, ne passait pas encore pour un « petit Italien. » On était allé jusqu'à lui décerner, à la mode romaine, le surnom de Giolitti l'Africain, parce qu'il avait été l'initiateur de la campagne de Libye. Par une sorte de symbole destiné à montrer combien l'activité extérieure de l'Italie était liée à sa politique intérieure, M. Giolitti avait fait coïncider le jour des élections avec celui de la remise à Athènes d'une note fort impérieuse relative aux affaires d'Epire.

Cette journée solennelle, il l'avait fait précéder aussi d'un grand discours où il avait tracé le tableau le plus riant de la situation générale du royaume. Tableau à peine flatté d'ailleurs : les progrès de toute sorte que l'Italie a réalisés, depuis quinze ans surtout, au dedans comme au dehors, n'ont pu échapper aux observateurs sérieux. M. Giolitti les proposait à l'amour-propre national des Italiens. Il insistait en particulier, et non sans raison, sur le relèvement financier de l'Italie qui a été, du reste, une des surprises de ce temps. Si l'on comparait, en effet, l'état des finances italiennes tel qu'il était à ce moment-là à ce qu'il avait été dans le passé, — et ce passé avait compté des jours pénibles, — on devait reconnaître que les progrès de l'Italie n'avaient pas été le moins sensibles dans ce domaine. Le royaume d'Italie a su se faire, plutôt même que se refaire des finances et il a réussi à transformer des déficits en plus-values par un effort de volonté qui mériterait d'être proposé en exemple à plus d'un gouvernement. Ce n'est pas sans étonnement qu'on a vu, pendant les deux ou trois années qui ont précédé la guerre européenne, au milieu de la grande débâcle des fonds d'Etat les plus célèbres, la Rente italienne faire exception par la fermeté de sa tenue. Qui eût osé annoncer,

qui eût voulu croire, il y a seulement vingt ans que, dans une période de tourmente, la Rente italienne se comporterait mieux et ferait meilleure figure que la Rente française? Qui eût osé formuler ce paradoxe insolent?

On raconte qu'un de nos financiers les plus illustres, une des autorités de la science économique, en même temps une des puissances de la banque française, avait été sollicité, voilà environ dix ans, de s'intéresser et d'intéresser les capitaux français aux affaires italiennes. Pourtant très expérimenté et, à l'ordinaire, très clairvoyant, il avait opposé un refus et laissé percer sa véritable raison : une invincible méfiance à l'égard de l'Italie, qu'il ne voulait pas prendre au sérieux, où il ne voyait qu'un pays de joueurs d'accordéon et de lazzarones. Le résultat fut que la banque allemande prit la place que la France laissait libre.

Etrange pays que le nôtre ! Il est peut-être le premier du monde dans les lettres, les arts, l'invention. En ce moment même, il donne des preuves quotidiennes d'héroïsme, de volonté, d'énergie, et son ressort moral est incomparable. Cependant, lorsqu'il s'agit d'utiliser ces dons, d'en faire profiter la vie nationale, il semble qu'une faculté lui manque. Les Français d'aujourd'hui,

en immense majorité, ignorent presque tout de l'étranger, de l'aspect vrai de la planète. Ils sont entrés dans une des plus vastes guerres de l'histoire avec une représentation du monde d'une dangereuse fausseté. Journaux, public, diplomatie, ne se sont pas trompés seulement sur la Turquie, sur la Bulgarie, sur la Grèce. C'est sur nos ennemis principaux qu'on a divagué. Sur la force vraie de l'Allemagne, sur la capacité de résistance de l'Autriche elle-même, on avait fait de fausses spéculations. On est parti en commettant d'énormes erreurs de calcul parce qu'on vivait sur des préjugés et des poncifs, loin de la réalité. Il n'est pas jusqu'à nos alliés qu'on n'ait méconnus, le caractère de leurs institutions considérées par rapport à l'état de guerre, la nature du concours qu'ils étaient capables d'apporter, qu'on n'ait mal appréciés. Une vue sentimentale de la politique dominait, tandis qu'à cette conception l'Allemagne opposait l'expérience des hommes et des choses, son réalisme, l'usage inflexible de la force. Mais, en même temps, et par un contraste qui achevait de nous désarmer, de mettre en déroute les intelligences, tout ce qui, dans l'élite française, se réclamait de l'esprit pratique dédaignait, rejetait — à bien peu d'exceptions près, — les idées générales, prétendait ne retenir

que les statistiques et les chiffres. Comme si les financiers eux-mêmes ne devaient pas considérer autre chose !

Le grand fait de l'Italie contemporaine, c'est le sentiment national porté jusqu'à la passion. Dans le domaine économique, cette passion s'est traduite par l'acharnement au travail, par un désir ardent de s'égalier aux grandes nations industrielles et aussi par une confiance absolue dans le crédit de l'Etat italien. L'Italie, pour faire son unité, pour se donner les organes d'un Etat moderne, avait dû emprunter à l'étranger. Peu à peu l'épargne italienne a racheté cette dette, l'a fait rentrer dans le pays par point d'honneur patriotique. Voilà ce qui a assuré la solidité financière de l'Italie dans des phases critiques. Voilà ce qui a fait son salut dans le passé, ce qui constitue une promesse durable pour son avenir. Ceux qui ne tiennent pas compte de ces forces-là, ou bien au regard de qui elles échappent sont de faux réalistes, exposés à toutes les erreurs et à tous les mécomptes.



Les élections de 1913 auront marqué une date de la vie publique italienne. Elles auront, à bien

des égards, annoncé les événements actuels. Si, comme nous le croyons, l'année 1915 a introduit l'Italie dans une nouvelle phase historique, la phase de l'expansion, 1913 en aura été la préface en réalisant la concentration des énergies, en apportant un surcroît d'apaisement aux luttes du passé et en subordonnant la politique de parti à la politique nationale.

La manière dont s'était engagée cette consultation électorale, les résultats qu'elle avait apportés étaient significatifs surtout pour ceux, — nous étions du nombre, — qui considéraient déjà l'Italie comme une des rares puissances qui eussent conservé la liberté de se mouvoir en Europe et qui fussent capables de choisir et de diriger les événements au lieu de se laisser conduire par eux. Il était visible, dès ce moment-là, que l'Italie se préparait à agir à l'extérieur. Mais on pouvait encore être incertain du sens qu'elle donnerait à son action. Il suffit de se rappeler que M. Giolitti était président du conseil. Et depuis qu'on connaît l'attitude que M. Giolitti a observée en 1915, on ne peut guère douter que, s'il se fût trouvé au pouvoir pendant la crise européenne, la ligne qu'il eût fait suivre à la politique italienne n'eût été sensiblement différente de celle qu'ont adoptée M. Salandra et M. Son-

nino. Ainsi M. Giolitti aura semé et d'autres auront récolté. Mais, par lui, l'Italie aura été mise en mesure de faire au dehors de la grande politique : c'est ainsi, du moins, nous semble-t-il, que l'histoire en jugera.

Déjà, à l'intérieur de la Chambre, qu'il dominait de son autorité, M. Giolitti avait pratiquement supprimé l'existence des partis, usés les uns contre les autres par un frottement vigoureux. Les effets du même travail se faisaient sentir sur l'opinion publique où les conflits d'autrefois tendaient à s'apaiser par l'oubli des passions et l'obscurcissement de l'ancien idéalisme révolutionnaire. Longtemps, la nouvelle Italie, dans la crainte d'un retour offensif de l'Eglise, avait demandé protection et défense aux influences contraires, et elle avait donné à la franc-maçonnerie une place importante dans l'Etat. Phénomène tout naturel, d'ailleurs. La franc-maçonnerie, par le rôle qu'elle avait rempli dans l'unification de l'Italie, s'était incorporée à son histoire, par conséquent à sa vie publique. Mais du jour où la maçonnerie cesserait d'apparaître au peuple italien comme un des instruments de l'unité, elle devait perdre sa raison d'être et la plus grande part de son prestige.

Cependant ce n'était pas une tâche facile de

dissocier l'idée maçonnique de l'idée nationale. S'il était en Italie un souvenir historique qui comptât, une puissance de sentiment qui conspirât en faveur de la démocratie anticléricale, c'était le garibaldisme. Il a fallu plus d'une campagne pour venir à bout de cette tradition, et, cette campagne, ce sont les nationalistes qui l'ont menée. Ils ont su démontrer à leurs contemporains que, du point de vue de l'intérêt italien, l'idée maçonnique était un anachronisme et que, comme telle, elle était devenue dangereuse, qu'elle devait être éliminée. Des révélations sur le rôle des éléments maçonniques dans l'armée ont eu un retentissement énorme et une vaste protestation les a suivies. Touché au cœur, le Grand Orient italien a dû sortir de son secret, en appeler au public : nous avons pu voir, dans l'été de 1913, sur tous les murs d'Italie, le manifeste où il rappelait les services rendus au pays. Attitude de défense qui laissait pressentir le recul et la défaite que les élections ont consacrés. Ici et là, le gouvernement avait bien soutenu, sans doute, des candidats dont l'affiliation à la maçonnerie n'était pas douteuse : telles étaient les combinaisons de chimie politique où excellait M. Giolitti et dont il avait coutume de composer sa pâte parlementaire. Dans l'ensemble, le programme de

gouvernement sanctionné par l'électeur faisait abstraction de l'anticléricalisme, le passait sous silence au moment où, de son côté, la papauté levait le *non expedit*, autorisait, engageait presque les catholiques à se servir de leur bulletin de vote. Le suffrage universel avait compris qu'au moment où l'Italie se disposait à entrer dans une politique extérieure de grande envergure, l'intérêt lui commandait de s'associer l'influence et la force d'expansion du catholicisme. Dans cette nouvelle orientation de l'Italie, la part du calcul positif et réfléchi n'a pas échappé à plus d'un observateur français : M. François Deloncle, député radical, par exemple, ou M. André Tardieu, du *Temps* (1).

(1) Il y aurait tout un chapitre à écrire sur la grandeur et la décadence de la maçonnerie italienne. Les incidents qui témoignent d'une réaction contre l'influence maçonnique ont été nombreux en ces dernières années. Il nous suffira de rappeler le cas de M. Camera, député, et de quelques-uns de ses collègues dont la mise en jugement fut demandée par les loges du rite écossais en raison de leur vote favorable à l'enseignement religieux dans les écoles. M. Giolitti fut alors accusé d'avoir fait naître à dessein des discussions dans la maçonnerie en soutenant des modérés, comme M. Fera, contre la fraction la plus avancée dirigée par le Dr Ballori, alors adjoint au maire radical de Rome, le Dr Nathan. La chute de la municipalité de M. Nathan et du « bloc » romain a d'ailleurs été un des épisodes les plus marquants de ce conflit.



Depuis quarante-cinq ans, le successeur de saint Pierre et le roi d'Italie vivent face à face. Du Quirinal on peut voir le Vatican, et une demi-heure de marche conduit d'un palais à l'autre. Cependant les deux pouvoirs s'ignorent. Quatre papes, trois rois se sont succédé et la situation diplomatique reste celle que la protestation de Pie IX avait créée au lendemain de l'entrée par la brèche de la Porta-Pia. La papauté ne reconnaît pas le fait accompli. Elle a repoussé la loi des garanties, l'indemnité qui lui était offerte, et ne veut rien devoir à la monarchie italienne. Celle-ci, de son côté, reste sur ses positions. Elle a rempli, elle est toujours prête à remplir les engagements qu'elle a pris en 1870. Elle ne va pas plus loin. La protestation du Saint-Siège, renouvelée par chaque pontife, a fini par créer un état de fait qui a duré jusqu'à présent, bien qu'il parût provisoire, et dont le gouvernement italien s'accommode dans l'ordinaire de la vie au point qu'il en regretterait (on le prétend, du moins) la disparition.

Il s'est trouvé que cette absence de contact entre les deux pouvoirs est devenue à la longue

une des conditions de la politique italienne. Pas de rapports : donc ni discussions ni conflits. C'est une traduction un peu inattendue, mais non pas la plus mauvaise, peut-être, de la célèbre formule : « L'Eglise libre dans l'Etat libre. » Liberté complète : chacun des deux éléments évolue dans une sphère indépendante. Il s'est trouvé ainsi que, par une conséquence imprévue et presque paradoxale des luttes du XIX^e siècle entre l'Eglise et l'Etat, l'Italie est devenue un des rares endroits du monde dans lesquels il ne se pose pas de réelle difficulté en matière de religion. Au pays où réside le pape, il n'y a pas, à proprement parler, de « cléricalisme » ni de « parti clérical ». Dans le royaume qui a dépossédé le Saint-Siège, supprimé le pouvoir temporel, il n'y a pas de guerre religieuse. Autre conséquence, qui n'a pas été moins heureuse : la protestation du Saint-Siège, son refus de reconnaître le fait accompli, facilitent, au point de vue international, la tâche du gouvernement italien, car cette protestation, ce refus constituent la garantie de l'indépendance de la papauté. L'Europe craignait autrefois que, dans une Italie unitaire, le pape ne fût subordonné à l'Etat. « L'influence du roi de Sardaigne à Rome, disait déjà un mémoire du maréchal de Noailles au roi Louis XV, serait poussée au point que le

pape ne serait plus, en quelque manière, que son premier aumônier et obligé de suivre les inspirations de la cour de Turin. » Les papes, quoique italiens, et tout élus qu'ils sont par un collège où la majorité des cardinaux est italienne, n'ont pas voulu, n'ont pas daigné devenir les grands aumôniers des nouveaux rois d'Italie et ceux-ci n'ont pas recherché non plus cette satisfaction d'amour-propre. Ainsi la papauté, bien que privée de sa souveraineté temporelle, est restée, dans sa pleine indépendance, la plus haute autorité spirituelle de l'univers.

Quels mots, toutefois, seraient assez déliés pour expliquer le subtil mystère par lequel l'Italie, tout en ignorant officiellement le Saint-Siège, a su faire rayonner sur elle l'éclat de cette autorité supérieure à toutes les nations ? Par quel génie de la conciliation des idées, par quelle intuition de la politique et de l'histoire l'Italie nouvelle, en faisant de Rome sa capitale nationale, a-t-elle su lui garder son caractère de capitale de la catholicité ? Le fait est là, cependant. Jusqu'au dernier mazzinien, jusqu'à l'anticlérical traditionnel du Transtévère, chaque Italien tient à la présence du pape à Rome, chaque Italien est intimement convaincu que la ville serait découronnée, que la nation subirait un dommage si le pape venait à

l'abandonner. « Tous les Italiens tremblaient que la tiare ne passât à ceux d'outre-monts, au grand détriment et déshonneur de l'Italie », disait déjà une chronique florentine après l'élection de Pie II contre le cardinal d'Estouteville. C'est un sentiment qui n'a pas cessé d'habiter le cœur des Italiens. Il n'a fait que croître avec l'état d'esprit nationaliste et impérialiste de l'Italie contemporaine, avec le développement d'une grande politique italienne dans le bassin de la Méditerranée et en Orient.

Nous arrivions à Rome à l'heure où venait de paraître en France la conversation de M. Latapie avec le pape, un des « coups de pistolet » les plus retentissants que jamais journaliste ait tiré. Nous avons lu ce document, avec les commentaires qu'y ajoutait la presse italienne, entre Florence et Rome. Et nous nous attendions à trouver la ville, au lendemain de ses manifestations de mai, émue-de nouveau, peut-être soulevée... Un mot surtout nous frappait, parmi les propos que M. Latapie attribuait à Benoît XV : celui de « neutralité ». Au moment où les « neutralistes » venaient de passer pour de mauvais Italiens, quelques jours après que les plus notoires d'entre eux avaient été pourchassés à travers les rues de Rome, ne fallait-il pas craindre qu'une équi-

voque, qu'un contre-sens placés dans la bouche du pape ne vinssent causer des incidents graves, réveiller de vieux levains ? Un terme mal compris ou mal rendu, une inflexion de voix absente, c'en était assez, peut-être, pour ranimer des querelles. Il fut un temps où l'article de M. Latapie eût suffi, sans aucun doute, pour conduire des milliers de manifestants sur la place Saint-Pierre. Les vitres du Vatican eussent été brisées, des prêtres frappés à travers le Borgo... Pourtant, rien de pareil ne s'est produit. L'Italie n'en est plus au temps où, sur le pont Saint-Ange, la jeunesse romaine tentait de jeter dans le Tibre le cercueil de Pie IX.

Personne n'a ignoré le travail persévérant auquel la diplomatie allemande et autrichienne s'est livrée au Vatican durant les années qui ont précédé le conflit européen. Là aussi, il y a eu une œuvre d'avant-guerre, un travail d'investissement qui a duré jusqu'au jour où l'Italie a rompu avec ses anciens alliés. La tâche était d'autant plus facile que le champ était libre, la contre-partie absente. La France n'était pas représentée auprès du Saint-Siège. L'Angleterre l'a été depuis, mais bien tard. Sans concurrents, l'ambassadeur d'Autriche, les ministres de Prusse et de Bavière abondaient en amabilités et en promesses. Ils ne né-

gligeaient aucun moyen de plaire, pas même les plus petits : honneurs, décorations, table fastueuse n'étaient pas négligés. Sans compter l'intimidation, les menaces de représailles (josphisme ou *kulturkampf*), qui, à la mode germanique, alternaient avec les bonnes paroles. Ainsi s'expliquent certains mouvements, certaines attitudes qui ont surpris. Mais, s'imaginait-on que la papauté se laisserait gagner si facilement, qu'elle renoncerait pour si peu à son libre arbitre ? C'eût été mal la connaître.

C'est pourquoi, en Italie, l'opinion publique ne s'est pas émue. Elle n'a pas cru que le Saint-Siège fût conquis par l'Allemagne : elle a, pour cela, une trop haute idée de l'esprit politique et des goûts d'indépendance du Vatican. A Rome, en effet, on a le coup d'œil universel. On y a de la mémoire aussi. C'est le lieu du monde où le temps compte le moins. L'histoire n'y laisse pas oublier ses leçons et les intelligences n'y sont pas opprimées par la puissance du jour, par la réalité immédiate. L'Allemagne impériale, pour les besoins de sa politique, prodiguait les avances envers l'Église. L'Église les a accueillies d'autant mieux qu'elle n'avait pas été gâtée, depuis bien longtemps, sous ce rapport. Mais elle les a accueillies avec calme. Nous avons fait remarquer

un jour que la célèbre appellation de *Kulturkampf*, qui désigne l'anti-cléricalisme de forme impérialiste et allemande, contient, implique cette fameuse *Kultur* au nom de laquelle l'Allemagne a entrepris sa guerre de conquêtes, et il nous a paru que cette observation était comprise.

— Il est certain, nous a-t-on répondu, que l'Allemagne a fait l'impossible pour gagner à sa cause l'élément catholique en Italie, comme en Espagne, comme partout chez les neutres. Elle est bien tombée à Rome ! Nous sommes aux lieux qui ont vu les luttes du Sacerdoce et de l'Empire et qui n'en ont pas oublié les péripéties. Nous savons que jamais l'empereur germanique n'a flatté le Saint-Siège que pour l'asservir, pour en faire son instrument, et qu'il l'a brutalisé chaque fois que le successeur de Saint-Pierre a voulu faire respecter son indépendance. Qu'il s'agisse d'un Hohenstaufen du moyen âge ou d'un Hohenzollern des temps modernes, l'esprit, les procédés sont les mêmes. Et personne n'a oublié ici comment Léon XIII fut récompensé d'avoir voulu se comporter courtoisement, en grand seigneur qu'il était, vis-à-vis de Guillaume II.

« On se trouvait en 1888. Guillaume II venait de monter sur le trône. Comme il était à Rome, une visite au Pape fut convenue, selon les règles

protocolaires admises en pareil cas. Léon XIII se proposait de dire au jeune Empereur des choses importantes et l'occasion était favorable pour traiter plusieurs sujets de haute politique actuelle. C'était ce que ne voulait pas Bismarck, c'était ce que ne voulait pas non plus, sans doute, Guillaume II. Car à peine le pape avait-il eu le temps d'échanger quelques paroles avec l'empereur que, soudain, le comte Herbert de Bismarck, accompagné du prince Henri de Prusse, pénétrait dans l'antichambre et, bousculant le majordome, entrant de force dans le cabinet pontifical, mettait fin à la conversation des deux souverains qui, après un échange de politesses banales, se séparèrent.

« Cette grave et gratuite injure à la papauté, ce coup de violence renouvelé du moyen âge n'ont pas été oubliés.

« Et ce n'est pas tout. Rome n'ignore pas non plus les idées de Guillaume II en matière de religion. Si l'empereur a fait plusieurs fois, et d'une façon retentissante, l'éloge du catholicisme, si, avec cet art qu'il a de dissimuler et de faire plaisir à tous ses interlocuteurs du moment, sans exception, il a montré parfois des sympathies pour l'Église, sa pensée profonde n'est pas méconnue. Il l'a trahie à plusieurs reprises. L'idée fixe de Guillaume II, en matière de religion, est d'arriver

à la fusion des confessions et à l'unité dans son Empire. C'est à Munster, en plein cœur de l'Allemagne catholique, qu'il prononçait, il y sept ans, ces paroles graves et qui ont été retenues : « *Pour arriver à l'union allemande, il n'y a qu'un moyen, c'est la religion, non pas comprise au sens rigoureux de la dogmatique ecclésiastique, mais dans un sens plus large, plus pratique pour la vie.* »

« Comme l'a très bien dit un écrivain français qui a, dans tous les domaines, étudié de près les idées de Guillaume II (1), l'Empereur rêve une Allemagne où protestants et catholiques seraient confondus dans un christianisme vague et sans formules, qui ne serait plus autre chose qu'une sorte de religion impérialiste, de religion d'État. (2) On a déjà pu voir, d'ailleurs, les effets de la politique d'Empire sur l'esprit du catholicisme allemand. Le centre catholique, jadis vivifié par la

(1) M. Jules Arren, mort au champ d'honneur dans la guerre de 1914.

(2) Comparer ce texte d'un des théoriciens du pangermanisme. Ernest Hasse, dans son livre *l'Empire allemand comme Etat national*, publié en 1905 : « Nous ne renoncerons pas à l'espoir de rendre à la population de l'Empire allemand l'unité confessionnelle. Toutefois la nécessité d'Eglises nationales allemandes est non seulement d'ordre religieux, mais d'ordre national. Des considérations d'ordre national exigent qu'on détache les catholiques romains de l'influence étrangère, c'est-à-dire italo-romaine, et qu'on fonde une Eglise nationale catholique allemande. Etc... » (Voir le livre de M. Charles Andler, *le Pangermanisme continental sous Guillaume II.*)

persécution bismarkienne est étrangement dénaturé. Ah ! nous sommes loin de Windthorst, du noble Windthorst et de ses amis ! Le centre d'aujourd'hui a pour chefs des Erzberger, des Bachem, des Spahn, qui sont d'intrigants politiciens au service de l'Empire et du pangermanisme et dont l'œuvre malfaisante n'est pas encore assez connue.

« Cette œuvre a été double. Elle a d'abord consisté, à l'intérieur, à énerver le catholicisme allemand en lui retirant ses caractères propres par le principe de l'*interconfessionnalité* qui, dans un pays en majorité protestant, où l'influence et le pouvoir appartiennent au protestantisme, livrait le plus petit nombre au plus grand. Les chefs du Centre — le Centre tel qu'il est devenu entre les mains de ceux qu'un archevêque allemand a appelés les « infectés de Cologne » — ont travaillé en connaissance de cause dans le sens de la fusion désirée par Guillaume II.

« A l'extérieur, ils se sont mis nettement au service du pangermanisme. Les catholiques belges ont révélé les faux serments, les assurances mensongères que les Erzberger et autres agents du Centre leur prodiguaient avant la guerre. Le tort des catholiques belges a été de se fier à ces fourriers de l'invasion, qui venaient jurer avec hypocrisie que jamais, au grand jamais, il n'était

entré dans les plans du gouvernement impérial ni du grand état-major prussien de violer la neutralité belge. En aucun temps, on ne vit plus cynique tromperie, abus de confiance plus net.

« Ce n'était pas assez. On ne connaît encore que ce qui concerne la Belgique. On saura un jour que le Centre allemand s'est comporté vis-à-vis des catholiques du monde entier comme la social-démocratie vis-à-vis des socialistes de France et d'ailleurs : usant de son influence pour gagner des sympathies à l'Allemagne, ou bien pour détourner les soupçons des projets de Guillaume II.

« Bien souvent l'Allemagne, pays de Luther, a donné d'amers soucis à la papauté. Plus d'une fois, l'Allemagne catholique elle-même a montré un esprit de rébellion. Rome n'a pas oublié que nulle part il n'y a eu plus d'opposition à l'infaillibilité qu'en Allemagne, et qu'un théologien comme Döllinger est allé jusqu'au schisme, où il a persisté : Döllinger, comme disait Pie IX, eût voulu se faire le pape des Allemands. Et puis, on se souvient encore du mouvement *Los von Rom*, inspiré en Autriche par le pangermanisme. On se souvient que les dernières années de Pie X ont été attristées par la résistance que les Facultés de théologie allemandes opposaient au serment antimoderniste. Autant de raisons diverses mais

également fortes qui doivent empêcher de regarder l'Allemagne comme le rempart du catholicisme, et surtout comme son unique rempart. »



Chez les paysans des Pouilles et des Abruzzes, on rencontre souvent, à la place d'honneur, une image qui représente le pape et le roi assis côte à côte dans un carrosse doré. Cette enluminure populaire est le naïf symbole d'un vœu profond de l'Italie. C'est la nouvelle alliance à laquelle, dans le secret de son cœur, aspirait le peuple italien dès les premiers jours de l'unité.

L'image paysanne, qui fait si bon marché de la théologie, de la politique et de l'histoire, deviendra-t-elle un jour une réalité ? Verra-t-on le pape et le roi réconciliés ? N'y aurait-il pas tant d'inconvénients, tant de périls à une réconciliation solennelle que les chances les plus fortes restent encore pour la prolongation de l'état de choses actuel, c'est-à-dire pour un simple voisinage sans contact direct et sans hostilités ? C'est une solution provisoire, sans doute. L'avenir en apportera-t-il une autre ? Nul ne le sait, bien qu'il coure plus d'un murmure au sujet de combinaisons que le gouvernement italien tiendrait

en réserve et qui interviendraient après la guerre. Mais l'Eglise est patiente et elle attendra son heure.

Ce qui doit être remarqué, c'est que, dans la guerre même, elle a trouvé sa place. Du pape au plus humble desservant de campagne, personne n'a fait grise mine, personne n'a boudé au devoir. L'Eglise a saisi avec empressement l'occasion de montrer qu'elle n'était pas étrangère à l'esprit national italien. L'aristocratie « noire » a fourni autant de volontaires que l'autre et ce n'est pas le Vatican qui l'en aurait détournée. L'épiscopat a recommandé aux fidèles de servir le roi et la patrie : témoin le recueil publié par le sénateur Vittorio Polacco et qui contient les témoignages de soixante cardinaux, archevêques et évêques. Voici par exemple une lettre pastorale où l'évêque de Tortone invite son clergé et son peuple à prier pour le pape et aussi pour le souverain, « auguste descendant d'une race de forts et de sages », en même temps que pour « notre Italie aimée, plus chère que jamais au cœur de ses fils. » Cependant le pouvoir civil n'a pas été en reste, et M. Salandra a signé une dépêche où le grand aumônier de la marine était appelé soldat du Christ et du roi. Ainsi à cette suite (mais si singulièrement élargie), des luttes pour l'unité, à cette entreprise du nationalisme et de l'impérialisme italien, l'Eglise se

sera trouvée tout naturellement associée parce qu'il s'agit de la Méditerranée autant que de l'Adriatique, de l'Orient autant que du Trentin. Est-ce un signe, une indication pour l'avenir? Faut-il voir là comme un commencement de réalisation pour la prophétie véhémence, qui avait paru, alors, si excessive et que, voilà un demi-siècle, faisait Proudhon? « Ce que rêvent les Italiens, pleins de leurs grandioses et dramatiques souvenirs », disait Proudhon, « c'est, au point de vue politique, de faire de l'Italie une sixième grande puissance; au point de vue religieux, après avoir subordonné la papauté au royaume, de conférer à celui-ci le protectorat de la catholicité... On veut justement, pour l'Italie unitaire, Rome avec son prestige pontifical; on veut la papauté, mais accommodée à la mode constitutionnelle. L'Italie, quoi qu'on dise, est toujours papale: les sarcasmes de Garibaldi et de Mazzini contre le sacerdoce ne détruisent pas ce fait. On veut, en subordonnant la papauté au nouvel ordre de choses, rendre à l'Italie la suprématie du monde catholique, supplanter la France et l'Autriche, désormais simples satellites de la grande planète romaine et chrétienne. Rome et l'unité; puis bientôt Venise, le Tessin, la Corse, Nice, l'Algérie: pour consommer cette grande restauration, il n'y aurait

plus à changer qu'un mot, au lieu d'appeler Victor-Emmanuel roi, il faudrait l'appeler empereur. Ainsi l'Italie, plus que jamais, pontificale et impériale, serait au comble de ses rêves; elle aurait ressaisi, comme dit Mazzini, l'apostolat de l'Europe. »

Emporté par la polémique, peut-être Proudhon exagérât-il un peu. Mais à la date où il écrivait, il était bien près d'être seul, en France, à croire à la vraisemblance d'un pareil avenir pour la jeune Italie. A droite comme à gauche, c'était la révolution qu'on s'accordait à lui prédire. Or la révolution, en ce début du ^{xx}^e siècle, apparaît, en Italie comme ailleurs, ainsi qu'une force expirante, une passion fatiguée sur qui la passion nationale l'emporte de beaucoup. Pourtant, par une étrange rencontre, quelques semaines seulement avant que la guerre européenne éclatât, un mouvement révolutionnaire, qui d'abord parut grave, avait agité les Romagnes. Surpris par les insurgés avec son état-major, un général leur avait même rendu son épée. Que de pronostics alarmants circulèrent encore une fois sur la situation de l'Italie! Cependant, en observant de plus près l'événement, on le ramenait à ses justes mesures. Le comte Soderini, député d'Ancône, m'a dit avoir acquis la conviction que cette « semaine

rouge » avait été, sous main, excitée par l'Autriche, ce compagnon méfiant et lui-même peu sûr. Mais l'on pouvait découvrir aussi que l'Autriche n'en avait pas eu pour son argent, car le mouvement, qui n'avait pas touché une seule grande ville, n'avait été qu'une sorte de jacquerie, une éruption d'anarchie paysanne, avec quelques reviviscences du vieil esprit communaliste et fédéraliste, toujours vivant chez les Italiens. En même temps, ces troubles ruraux, quoique réprimés en soixante-douze heures, avaient déterminé une réaction immédiate, et des plus nettes, dans les grandes villes. Rome, le 20 juin, aux élections municipales, renversait le « Bloc » et le régime du docteur Nathan. Si l'idée révolutionnaire avait pu trouver un terrain favorable, c'était donc dans les campagnes, parmi des populations arriérées, tandis que les populations urbaines se montraient réfractaires à l'anarchie. C'est ainsi que la révolution n'a reparu, et pour un instant, en Italie, à la veille de la guerre, que pour prendre un caractère rétrograde, l'aspect d'un phénomène d'un autre âge, rudement et rapidement châtié d'ailleurs, et sans influence sur la marche en avant de la nation.

CHAPITRE VI

DE LA TRIPLICE A LA QUADRUPLE-ENTENTE

Boutade de Thiers. — Fausse conception de la « reconnaissance » italienne. — Origines du pacte triplicien. — L'Italie entre la France et l'Autriche. — Le sentiment et la raison. — La politique de Crispi : altération du système. — L'Italie et l'Angleterre : l'assurance maritime. — Les « tours de valse ». — La « pénétration des alliances ». — Rapprochement franco-italien. — Retour à la tension et nouvelle détente. — La politique méditerranéenne de l'Italie. — Vaines tentatives de l'Allemagne. — La question du Dodécanèse. — Sir Edward Grey et M. de San Giuliano. — Ce qui se passait en avril 1914. — Pourquoi il fallait avoir confiance. — Neutralité ou intervention ?

« La reconnaissance de l'Italie aura tout juste la durée de sa faiblesse. » La boutade de Thiers est fameuse. Encore l'idée en était-elle fausse en ce qu'elle entraînait dans l'erreur commune de ce temps et admettait l'idée d'une dette de reconnaissance que l'Italie eût contractée envers nous. Cette conception du bienfaiteur nanti d'une hypothèque sur son protégé a fait le sujet d'une co-

médie célèbre. Elle part d'un vice de l'esprit, d'un travers grave qui, pendant un demi-siècle, a pesé de la manière la plus malheureuse sur nos relations avec l'Italie.

On pouvait, comme Thiers et comme Proudhon, être hostile à l'unité italienne et blâmer, comme eux, le second Empire de travailler à construire aux portes de la France un puissant voisin. Les Italiens sont des politiques assez avisés pour savoir se mettre à la place d'autrui, comprendre l'intérêt et le point de vue de l'étranger, de l'adversaire lui-même. Ils ne prennent pas mal un sentiment dont ils ne font pas difficulté d'avouer qu'il serait au besoin le leur, et, à qui le leur exprime franchement, ils n'en gardent pas rancune. Mais que, pour un service rendu, on les regarde comme astreints à une gratitude, c'est-à-dire à une dépendance éternelle, voilà ce qu'ils ne peuvent accepter. Et, ici, c'est à nous qu'il appartient de savoir, à notre tour, entrer dans l'état d'esprit des Italiens.

La France a largement contribué à l'indépendance et à l'unité de l'Italie : c'est vrai. Mais la France avait-elle voulu faire l'Italie pour la France ou la faire pour l'Italie ? En appelant l'Etat italien à l'existence, avait-on prétendu qu'il vécût pour son compte ou pour le compte d'autrui ?

Après avoir aidé l'Italie à venir au jour, la France devait accepter de la voir voler de ses propres ailes. Le sentiment obscur, mal avoué, mal défini, que le peuple italien restait notre obligé, aura exercé sur les rapports des deux pays une influence plus funeste, engendré plus de malentendus que des polémiques vives et franches. Prenons garde que nous venons de voir les Bulgares répondre à peu près en ces termes aux reproches de leurs libérateurs russes : « Pourquoi nous avoir donné notre liberté, si c'est pour contrôler, si c'est pour nous reprocher l'usage que nous croyons devoir en faire? »

Les Italiens ont parfaitement expliqué les mobiles qui, après 1870, les ont conduits à adhérer à la Triple. C'est à un besoin d'équilibre que leur politique avait obéi. Contre la France d'une part, contre l'Autriche de l'autre, ils avaient cherché à se garantir. Pour le jeune Etat italien, la France, même vaincue, restait trop forte, son attraction trop redoutable. « J'abhorre par-dessus toute chose l'orgueilleux protectorat français », avait dit Mazzini dans une lettre fameuse à Nino Bixio. L'Italie voulait qu'il fût bien entendu qu'elle était hors de pages. En s'alliant avec l'Allemagne, elle traçait, du côté français, une ligne de démarcation bien nette par laquelle son af-

franchissement serait consacré. Cependant l'Autriche restait encore pour elle trop menaçante. Que l'Italie se trouvât seule en présence de l'Autriche, et son unité, toute fraîche, encore fragile, courait de graves dangers. Du moment que l'Italie ne voulait et ne pouvait vivre avec l'Autriche en ennemie déclarée, il n'y avait qu'une ressource : c'était de s'entendre avec elle. Mais pour s'entendre sans se livrer, pour que la solution fût honorable et ne comportât pas plus d'inconvénients que d'avantages, il fallait recourir à un tiers. Bismarck fut là, offrit ses bons offices. Les relations de l'Italie avec la cour de Vienne s'établirent par Berlin. L'alliance allemande devint ainsi pour l'Italie une assurance contre l'Autriche.

Appliqués à l'Italie nouvelle, bien des traits de l'ancienne politique des ducs de Savoie, politique d'équilibre et de prudence, se retrouvent dans cette combinaison. Et il semble aussi que les hommes d'Etat qui ont conclu le pacte triplicien aient eu le dessein de prémunir l'Italie contre deux tendances sentimentales. L'une était la haine de l'Autriche, qui, en provoquant une guerre prématurée, eût exposé le peuple italien à des désastres. L'autre tendance, — celle-là un peu moins à craindre, sans doute, mais non pas tout à fait imaginaire cependant, — pouvait

naître de la sympathie d'une portion de l'opinion publique (portion plus influente et plus vaste il y a trente-cinq ans que de nos jours), pour les institutions, les idées et les hommes de la démocratie française. Tenir la balance égale entre ses deux voisins, n'être esclave ni de l'affection pour la France ni de la haine pour l'Autriche, telle était, il y a trente-cinq ans, l'idée fondamentale de la diplomatie italienne. Le prince de Bülow a donc très bien vu, dans son traité de *Politique allemande*, que l'Italie s'était unie à l'Allemagne « par raison », quoique lui-même n'ait pas su tirer, depuis, de ce principe, toutes les conséquences qu'il impliquait. Bismarck, plus pénétrant, avait compris à fond, au contraire, le caractère empirique de la Triple, lorsqu'il avait recommandé, si prophétiquement, à ses successeurs, de ne pas compter d'une manière absolue, sans condition ni pour toujours, sur le concours de l'Italie.



Cependant, les Italiens eux-mêmes se sont laissé aller quelquefois à franchir les bornes qu'ils s'étaient fixées. Si politique soit-il, ce peuple connaît lui aussi des entraînements. Quelques esprits passionnés, sans mesure, ha-

bilement manœuvrés à leur insu par le machiavélisme des hommes de Berlin, suffirent à dénaturer pour longtemps le système de politique étrangère purement rationnelle auquel l'Italie s'était arrêtée vers 1880. Qu'il ressemble peu, ce Crispi, dont le nom évoque tous les différends, tous les froissements, toutes les difficultés de la France et de l'Italie, au portrait classique que Macaulay a tracé de l'homme d'Etat italien : « ... Ses passions, comme des troupes exercées, sont impétueuses par discipline, et n'oublient jamais, dans leur opiniâtre furie, la règle à laquelle elles se sont soumises. Des plans d'ambition vastes et compliqués occupent toute son âme, et cependant il n'a sur son visage et dans son langage qu'une modération philosophique... Jamais il n'excite le soupçon de son ennemi par de petites provocations. Son dessein ne se dévoile que lorsqu'il est accompli... » Mais les passions de Crispi ne connaissaient pas de discipline. Il ne savait pas s'abstenir même des petites provocations. M. Billot a raconté cette anecdote dans ses souvenirs du temps qu'il était ambassadeur à Rome. Étant allé voir le ministre, à un moment où les rapports se tendaient entre les deux pays, Crispi l'avait reçu de son air le plus rogue, quittant à peine son siège pour accueillir le repré-

sentant de la France. Alors M. Billot, s'avisant d'une ruse, feignait de se méprendre et demandait s'il n'y avait pas le feu dans la cheminée. D'un mouvement involontaire, Crispi s'était levé. Et, tout de suite, il avait compris la spirituelle leçon, retrouvé sa courtoisie...

Il est tout à fait évident aujourd'hui que par sa nature excessive et emportée, par son esprit mégalomane, Crispi avait gravement altéré le système triplicien, tel que, du côté italien, ses auteurs l'avaient conçu. Une combinaison destinée à donner à l'Italie, avec la sécurité sur sa frontière orientale, la liberté de ses mouvements, était devenue, par lui, un instrument entre les mains de Bismarck. En succombant aux excitations et aux tentations bismarckiennes, Crispi mettait son pays dans la dépendance de l'Allemagne. Il avait trop écouté le Méphistophélès de Berlin qui, dès 1866, soufflait à Mazzini que « l'empire de la Méditerranée devait être la pensée constante de l'Italie. » En dirigeant la France vers Tunis, Bismarck avait calculé d'abord qu'il éloignerait notre attention des problèmes continentaux, ensuite qu'il empoisonnerait de jalousie nos relations avec le royaume italien. Au fond de sa pensée (reprise sans plus de succès par M. de Kiderlen-Wächter, son disciple, au

moment des incidents fameux du *Manouba* et du *Carthage*), la seule chance qu'eût l'Allemagne de trouver l'Italie à ses côtés dans une guerre avec la France, c'était que cette guerre s'engendrât entre Français et Italiens d'une rivalité méditerranéenne. Ainsi, selon l'expression juste dont M. André Tardieu s'est servi dans son livre *la France et les Alliances*, l'Italie, au cours de cette période, était devenue la « pointe offensive » de la Triplice.

La chute de Crispi vint restituer à l'Italie son indépendance, lui fit secouer le joug de l'Allemagne, rendit du jeu aux alliances italiennes. Désormais, l'Italie voulut se garder libre à l'intérieur de la Triplice. Ce fut la période que M. de Bülow, prédestiné aux déboires italiens, surnomma celle des « tours de valse. » Pendant près de vingt ans, de 1896 à 1915, incomparables virtuoses, les successeurs de Cavour auront parcouru le clavier des combinaisons européennes.



Avant même l'assurance continentale que représentait l'alliance allemande, l'Italie avait contracté avec l'Angleterre une assurance maritime. L'Angleterre avait favorisé la naissance de l'unité

italienne. Palmerston en avait été le parrain. Depuis, l'Italie n'avait pas cessé de cultiver l'amitié anglaise. Avec l'Angleterre elle était d'accord pour faire respecter le *statu quo* méditerranéen. Avec l'Angleterre encore, selon le mot du marquis di Rudini, elle ne se connaissait pas d'intérêts contraires. Aussi longtemps que l'ancienne rivalité coloniale de la France et de l'Angleterre ne fut pas apaisée par l'initiative d'Edouard VII, aussi longtemps que l'entente cordiale ne fut pas conclue, il est facile de comprendre que l'accord anglo-italien n'ait fait que compliquer et aigrir les rapports de la France et de l'Italie. Les choses changèrent d'aspect lorsque la France et l'Angleterre se furent rapprochées. A mesure que la glace fondait entre Paris et Londres, la méfiance décroissait entre Rome et Paris. A mesure que s'oubliait Fachoda, Tunis devenait un souvenir moins sensible. Aussi les tendances vers un rapprochement franco-italien, qui s'étaient déjà manifestées par l'accord Delcassé-Prinetti, se précisèrent-elles lorsque les vieux litiges irritants furent liquidés, en 1904, entre le gouvernement français et le gouvernement britannique. C'est même à cette date que remonterait, semble-t-il, une convention secrète conclue sur la base « Tripoli contre Fez », convention dont une clause,

plus particulièrement mystérieuse, promettait à la France que, dans le cas où elle serait attaquée par l'Allemagne, l'Italie ne mobiliserait pas sur les Alpes et qu'elle écarterait sa flotte de la Méditerranée occidentale, l'Italie étant avant tout préoccupée de sauvegarder ses intérêts et d'arrêter l'extension de la puissance austro-hongroise dans les Balkans. C'était, comme on le voit, réglé dix ans à l'avance, le scénario des événements de 1914.

Ces accords, fruits excellents de l'activité de notre ambassadeur à Rome, M. Camille Barrère, se montrèrent efficaces à la conférence d'Algésiras. Là, à son grand dépit, l'Allemagne ne se vit soutenue que par l'Autriche, tandis que l'ensemble de ce tribunal européen, devant lequel elle nous avait entraînés sous la menace de la guerre pour juger l'affaire marocaine, la déboutait et lui donnait tort. Il n'était pas difficile de prévoir qu'après une pareille expérience l'Allemagne ne consentirait plus jamais à soumettre aucun litige à une conférence générale des puissances et, à des procès qu'elle se croyait sûre de perdre, préférerait dès lors l'intimidation qui, elle-même, devait fatalement conduire à la guerre.

Cette menace apparut, sans doute, aux gouvernements des grandes puissances. Car, ils ne

furent pas plutôt constitués en deux groupes hostiles, — Triple-Alliance d'un côté et Triple-Entente de l'autre, — qu'ils essayèrent de tempérer ce qu'il y avait d'abrupt et de favorable aux collisions dans le système, comme s'ils eussent pressenti qu'en s'efforçant de rétablir en Europe l'équilibre menacé par la force de l'Allemagne, ils avaient créé une occasion plus sûre de faire naître le conflit redouté. On vit donc, pendant plusieurs années, tous les membres de l'hexarchie européenne rechercher tour à tour, après l'assurance que leurs alliés leur avaient apportée, une sorte de contre-assurance auprès des alliés du groupement adverse. Ce n'étaient plus des « tours de valse », mais des figures de danse complètes. La Russie, par l'entrevue de Potsdam, se mettait d'accord avec l'Allemagne. Le gouvernement français entretenait les meilleures relations avec la monarchie austro-hongroise, et le collier de Saint-Etienne, donné par l'empereur François-Joseph à M. Fallières après l'annexion de la Bosnie, porte témoignage de cette politique, servie par la mission de M. Crozier à Vienne. C'est ce qu'on appelait alors en France la « pénétration des alliances ». Les alliances faisaient plus que de se pénétrer : jusqu'en 1912, elles se confondirent. L'Italie surtout, avec sa souplesse, excellait dans

ces brillantes complexités diplomatiques, s'y trouvait à son aise. Toujours amie de l'Angleterre sans laisser refroidir son amitié avec Berlin, elle entretenait de bonnes relations avec la France et, comme l'entente franco-anglaise avait rapproché Rome de Paris, le rapprochement franco-italien conduisait, par l'alliance franco-russe, à des rapports cordiaux entre l'Italie et l'empire russe. En 1909, le jour où Nicolas II, à Racconigi, vint voir le roi Victor-Emmanuel, — visite qui précéda de peu une négociation austro-russe dont la diplomatie italienne fut l'intermédiaire, — ce jour-là, le tour fut achevé, la décomposition des alliances parut complète. Il sembla que la rivalité des deux groupements hostiles avait disparu, que le conflit des deux systèmes était devenu impossible. En réalité, l'Italie était la seule qui dût garder la liberté de ses mouvements et qui demeurât libre de tirer son épingle du jeu, tandis que la logique des choses entraînait tous les autres vers l'inconnu, qu'ils le voulussent ou non.



Avec de pareils précédents, comment a-t-il pu se faire que, juste deux ans avant la guerre européenne, de nouveaux malentendus aient surgi

entre l'Italie et la France, au point que l'on aura pu craindre, après les incidents du *Manouba* et du *Carthage*, de revoir les plus mauvais jours du temps de Crispi ou ceux de l'affaire d'Aigues-Mortes ?

Il y a eu, il faut en convenir, une certaine part de responsabilité du côté français dans ce déboire. A peine le contact amical avait-il été rétabli, que l'on avait enfreint le principe fondamental de Talleyrand : « Pas de zèle ! » De vieilles réminiscences remontaient à la tête d'une partie de notre personnel politique. Comme si l'Italie du *xx^e* siècle eût été encore l'Italie révolutionnaire et libérale, l'Italie mazzinienne et garibaldienne, on allait vers elle pour échanger les idées et les sentiments d'un monde disparu. Cet anachronisme s'est traduit par une déception, la déception par de l'amertume, l'amertume par des maladresses. De sang-froid, en toute justice, pouvons-nous reprocher aux Italiens d'avoir songé à leurs intérêts, d'avoir fait de la diplomatie, d'avoir attaché leur pensée aux résultats et aux affaires sérieuses, tandis que les Français faisaient une politique sentimentale et croyaient encore serrer des Silvio Pellico entre leurs bras ? Comme l'a dit M. André Tardieu, si l'accord franco-italien méritait une entière approbation, « la façon dont

« nous l'avons pratiqué est, à coup sûr, moins
« digne d'éloge : c'est ainsi qu'il fut imprudent
« de compromettre par la visite à Rome du pré-
« sident Loubet nos relations avec le Saint-Siège
« et, par là, de préparer la rupture du Concordat.
« Mais c'était à nous de mieux apprécier nos in-
« térêts, et, du fait de notre erreur, l'Italie n'en-
« court aucun reproche. De même, il est certain
« qu'elle a bénéficié de l'affaiblissement de notre
« situation en Orient et que, par l'accord du mois
« de janvier 1907, nous avons consacré à son
« profit cet affaiblissement. Mais, ici encore, nous
« sommes les seuls coupables de n'avoir pas
« prévu qu'en rompant avec Rome nous per-
« drions tôt ou tard les avantages attachés à
« l'exercice du protectorat catholique dans le Le-
« vant. » (1) L'erreur, au fond, avait consisté à
prendre l'Italie pour une puissance fossile, à
croire qu'elle en était restée au même point que
nous-mêmes, qu'elle menait une lutte philoso-
phique contre le catholicisme et la papauté, alors
qu'elle méditait surtout de capter ces deux forces
au profit de son expansion. Le quiproquo décou-
vert a créé de l'irritation : faute sur faute ! Qu'au
moins le souvenir n'en soit pas perdu.

(1) *La France et les alliances*, p. 108.

Il en a été de même pour la Libye. Pour obtenir les mains libres au Maroc nous avons, par réciproque, proclamé notre désintéressement quant à la Tripolitaine. Mais c'était peut-être un peu trop, comme le dit encore M. André Tardieu dans le livre que nous venons de citer, avec l'arrière-pensée que l'Italie ne réaliserait pas son hypothèque, que la permission resterait « platonique ». Ici, l'erreur a eu une autre cause. Elle est venue d'une estimation inexacte des sentiments, des volontés et des forces de l'Italie. On ne croyait pas plus au nationalisme italien qu'aux progrès et au développement du pays. Là encore, en France, l'opinion publique retardait sur le siècle, vivait sur des idées toutes faites, sur une conception des choses et une vision de l'Europe vieilles de cinquante ans. Ah ! n'ignorons plus nos voisins : c'est le meilleur moyen de vivre avec eux en bons termes. N'évaluons pas les uns au-dessus, les autres au-dessous de ce qu'ils peuvent : et les événements nous laisseront moins déçus et moins meurtris.

Cette expédition de Tripolitaine, qui avait amené entre la France et l'Italie des incidents regrettables, une fâcheuse tension, devait donc aussi faciliter, par rapport à l'opinion italienne, le renouvellement de la Triple, renouvellement

qui avait pu sembler un instant compromis par le concours que l'Allemagne avait prêté sous main à la Turquie. A partir de ce moment, les affaires européennes se compliquaient, d'ailleurs, de la manière la plus inquiétante. Il apparaît aujourd'hui avec évidence que la guerre italo-turque, toute brève qu'elle a été, a constitué un des trois ou quatre grands événements qui auront donné le branle à l'Europe. Les deux guerres balkaniques la suivaient à peu de distance. Et l'Italie qui, à la faveur de son conflit avec la Porte, avait pris pied dans la mer Egée, occupé le Dodécanèse et donné une assise à ses ambitions orientales, l'Italie, avec beaucoup d'habileté, avec beaucoup de bonheur, était intervenue chaque fois que ses intérêts avaient été en jeu pour s'assurer des positions favorables et prendre des garanties d'avenir. Après la conférence de Londres, après la paix de Bucarest il apparut que l'Etat qui, sans bruit, s'était le plus avancé, le mieux servi, c'était l'Etat italien. En ce qui concerne la délimitation des frontières méridionales de l'Albanie, il avait obtenu les satisfactions qu'il exigeait, il avait réussi à faire repousser les demandes de la Grèce. En ce qui concerne les îles de la mer Egée, points d'appui destinés à préparer un établissement en Asie Mineure (Rhodes

surtout, morceau de choix), l'Italie avait eu gain de cause, en dépit des efforts de sir Edward Grey qui se rappelait sans doute que, comme l'occupation du Dodécanèse, celle de l'Égypte avait commencé par être « provisoire », avec des promesses d'évacuation conditionnelle. Enfin, en Albanie même, l'Italie avait joué et gagné une partie difficile, écartant, comme une jeune rivale, la Serbie de l'Adriatique, dressant les Autrichiens contre les Serbes, et se réservant peut-être pour l'avenir, avec le condominium albanais, une autre « affaire des duchés », un moyen de rompre, à son heure, avec l'Autriche. En tout cas, à Vienne, plus d'un estimait que ce n'était pas le comte Berthold qui avait eu l'avantage sur M. de San Giuliano et la *Zeit* écrivait que la politique italienne avait su « ne s'occuper que de ses intérêts particuliers », et que, s'inspirant des vieilles méthodes bismarckiennes, elle avait « berné l'Autriche tout en se donnant les apparences d'une alliée loyale. »

En somme, à la faveur des événements d'Orient, s'appuyant sur l'Allemagne pour mieux se prémunir contre l'Autriche, l'Italie s'était consolidée sur l'Adriatique et, en pénétrant dans la mer Egée, elle avait ajouté des progrès nouveaux et considérables au large pas qui lui avait

déjà fait franchir la Méditerranée, qui l'avait portée dans l'Afrique du Nord. Elle était plus grande puissance méditerranéenne que la veille. Mais, de ces changements, de ces accroissements, on observait que sa politique se trouvait légèrement affectée. La France, par exemple, commençait à lui redevenir suspecte, et M. Giulio de Frenzi écrivait avec franchise dans le *Giornale d'Italia* : « Il existe aujourd'hui, entre la France et l'Italie, une antithèse. Du côté de l'Italie, la nécessité élémentaire de défendre ses côtes par la question des frontières méridionales de l'Albanie et le droit sacré d'un traité qui lui a reconnu formellement l'occupation du Dodécanèse. De l'autre côté, la jalousie injustifiée, une préoccupation tardive pour les intérêts français en Orient, l'impossibilité de s'habituer à l'idée de l'expansion italienne dans une mer qui ne pourra plus jamais être un lac français. » Il ne fallait pas prendre de pareils symptômes au tragique. Il fallait pourtant les prendre au sérieux. C'était, de toute évidence, une nouvelle phase qui s'ouvrait pour la politique italienne, une phase où les problèmes méditerranéens semblaient devoir prendre désormais la première place. Et l'Allemagne s'efforçait aussitôt d'exploiter cette situation, de la tirer à elle. L'Allemagne en profitait

non pas seulement pour renouveler la Triplice : ce renouvellement allait de soi et la Triple-Entente, avec sa constante préoccupation de ne pas troubler l'Europe, y trouvait le maintien du *statu quo*, donc une garantie de paix. Or, la perspective qu'entrevoyait surtout Guillaume II était plus vaste. Le moment lui semblait venu d'étendre la Triple-Alliance à la Méditerranée. Bismarck, jadis, avait refusé cette extension à Crispi qui la désirait : c'est que la politique de Bismarck était surtout continentale. Mais, depuis, de nouvelles ambitions étaient nées dans le cœur du peuple allemand : « Notre avenir est sur les mers. » Tel était le mot d'ordre impérial. L'Allemagne, elle aussi, regardait vers l'Orient, s'avavançait sur la route de Bagdad. Et comment faire une grande politique orientale sans pénétrer dans la Méditerranée, sans désirer mettre la main sur le canal de Suez ?

Le gouvernement impérial remarquait donc sans peine que l'Italie semblait craindre que son établissement dans le Dodécanèse lui fût contesté par l'Angleterre et par la France. Ces appréhensions apparaissaient à Guillaume II comme favorables à ses desseins. Au moment de l'expédition de Tripolitaine, l'Allemagne avait été gravement embarrassée. Au moment où elle travaillait à

ressaisir sous le régime jeune-turc l'influence qu'elle avait eue à Constantinople sous Abdul-Hamid, l'Italie l'avait obligée à choisir, l'avait mise dans une position souverainement désagréable. En définitive, quelque prudence, quelque duplicité qu'elle y eût apportées, c'était pour l'Empire ottoman que l'Allemagne avait pris parti contre les Italiens. L'opinion publique, en Italie, ne l'avait pas ignoré et elle en avait été gravement froissée. Aussi l'Allemagne croyait apercevoir une occasion de réparer le dommage causé et de reconquérir les bonnes grâces du gouvernement et du peuple italiens, et elle s'en emparait avec joie. Elle leur offrait son concours dans les questions méditerranéennes, — à charge de revanche, bien entendu.

Sagement, l'Italie s'est méfiée du piège. Quelque valeur qu'elle pût attacher à la possession du Dodécanèse, elle ne voulait pas lui sacrifier sa politique d'équilibre ni engager son avenir. Il semble qu'à aucun moment elle n'ait manœuvré avec plus d'adresse pour conserver sa précieuse liberté de mouvements. Elle avait refusé à l'Allemagne d'introduire dans l'ancien traité de la Triplice une clause qui eût trait aux questions méditerranéennes. Mais elle prenait d'autre part ses précautions. Le 23 février 1913, le marquis de

San Giuliano, ministre des affaires étrangères, prononçait un discours retentissant où étaient nettement indiquées les distinctions que l'Italie entendait maintenir :

Avant la guerre italo-turque, disait M. de San Giuliano, deux grands problèmes étaient posés pour nous : l'équilibre dans l'Adriatique et l'équilibre dans la Méditerranée. L'équilibre dans l'Adriatique est le problème qui va être résolu grâce à la collaboration intime de l'Italie et de l'Autriche-Hongrie, à la coopération de l'Allemagne et au large et pacifique esprit d'équité des autres grandes puissances. Ces puissances sont également d'accord aujourd'hui pour vouloir effectivement maintenir l'équilibre actuel dans la Méditerranée...

La possession de la Libye a résolu pour l'Italie le problème de l'équilibre dans l'Afrique septentrionale, mais elle n'amoindrit certainement pas notre intérêt au maintien de l'équilibre général dans la Méditerranée.

L'Autriche-Hongrie, elle aussi, a des intérêts identiques aux nôtres, et qui renforceront notre amitié réciproque. Les deux gouvernements alliés ont pleinement conscience de cette identité d'intérêts...

La Méditerranée n'est plus aujourd'hui, comme dans l'antiquité gréco-romaine, le centre unique de la civilisation, mais son importance mondiale n'est pas diminuée pour cela. Au contraire, la Méditerranée étant devenue le centre et le croisement des communications entre l'Europe et tous les océans et tous les continents, son importance, à ce point de vue, a augmenté ; personne n'a plus aujourd'hui ni n'aura jamais le droit de l'appeler *mare nostrum*. Elle est et doit rester la libre voie des nations, aucune ne peut ni ne doit en avoir la

maîtrise, toutes doivent en avoir la jouissance, et, parmi les puissances, une des premières places a été conquise et sera gardée par l'Italie.

Si l'allusion au *mare nostrum* était significative, on n'avait pas moins remarqué l'insistance avec laquelle M. de San Giuliano avait parlé des bons rapports de l'Italie et de l'Autriche. « Collaboration intime », « intérêts identiques », « amitié réciproque. » Jamais peut-être langage pareil, aussi prévenant, n'avait été tenu à l'adresse de l'allié autrichien. Et l'on n'était qu'à deux ans de la rupture ! Il put sembler alors que les temps de Crispi allaient renaître, que la politique italienne abandonnait le judicieux équilibre qu'elle avait retrouvé depuis quinze ans. On s'y trompait si bien en Autriche qu'un journal viennois écrivait que jamais discours plus favorable à l'idée de la Triple-alliance n'avait été prononcé en Italie.

Pourtant, une exégèse plus soigneuse du discours de M. de San Giuliano permettait d'entrevoir des nuances appréciables. Si l'Italie tenait à affirmer très haut qu'elle n'était disposée à soumettre à aucun contrôle son action dans la Méditerranée, elle indiquait avec une suffisante clarté, pour qui savait lire, qu'elle n'entendait pas introduire le loup dans la bergerie ni se

livrer à l'Allemagne. Dans ses *Problems of power*, M. W. Morton Fullerton remarque avec raison que M. de San Giuliano avait « établi une élégante distinction entre l'équilibre de l'Adriatique et celui de la Méditerranée en général. » Les accords sur les questions méditerranéennes dont il confirmait la persistance étaient ceux que l'Italie avait conclus avec l'Angleterre et avec la France, et toute allusion à la « coopération allemande » était soigneusement écartée du membre de phrase où il s'agissait de l'équilibre méditerranéen. Par la suite, en toute circonstance, les hommes d'Etat italiens devaient éviter, avec un tact subtil, de prononcer aucune parole ou de faire aucune démarche qui pût être interprétée comme une adhésion même implicite aux desseins de l'Allemagne sur la Méditerranée.

Cependant, au cours des mois qui suivirent le discours de M. de San Giuliano, les Allemands allaient éprouver quelques fausses joies. On assista, en effet, à cette chose extraordinaire : un certain refroidissement des bons rapports traditionnels de l'Angleterre et de l'Italie. Pour la première fois, l'Italie ne semblait plus aussi fermement tenir à ce que nous avons appelé son assurance maritime anglaise. Pour la première fois, des paroles impatientes à l'égard de la

Grande-Bretagne furent entendues en Italie. Ce grand changement avait une cause sérieuse.

Pendant toute l'année 1913 et la première partie de 1914, sir Edward Grey s'efforça, en effet, d'obtenir que l'Italie évacuât le Dodécanèse. Tantôt l'Italie éludait la controverse, tantôt même elle manifestait de la résistance. Dans une note d'allure officieuse, publiée le 12 janvier 1914 sous ce titre : « L'Angleterre n'a pas demandé à l'Italie d'évacuer les îles de la mer Egée », la *Tribuna* écrivait : « Si, contre toute vraisemblance, une proposition de ce genre avait été faite, elle n'aurait d'autre résultat que de troubler, d'une manière durable, l'amitié qui existe, non seulement entre les deux gouvernements, mais aussi entre les deux peuples ; elle n'aurait du reste aucun autre effet pratique, parce que l'Italie, soutenue par ses alliés, opposerait un refus catégorique. » Et, quelques jours plus tard, le même journal, insistant : « L'Italie veut à tout prix, comme puissance méditerranéenne, participer à la lutte pacifique engagée sur le terrain économique entre les grandes puissances et s'assurer dans la Méditerranée orientale une situation digne d'elle. Il y a là un intérêt vital pour l'Italie, et elle n'y renoncera à aucun prix. » Cet intérêt était regardé comme si « vital » qu'à la fin

du mois de mai 1914, le marquis de San Giuliano annonçait à la Chambre qu'il avait demandé au gouvernement britannique des éclaircissements au sujet de certaines paroles prononcées par sir Edward Grey et touchant l'affaire du Dodécanèse. L'Italie demandant des éclaircissements au Foreign Office : le phénomène était d'une si singulière nouveauté dans la politique européenne que plus d'un ne voulut pas en croire ses oreilles ni ses yeux.

C'était surtout le signe des changements qui venaient de se produire, au cours des dernières années, dans le rapport des forces européennes. L'Italie, d'une part, avait grandi. D'autre part, le prestige de l'Angleterre n'était plus tout à fait tel que le *xix^e* siècle l'avait connu. Tandis que l'Allemagne travaillait avec acharnement à se donner des escadres puissantes, l'Angleterre ne maintenait plus ses anciennes traditions avec la même fermeté. Naguère, elle considérait encore comme inflexible la règle fameuse du *two powers standard*, le principe d'après lequel la flotte anglaise devait toujours rester au moins égale au total des deux plus fortes marines européennes. A cette règle, à ce principe, elle venait de renoncer pour se contenter d'un moindre effort. L'ascension des uns, le ralentissement des autres

tendaient naturellement à créer un nouvel état d'esprit en Europe. Certes l'Italie ne tenait pas, — elle l'a prouvé, — à se séparer de l'Angleterre. Elle tenait moins encore à entrer en conflit avec elle. Mais sa politique se ressentait de la confiance que lui donnaient ses propres forces et du léger déclin qui se faisait sentir d'autre part. Elle entendait n'être subordonnée à aucune puissance. Elle affirmait sa volonté d'être traitée en personne majeure. Signe important et qui devra être retenu pour l'avenir.



Les événements internationaux des premiers mois de 1914 ne semblaient certes pas annoncer, en ce qui regarde la politique italienne, l'heureuse évolution que nous aurons vu s'accomplir. Les observateurs qui voyaient approcher à grands pas la guerre européenne ne relevaient pas sans inquiétude le renouveau d'intimité qui paraissait dans les rapports de l'Italie et de l'Autriche. Ni les incidents de Trieste, ni la rivalité des deux puissances en Albanie ne semblaient avoir laissé de traces. Jamais l'Autriche et l'Italie n'avaient semblé marcher avec un tel accord. Vers la fin de l'année 1913, elles avaient fait toutes deux une

démarche comminatoire à Athènes pour fixer le délai au terme duquel la Grèce devrait évacuer les territoires de l'Epire que le gouvernement italien et la monarchie austro-hongroise entendaient incorporer à l'Albanie. Plus près encore de la guerre, en avril 1914, le marquis de San Giuliano et le comte Berchtold se rencontraient à Abbazia et passaient ensemble plusieurs journées. Le 19 avril les agences expédiaient les nouvelles suivantes :

Le marquis di San Giuliano a adressé, de Nabresina, au comte Berchtold, un télégramme dans lequel il le remercie, de la façon la plus cordiale, des belles journées qu'ils ont passées ensemble à Abbazia.

Le comte Berchtold a répondu par un télégramme dans lequel il exprime, en des termes pleins de cordialité, la vive joie que lui a procurée la visite du marquis di San Giuliano.

On mandait en même temps de Rome :

Les journaux, en général, tout en faisant des réserves sur les résultats de l'entrevue d'Abbazia, relativement à la politique intérieure de l'Autriche vis-à-vis des Italiens de l'Empire, se montrent convaincus qu'elle renforcera et élargira l'action commune de la Triple-Alliance dans le domaine international.

Enfin M. de Bethmann-Hollweg adressait de Corfou, où il se trouvait auprès de Guillaume II, la dépêche suivante au marquis de San Giuliano :

Veillez accepter mes meilleurs remerciements pour l'aimable télégramme que vous et le comte Berchtold venez de m'adresser. En vous félicitant chaleureusement de l'heureux résultat que vos entretiens à Abbazia ont eu, je tiens à me joindre aux sentiments de satisfaction que vous en éprouvez, et c'est un vrai plaisir pour moi de vous renouveler, à cette occasion, l'expression de mon amitié la plus sincère.

Rarement, sans doute, la Triplice avait-elle présenté autant d'apparences de solidité et d'intimité. Cependant, ceux qui, — à l'exemple de notre ambassadeur, M. Camille Barrère, — ne désespéraient pas de voir, au cas d'une guerre européenne, l'Italie suivre une autre direction, ceux-là ont eu raison parce qu'ils connaissaient la complexité des intérêts auxquels la politique italienne doit faire face, l'équilibre, souvent difficile, que sa position même l'oblige à tenir, le caractère circonstanciel des décisions qu'elle est appelée à prendre (1).

S'il y avait des inconnues au sujet de l'attitude que l'Italie observerait au cas d'une guerre euro-

(1) Il est curieux et important de remarquer qu'au mois d'août 1914, durant les premières journées de la guerre européenne, les nationalistes italiens, ceux qui devaient être bientôt les plus ardents à demander l'intervention contre l'Autriche, donnaient encore pour mot d'ordre à leurs partisans et au public : « Pas de sentimentalisme austrophobe. » Ce souvenir, et avec raison, ne les gêne pas aujourd'hui. Il atteste que l'Italie a fait une guerre réfléchie et d'intérêt national.

péenne, un point, cependant, pouvait être considéré comme acquis : c'est qu'elle ne suivrait pas aveuglément ni passivement une agression voulue et dirigée par l'Allemagne. A défaut d'autres indications, une pareille certitude s'imposait par le soin qu'avait pris Bismarck de créer (par exemple avec l'affaire tunisienne) une situation qui devait, croyait-il, mettre la France en conflit direct avec l'Italie. Ce moyen lui avait paru le seul qui fût propre à faire jouer intégralement la Triple-Alliance et à procurer à l'Allemagne, d'une façon tout à fait sûre, le concours de l'Italie au cas d'une guerre avec la France. Ce cas excepté, Bismarck prévoyait que l'Italie se refuserait à entrer dans une guerre offensive déclarée par l'Empire allemand. Il aura, sur ce point, laissé des avertissements d'une éblouissante clarté à ses successeurs. On ne pouvait pas annoncer d'une manière plus positive qu'il ne l'a fait dans ses *Pensées et Souvenirs* que l'Allemagne eût été imprudente de compter absolument et sans condition sur le concours de l'Italie. A son tour, le prince de Bülow, dans sa *Politique allemande*, aura exprimé les mêmes réserves. Toutefois, comme Bismarck encore, l'ancien chancelier de Guillaume II croyait pouvoir se reposer au moins sur la neutralité italienne. « Même si l'Italie »,

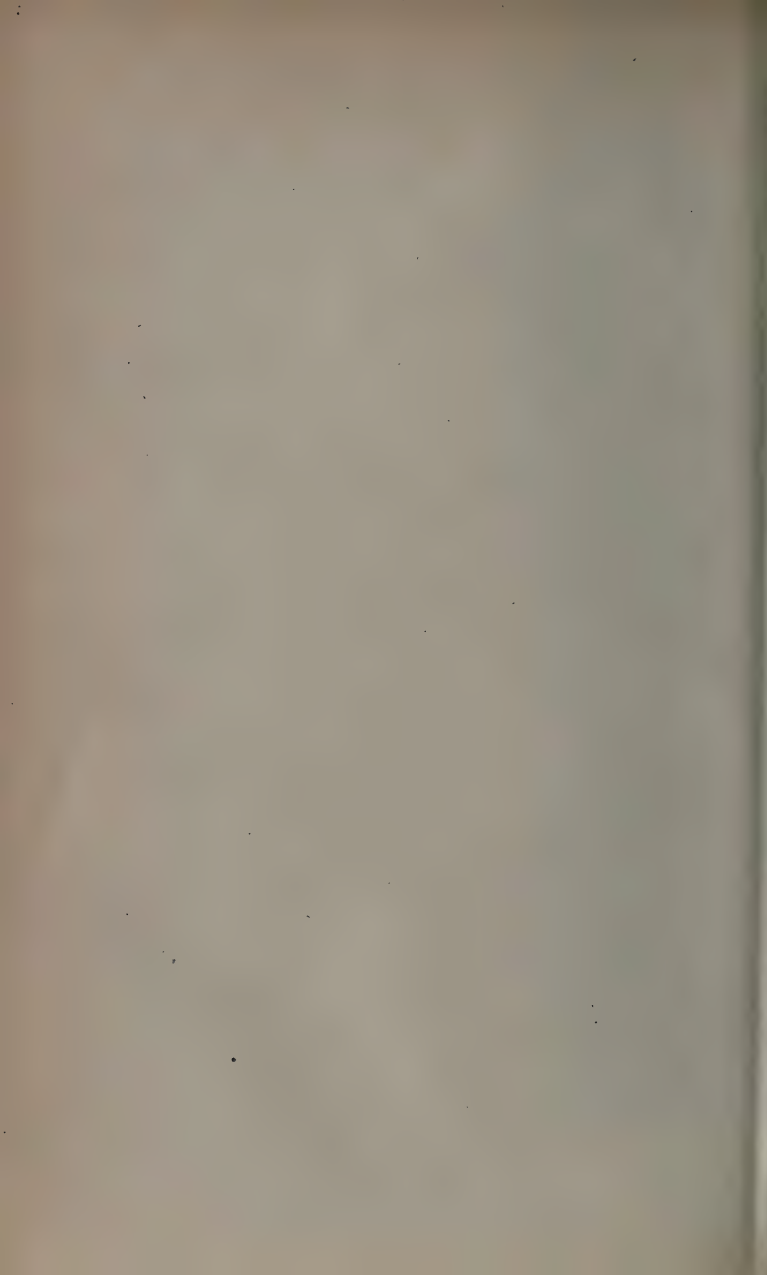
écrivait le prince de Bulow, « ne pouvait pas
« marcher dans toutes les situations, jusqu'aux
« conséquences extrêmes, avec l'Autriche et
« nous, même si l'Autriche et nous, nous ne
« pouvions pas nous lancer avec l'Italie dans
« toutes les complications des engrenages de
« la politique mondiale, l'existence de l'alliance
« empêcherait cependant chacune des trois puis-
« sances de se ranger aux côtés de l'adversaire
« des deux autres. C'est ce qu'envisageait le
« prince de Bismarck, lorsqu'il disait un jour
« qu'il lui suffisait qu'un caporal italien, avec le
« drapeau italien et un tambour près de lui, fit
« face à l'Ouest, c'est-à-dire à la France, et non
« à l'Est, c'est-à-dire dans la direction de l'Au-
« triche. »

Que les dogmes diplomatiques sont donc sujets à caution ! C'était un dogme, dans les années qui ont séparé la fondation du royaume italien de la guerre de 1870, qu'au cas d'un grand conflit européen l'Italie ne saurait rester neutre. On citait, à l'appui, Machiavel, la politique des ducs de Savoie. Proudhon, qui, ce jour-là, s'est trompé, disait par exemple : « Dans tout conflit où les
« grandes puissances seraient engagées, l'Italie
« ne pourrait rester neutre et s'abstenir, comme
« le feraient la Suisse et l'Espagne... L'Italie en-

« trerait en campagne uniquement parce que son intervention en Crimée a réussi, et à cause de cette ancienne maxime de la maison de Savoie, très accréditée encore aujourd'hui, que les neutres sont généralement sacrifiés, et que la paix se fait toujours à leurs dépens. »

L'Italie, qui était restée neutre en 1870, est intervenue en 1915 et, dans les deux cas, ce sont bien des augures qu'elle aura fait mentir. Mais cette intervention ne s'est pas déterminée mécaniquement. Rien ne la rendait absolument nécessaire et elle n'est pas non plus venue toute seule. Il a fallu des volontés pour la produire. Il y a fallu aussi des événements que nous allons raconter et qui seront une grande date de la politique et de l'histoire italiennes (1).

(1) La guerre européenne a mis tant d'éléments en jeu que son histoire complète sera bien difficile à écrire. Il en est de même pour l'histoire politique et diplomatique des mois qui ont immédiatement précédé le conflit. Ainsi, d'après un témoignage de premier ordre que nous avons recueilli, l'entrevue d'Abbazia n'aurait pas été ce que le comte Berchtold et M. de Bethmann-Hollweg avaient voulu faire croire à l'Europe. Le marquis de San-Giuliano était parti d'Abbazia alarmé de la question serbe, convaincu de l'imminence d'une crise grave, et résolu par dessus tout à éviter d'avoir à faire la guerre aux côtés de l'Autriche et contre l'Angleterre. Les tentatives d'enrôlement de ses alliés avaient mis le ministre italien sur ses gardes. Elles lui avaient inspiré de telles inquiétudes que l'effet contraire à celui qu'escomptait son interlocuteur avait été produit. Ce n'aura pas été la seule fois que la diplomatie austro-allemande aura pris ses désirs pour des réalités.



CHAPITRE VII

LE MOIS HISTORIQUE DE L'ITALIE

(Mai 1915)

Physionomie de Rome après ses grandes journées. — Un drame de conscience nationale. — Les protagonistes de l'intervention. — M. Sonnino et l'article VII. — Du comte Berchtold au baron Burian. — Un grand homme d'Etat qui est un grand honnête homme : M. Salandra. — Un « coup de 420 diplomatique » : la mission Bülow. — Un retour de l'île d'Elbe parlementaire : M. Giolitti. — A bas le « parecchio ». — L'entrée en action de Gabriele d'Annunzio. — Un poète contre les parlementaires. — Rome en tumulte. — L'appel au roi. — La liberté de la Couronne. — La victoire du nationalisme italien.

En arrivant à Rome au mois de juin, quelques jours après la déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche, le voyageur déjà familier avec la ville était tenté, au premier abord, de ne rien trouver de changé à la physionomie romaine. Dans les rues, sans doute, beaucoup plus de mouvement qu'il n'est accoutumé durant la saison d'été, beaucoup plus d'uniformes surtout, des uniformes regardés, salués avec une patriotique fierté par

les passants : sous la tenue de campagne vert olive, si sobre, si nette et d'une allure si militaire, on se désignait les enfants des *terre irredente*, tel le fils du podestat de Fiume accouru en Italie, avec tant d'autres de ses compatriotes, pour combattre l'Autriche et aider à la délivrance du sol natal... Et cette vie prolongée et animée de la Rome d'été, d'ordinaire plus nonchalante, n'était pas dans la rue seulement. Parmi les représentants de la société romaine, le voyageur rencontrait plus de visages connus qu'il n'arrive d'ordinaire au temps chaud. Les Romains, cette année, ont sacrifié leurs vacances ou les ont fort abrégées. Ils ont voulu se sentir réunis près du devoir, près des nouvelles aussi. Ils ont voulu, autant que possible, vivre en commun ces mois de guerre, ces jours d'émotion. Je citerai ce grand ami de la France, résolu à rester voisin du Tibre « jusqu'à la victoire » et qui, pour la première fois de sa vie, passera l'été dans son palais, admirable retraite d'ailleurs, où l'accueil est d'un charme incomparable, et si riche en livres et en œuvres d'art que l'on y braverait sans crainte et même avec plaisir toutes les ardeurs du soleil de Rome...

Cependant, à observer de près la ville, on y remarquait vite un certain nombre de symptômes

plus dignes d'attention et plus nouveaux. Evidemment, un grand courant avait passé en laissant de sensibles traces. L'œil découvrait, par exemple, dans maintes ruelles, souvent jusque sur les murailles de grandes voies fréquentées, des inscriptions, des *graffiti* à la mode de l'antiquité et qui vouaient à l'exécration tels et tels hommes politiques. C'étaient encore, dans les kiosques à journaux et chez les marchands de cartes postales et d'estampes, des dessins, des caricatures, où les mêmes personnalités étaient représentées de la manière la plus cruelle ou la plus injurieuse. Quel est donc cet homme public qui est représenté ici, en bandit calabrais, l'escopette au poing et qui, derrière un arbre, attend, pour l'assassiner, Madame l'Italie qui passe sur la route?... Mais ne voilà-t-il pas encore le même, reconnaissable à son nez busqué, à sa rude moustache blanche, à sa carrure piémontaise? Sur lui, le vieux Garibaldi lève un doigt accusateur et, tandis qu'au loin apparaissent les profils des Empereurs germaniques, la légende fait dire au héros national : « J'en ai chassé un et toi tu voudrais en faire venir deux ! » Une autre image montrera enfin l'homme impopulaire couché dans un cercueil. Cette fois son rôle est fini. Sur sa dépouille, Guillaume II et François-Joseph pleurent,

et la légende porte : « *Rimpianti!* » (regrets.) Dans un coin, un sac d'écus sur lequel est inscrit le mot fameux : *parecchio...* Telle est la rigueur, telle est, peut-on même dire, la férocité avec laquelle le sentiment public, vainqueur, aura traité les partisans de la neutralité et leur chef.

Or, voici, par contre, les figures auxquelles l'amour et la popularité s'attachent. Partout, ce sont portraits du roi et de la famille royale, portraits de M. Salandra et de M. Sonnino, portraits des chefs militaires : le général Cadorna, vénéré au delà des Alpes autant que l'est chez nous le général Joffre ; le duc des Abruzzes, aimé pour son audace et pour son esprit et parce qu'il incarne l'espoir que la nation a mis dans sa marine, le grand rêve adriatique et méditerranéen de l'Italie. N'oublions pas, surtout, les innombrables portraits de M. Gabriele d'Annunzio, chantre de cette guerre de délivrance et d'expansion... De nos jours, le Capitole et la roche Tarpéienne ont été transportés chez le libraire. Et ce Capitole, le peuple de Rome y fait monter ceux qui ont pris l'initiative de la rupture avec la Triplice. Cette roche Tarpéienne, il en précipite ceux qui ont soutenu le parti de la neutralité... Ainsi, pour l'étranger qui entrait à Rome, commençaient déjà, avant toute enquête, à s'éclairer les événements

dont la capitale, le mois précédent, avait été le théâtre, ces manifestations dont le télégraphe nous avait donné des comptes rendus succincts, insuffisants, un peu confus.

Enfin, si les habitants de la Ville conservaient toujours cette dignité et cette gravité romaines que rien ne semble capable d'émouvoir, un peu d'observation permettait de découvrir que de grandes passions venaient d'agiter les esprits. La tempête apaisée, des rides paraissaient encore sur l'onde. Le soir, sur les places, la coutume du Romain est de s'assembler, de « faire forum ». Ces temps-ci, on sentait le forum vibrant de luttes récentes. Un cri, une rumeur, un incident de la rue, — étranger suspect, soupçonné d'espionnage, ou pessimiste rudement sommé de ne plus répandre ses propos alarmants, — et aussitôt la vague populaire avait tendance à se reformer...

Tous ces phénomènes de la vie superficielle de la cité se groupaient, s'illuminaient, prenaient un sens très fort, lorsque l'on découvrait bientôt que, dans la réalité des choses, Rome, au cours des dernières semaines, venait de se comporter en véritable capitale, cœur et cerveau de tout un peuple, et de vivre les journées les plus décisives par lesquelles elle eût passé depuis qu'elle sert de siège au gouvernement de la nouvelle Italie.



Massimo d'Azeglio écrivait, en cette année 1859 qui offre, à certains égards, bien des rapports avec les jours que nous vivons, ces lignes familières à l'un de ses amis français : « On crierà à l'ambition de Victor-Emmanuel, c'est tout simple ; le plus malin y serait pris. Et pourtant, moi qui connais le roi, si vous saviez comme cela me fait rire de me figurer Victor-Emmanuel dévoré d'ambition ! Non, tout cela n'expliquerait rien. Il n'y a qu'à admettre qu'il y a des entraînements inévitables, des antagonismes comme des affinités voulus par la nature des choses, et qu'à de certains moments de grandes rénovations s'accomplissent : comment ? pourquoi ? parce qu'elles sont dans le cœur, dans l'esprit de tout le monde, »

Ces lignes ont été écrites voilà plus d'un demi-siècle. Et l'explication psychologique que Massimo d'Azeglio trouvait alors aux événements dont il était le témoin, au mouvement qui poussait l'Italie à accomplir une étape de plus vers son unité, cette explication, aujourd'hui, est encore valable et juste. Non, certes, ce n'est pas l'ambition qui a conduit Victor-Emmanuel III à la guerre, et ce

mobile est aussi loin du roi d'Italie qu'il l'était de son aïeul, simple roi de Sardaigne. Victor-Emmanuel III est un prince consciencieux, réfléchi, modéré, incapable de se décider par d'autres raisons que celles de la sécurité, de l'intérêt et de l'honneur de l'Etat dont il est le chef. Et si, durant les journées de mai 1915, lorsque tout un peuple se tournait vers lui, recourait à son arbitrage suprême, si le roi a pris alors les décisions et prononcé les paroles qui annonçaient la guerre, c'est parce qu'il a su, — de même que le premier roi d'Italie, — comprendre les aspirations du pays et se faire l'interprète des sentiments qui, selon l'expression de Massimo d'Azeglio, se trouvaient dans le cœur et l'esprit de chacun.

Ainsi le drame de conscience nationale qui s'est joué à Rome nous montre déjà ses deux protagonistes ; le roi d'une part, le peuple de l'autre. Mais il a eu divers acteurs encore. Ces acteurs, nous allons les voir apparaître à mesure que se déroulera la tragédie qui s'est dénouée le 24 mai par la rupture solennelle avec l'Autriche.

Le ministre des affaires étrangères que M. Salandra, en succédant à M. Giolitti, avait tenu à laisser en place, était mort, après une courte maladie, le 16 octobre 1914. C'était une personnalité très complexe, un peu mystérieuse, que celle

du marquis de San Giuliano. Aujourd'hui, les Allemands aimeraient le faire passer pour un « tripliciste » convaincu et absolu. Ils déplorent à grand bruit sa disparition, et le comte Reventlow est allé jusqu'à écrire, en ces temps derniers, que les interventionnistes italiens n'avaient pas reculé devant les poisons des Borgia pour supprimer le ministre qui faisait obstacle à la guerre contre l'Autriche. C'est le type des fables énormes que les Allemands, dans leur déception et leur délire, ne cessent d'inventer depuis un an, tant à l'usage de leur public qu'à l'usage des neutres. En réalité, le marquis de San Giuliano (qui a succombé, est-il besoin de le dire ? à une crise d'urémie nettement caractérisée,) n'avait pas joui toujours de cette faveur ni de cette confiance de la part de l'Allemagne. Il y a dix ans, la presse germanique l'attaquait violemment pour avoir délégué à la conférence d'Algésiras le marquis Visconti-Venosta, ce grand seigneur, toujours animé de sympathies pour la France, et qui vient de mourir au moment où s'accomplissait son idée. Le marquis Visconti-Venosta devait, en effet, largement contribuer à retourner contre l'Allemagne la conférence si brutalement exigée par le gouvernement impérial. Il devait ébaucher là-bas une ligue de résistance euro-

péenne contre les prétentions allemandes à l'hégémonie, cette coalition diplomatique que le prince de Bulow feignait d'appeler avec dédain la « constellation très surfaite d'Algésiras, » et qui n'en est pas moins devenue la Quadruple-Entente d'aujourd'hui... Et plus tard, le marquis de San Giuliano encourut encore les colères de la presse allemande lorsque la campagne de Tripolitaine fut décidée et la guerre déclarée à la Turquie. Par contre, toutes les faveurs de l'Allemagne étaient pour lui lorsqu'il signait le renouvellement de la Triple-Alliance, par exemple, ou lorsqu'il prononçait son grand discours-programme du mois de février 1913 qui semblait annoncer une extension de la Triplice, jusque-là purement continentale, aux questions maritimes, et promettre une collaboration de l'Italie avec l'Allemagne et l'Autriche dans la Méditerranée.

En somme, la longue gestion des affaires extérieures de l'Italie par le marquis de San Giuliano, son ministère abondant en événements et fertile en résultats, avaient eu pour principe une sorte d'équilibre tenu entre les Empires du Centre et la Triple-Entente. A cette balance, correspondait et devait naturellement correspondre la déclaration de neutralité de l'Italie proclamée dès le 3 août 1914. Mais, au milieu de cette poli-

tique, la pensée profonde du marquis de San Giuliano ne se laissait pas aisément définir. On peut même croire qu'il ne lui déplaisait pas de donner de lui-même une impression énigmatique. Avait-il adapté à la situation de l'Italie moderne en Europe la fameuse « versatilité réfléchie » des anciens ducs de Savoie ? Avait-il voulu pratiquer une politique de ménagements et d'attente en raison des orages qu'il voyait grossir ? Le certain est que son intelligence semblait répugner aux décisions sans appel et aux résolutions irréparables. Des hommes qui l'ont connu dans l'intimité affirment même que le fond de la pensée de ce gentilhomme sicilien était le scepticisme, un esprit d'examen et de doute appliqué tour à tour à toutes les forces qui se trouvent en présence dans l'Europe contemporaine : la neutralité italienne répondait parfaitement à des dispositions de cette nature. Et si rien n'autorise à préjuger que le marquis de San Giuliano eût persisté jusqu'au bout dans son point de vue initial, qu'il n'eût pas fini par prendre la voie dans laquelle devait entrer son successeur, par se ranger du côté des alliés pour faire respecter avec eux l'équilibre européen menacé par l'agression des Empires du Centre, il n'en est pas moins vrai que, jusqu'à sa mort, l'Italie a strictement gardé,

vis-à-vis des belligérants, l'attitude de neutralité où elle avait déclaré se tenir au début de la guerre générale. La France, en particulier, ne saurait oublier la loyauté avec laquelle ce parfait gentilhomme aura observé la parole que, dès le 1^{er} août, il avait tenu à porter lui-même et spontanément à notre ambassadeur.

Chose singulière : le successeur de M. de San Giuliano arrivait à la Consulta avec un tempérament, un caractère très différents du sien, mais avec des idées qui passaient pour beaucoup plus arrêtées. « Tripliciste », M. Sonnino avait la réputation de l'être en prenant la direction des affaires étrangères. Mais M. Tittoni, ambassadeur d'Italie à Paris, n'avait-il pas été, lui aussi, autrefois, désigné comme un « tripliciste » à toute épreuve ? Le duc d'Avarna, ambassadeur d'Italie à Vienne, n'était-il pas le très bienvenu à la cour de l'empereur François-Joseph ? M. Bollati n'avait-il pas été salué à son arrivée à Berlin, en novembre 1912, comme un « partisan des traditions de la Triple Alliance et un sincère ami de l'Allemagne », ainsi que l'écrivait la *Gazette de Francfort* ? C'est pourtant cet état-major diplomatique qui a rompu une alliance de trente ans avec les deux Empires germaniques et introduit l'Italie dans la guerre aux côtés de la France, de l'Angleterre et de la Russie.

Pendant la maladie et quelque temps après la mort du marquis de San Giuliano, M. Salandra avait dirigé par intérim les affaires étrangères. Un instant, on crut qu'il s'en chargerait d'une manière définitive. Quelque tentation qu'il en ait pu avoir, quelques suggestions qui lui eussent été apportées (car déjà l'astre de M. Salandra commençait à grandir), le président du conseil préféra conserver le portefeuille de l'intérieur. Au surplus, les événements mûrissaient. La guerre européenne s'étendait à l'Orient par les provocations que la Jeune Turquie germanisée multipliait envers la Triple-Entente, et l'Italie se voyait appelée à envisager la sauvegarde de ses intérêts dans cette Méditerranée orientale où elle a tant de projets d'avenir. Une tendance de plus en plus forte se manifestait dans l'opinion publique en faveur d'une préparation de l'Italie à toute éventualité. Au cœur du gouvernement lui-même, des divergences de vues s'accusaient certainement aussi, car, au commencement du mois de novembre 1914, M. Salandra apportait au roi la démission du ministère. Et Victor-Emmanuel III, après quelques conversations avec les chefs des groupes parlementaires, chargeait de nouveau M. Salandra de composer le cabinet. Dans cette combinaison, mise rapidement sur pied, on re-

marquait tout de suite que le général Zupelli, partisan résolu d'un renforcement de l'armée, restait au ministère de la guerre, tandis que M. Rubini, dont l'opposition aux dépenses militaires n'était un secret pour personne, abandonnait les finances où M. Carcano le remplaçait. Quant à M. Salandra, il optait définitivement pour l'intérieur. Enfin M. Sonnino était appelé à la Consulta.

On rapporte que le prince de Bülow, au cours de ses pénibles négociations avec M. Sonnino, redoutable adversaire, se serait écrié un jour, feignant une bonne humeur qui cachait mal son dépit : « Dans un pays de bavards, j'ai affaire au seul homme qui ne parle pas. » En effet M. Sonnino qui, d'ailleurs, quand il le veut, sait fort bien parler, possède un flegme tout britannique, ce qui ne saurait surprendre étant donné ses origines : anglo-saxon par sa mère, il unit, à la vivacité d'esprit italienne, un imperturbable sang-froid. Il est curieux de se représenter aujourd'hui, après l'événement accompli, que l'entrée de M. Sonnino à la Consulta avait tout d'abord déçu, en Italie, les éléments nationalistes et les éléments de gauche, déjà partisans d'une politique énergique d'intervention contre l'Autriche et l'Allemagne, et que sa réputation de « tripliciste »

alarmait. M. Sonnino laissa dire. Il se laissa traiter de sphinx. Pendant tout le mois de novembre, il observa les événements, il étudia au point de vue italien la question européenne. Le 9 décembre, par la dépêche au duc d'Avarna sur laquelle s'ouvre le *Livre vert*, il introduisait la politique de l'Italie dans une voie nouvelle, en exigeant de l'Autriche qu'elle respectât l'article VII du traité de la Triple-Alliance, article qui prévoyait le cas où l'Autriche-Hongrie troublerait l'équilibre des Balkans, et qui fondait l'Italie à réclamer des compensations pour elle-même... Dès ce moment, on allait à la rupture et à la guerre. Le sort en était jeté.

On peut dire que la rédaction, hautement prévoyante, extrêmement habile de cet article VII aura été déterminante pour la politique de l'Italie en 1915. A plus de trente ans de distance, les négociateurs italiens de la Triple-Alliance avaient réservé l'avenir de leur pays, ménagé sa liberté en insérant dans le traité cette clause résolutoire qui assurait d'avance le bon droit de l'Italie dans ses difficultés futures avec le gouvernement de Vienne, qui lui procurait le moyen de rompre justement et honorablement avec ses anciens alliés. Ce texte, dont la portée avait été si bien calculée, dont l'effet devait être si sûr, fait penser

aux plus fameux exemples de ce genre que renferme l'histoire des traités. Il vaut le célèbre « *moyennant* » de la paix des Pyrénées, qui avait permis à Louis XIV d'en finir avec le dessein d'Espagne. Il vaut le « *alors et dans ce cas* » dont l'empereur Léopold, au début des guerres de la Révolution, disait qu'il était sa loi et ses prophètes. Ainsi l'article VII aura été la loi et les prophètes de M. Sonnino.

Cependant M. Sonnino avait agi suivant les indications que la politique intérieure et l'opinion publique avaient données à M. Salandra et à lui-même. La haute régularité et la modération de sa procédure apparaissent par les étapes qui ont conduit à l'intervention italienne.

Le 3 décembre 1914, le ministère reconstitué se présentait devant les Chambres, et M. Salandra prononçait un grand discours-programme qui laissait pressentir que l'Italie était sur le point de suivre une ligne nouvelle. Aux applaudissements de l'assemblée, M. Salandra affirmait que le premier devoir du gouvernement devait être « le « souci vigilant des futures destinées de l'Italie « dans le monde. » Et, développant sa pensée,

il montrait qu'à aucun moment dans l'histoire l'avenir de tous les peuples n'avait été plus gravement engagé, les problèmes du lendemain posés plus impérieusement. « La neutralité proclamée
« librement et loyalement observée, s'écriait le
« président du conseil, ne suffit pas à nous ga-
« rantir des conséquences du bouleversement qui
« prend chaque jour plus d'ampleur et dont il
« n'est donné à personne de prévoir la fin. Sur
« les terres et sur les mers de l'ancien continent,
« dont la configuration politique est en train de
« se transformer, l'Italie a des droits vitaux à
« sauvegarder, des aspirations justes à affirmer
« et à soutenir ; elle a sa situation de grande
« puissance à maintenir intacte ; bien plus, elle
« doit faire en sorte que cette situation ne soit
« pas diminuée par rapport aux agrandissements
« possibles des autres Etats. Il suit de là que
« notre neutralité ne devra pas rester inerte et
« molle, mais active et vigilante, non pas im-
« puissante, mais fortement armée et prête à
« toute éventualité. »

Ces paroles étaient accueillies avec chaleur par la Chambre qui, pour accentuer ses sentiments, envoyait son salut à la Belgique. Le Parlement jugeait-il alors qu'une telle manifestation était platonique et n'engageait à rien ? Très probable-

ment. Mais, en même temps, le discours de M. Sonnino était accueilli avec enthousiasme par l'opinion publique qui, tout de suite, y voyait l'annonce et le gage de l'intervention. Comme le disait, en quittant la séance, M. de Felice, député socialiste réformiste, « ces déclarations signifiaient la guerre. » On ne put s'y tromper en Europe. Et la presse allemande, le lendemain, reproduisait sans un mot de commentaire le discours de M. Salandra.

Cette grande séance parlementaire devait porter sur-le-champ deux contre-coups extrêmement remarquables.

D'abord, la mission du prince de Bülow comme ambassadeur extraordinaire à Rome, mission annoncée et démentie à plusieurs reprises, devenait aussitôt certaine et officielle. Le gouvernement impérial accusait singulièrement les soucis que lui causait l'attitude de son ancienne alliée en considérant qu'il ne fallait pas un moindre personnage que l'ancien chancelier pour tenter de résoudre la difficulté italienne. Ce rappel à l'activité d'un homme d'Etat tombé en disgrâce était, en effet, hautement significatif. Nul n'ignorait que Guillaume II eût gardé une sérieuse rancune contre celui qu'il nommait autrefois son « fidèle Bernard », qu'il avait fait prince après le

coup de Tanger, mais dont la présence lui était devenue odieuse depuis les célèbres « journées de novembre », où le chancelier avait affecté de prendre le souverain sous sa protection après lui avoir infligé un désaveu et un blâme publics. Aussi, en chargeant M. de Bülow de cette mission délicate, Guillaume II, dit-on, faisait ce double calcul : « Si Bülow réussit, et dans mon personnel diplomatique je ne vois que lui qui soit capable de réussir, le bénéfice sera pour mon Empire et pour moi. S'il échoue, c'est que tout autre doit échouer à sa place. Son échec le diminuera et ma vengeance sera plus complète. » Cependant le départ du prince de Bülow pour Rome était salué avec des cris de joie par les journaux allemands, et les *Dernières nouvelles de Munich*, avec un mauvais goût parfait, parlaient d'un « coup de canon diplomatique de 420. » A quoi un organe nationaliste de Rome répliquait avec rudesse : « Philippe de Macédoine disait que toute forteresse peut être conquise par un âne chargé d'or. Il paraît que l'âne chargé d'or serait arrivé à Rome voilà quelque temps, mais la forteresse de la politique italienne n'est pas tombée. Aujourd'hui l'Allemagne veut employer des moyens plus modernes et plus perfectionnés avec le mortier diplomatique de 420 représenté par

M. de Bülow, mais l'Italie n'est pas une forteresse belge. » Ainsi, avant même que le prince de Bülow fût de retour dans sa villa Malta, le malentendu surgissait, les susceptibilités nationales italiennes se trouvaient, — et à juste titre, — en éveil. Viciée dans l'œuf, la mission de l'envoyé extraordinaire était immanquablement vouée à l'échec.

L'autre incident déterminé par le discours de M. Salandra garde encore aujourd'hui un caractère mystérieux.

M. Salandra, le vendredi, avait exposé son programme. Le samedi, M. Giolitti prenait la parole au milieu de l'attention générale. Quelles déclarations allaient tomber de la bouche de l'homme le plus puissant de l'Italie, chef du gouvernement pendant de si longues années, toujours considéré comme maître de revenir au pouvoir à son heure?... Or M. Giolitti ne venait pas dire seulement qu'il soutiendrait M. Salandra de son vote. Il apportait une révélation grave, à savoir qu'au mois d'août 1913 l'Autriche avait averti le gouvernement italien qu'elle préparait déjà une action offensive contre la Serbie. Et, d'accord avec M. Giolitti, le marquis de San Giuliano avait fait répondre à Vienne qu'il se refusait à voir un *casus fœderis* dans une guerre déclarée par

l'Autriche à la Serbie et que, par conséquent, l'Italie, laissant le gouvernement austro-hongrois libre d'agir à ses risques et périls, observerait la neutralité.

Cette déclaration de l'ancien président du Conseil apportait un renfort à la thèse de M. Salandra. En même temps, elle accablait l'Autriche-Hongrie dont la préméditation se trouvait établie formellement. Mais peut-être la presse de la Triple-Entente étendit-elle alors les paroles de M. Giolitti dans un sens un peu différent de celui que cet homme d'Etat avait entendu leur donner. En lisant le compte rendu de la séance de Montecitorio, quelques observateurs avaient déjà conçu un doute. N'avait-on pas commis une légère méprise sur la véritable pensée de M. Giolitti ? Des témoins avaient remarqué l'insistance toute particulière avec laquelle l'orateur avait ajouté que le refus opposé par l'Italie à l'invitation de l'Autriche n'avait nullement troublé les relations amicales entre les deux puissances alliées. Dès lors, n'était-on pas autorisé à se demander si M. Giolitti n'avait pas voulu suggérer à la Chambre et à l'opinion publique cette idée que la Triplice, ayant survécu à l'incident de 1913, devait survivre également à la déclaration de neutralité de 1914 ? C'est du moins l'hypothèse

qui vint tout de suite à l'esprit de quelques-uns, hypothèse que l'attitude prise dans la suite par M. Giolitti est, jusqu'à un certain point, venue fortifier.

Cependant, fort de l'approbation de la Chambre, puissamment soutenu par l'opinion publique, le ministère Salandra se mettait au travail. L'œuvre de préparation militaire redoublait d'activité et d'ardeur. M. Sonnino entamait avec le Ballplatz les négociations qu'il devait conduire avec une inébranlable fermeté jusqu'au terme, tandis que le prince de Bülow, dans sa villa fleurie de roses, mettait en action toutes les ressources de son esprit, tous ses moyens d'influence, pour retenir l'Italie sur la pente, sans soupçonner, — et telle a été son erreur la plus lourde, — qu'il allait de la sorte alimenter lui-même le soulèvement national contre l'ingérence étrangère dans les affaires du pays.



Le *Livre vert* constitue un document à la fois politique et psychologique. C'est, dans le style sévère et mesuré de la diplomatie, un dialogue où deux états d'esprit apparaissent. Au comte Berchtold a pu succéder le baron Burian ; à un grand seigneur un peu las, un peu détaché, un

magnat hongrois plus actif et plus âpre : la conversation garde la même allure et c'est toujours M. Sonnino qui la conduit. En vain la diplomatie allemande s'efforce-t-elle d'intervenir, de jeter des ponts, de chercher des moyens termes. Du côté italien, il y a une volonté inflexible, une clarté de vues qui écartent tous les pièges, rendent toutes les ruses inutiles, découragent les arrière-pensées de duperie. Du côté austro-hongrois, sous les habiletés auxquelles le négociateur a recours, on sent une résignation, un fatalisme devant la rudesse de l'attaque. L'Autriche a l'impression que louvoyer ne lui servira de rien : à gagner du temps, tout au plus. Elle a compris, dès la première note apportée par le duc d'Avarna, que son vieux duel avec le Piémont reprenait, qu'une quatrième rencontre armée était inévitable. « L'Italie et l'Autriche ne peuvent être qu'alliées ou ennemies. » Le mot célèbre de Nigra se lit en marge de toutes les dépêches du *Livre vert*. Le comte Berchtold, le baron Burian se défendent, rompent et parent, mais subissent le jeu de leur rude adversaire. Le prince de Bülow, qui voudrait être le directeur de ce combat diplomatique, s'efforce de détourner les coups droits. Mais le prince de Bülow propose et c'est M. Sonnino qui dispose.

Le 4 mai, le duc d'Avarna, d'ordre du ministre des affaires étrangères, laisse entre les mains du baron Burian la communication, — en français, — qui met le point final à des négociations de cinq mois et qui notifie au gouvernement austro-hongrois que, son point de vue et celui du gouvernement italien étant inconciliables, « il est
« inutile de maintenir à l'Alliance une apparence
« formelle qui ne serait destinée qu'à dissimuler
« la réalité d'une méfiance continuelle et de con-
« trastes quotidiens. » C'est la rupture. Toutefois ce n'est pas encore la guerre. Au prince de Bülow, humilié de son échec, il reste un dernier, un fragile espoir : celui que l'Italie, au moment suprême, reculera devant la gravité de l'acte. Il compte sur l'événement extérieur ou intérieur qui modifiera les dispositions du gouvernement et du peuple italien. Et il redouble alors d'activité occulte. D'innombrables conciliabules ont lieu à la villa Malta où chaque nuit pénètrent, comme des conjurés, des visiteurs mystérieux, trahis seulement par le ronflement des automobiles, dont s'étonnent les habitants du paisible Pincio.

Le prince de Bülow recourt à tous ses talents, à sa connaissance approfondie de la carte parlementaire et financière de l'Italie : ne sait-il pas

insinuer avec à-propos qu'il est à demi-italien par son mariage et par ses goûts? Il s'est, en effet, allié à la famille de ce Minghetti, précurseur de la Triplice, qui, dès 1873, avait conduit Victor-Emmanuel II à Berlin et à Vienne... Le prince de Bülow a le tort, grave pour un politique, il a le travers, bien allemand, de se nourrir à l'excès de souvenirs historiques. Que ne regarde-t-il davantage autour de lui? Voici que monte le flot du sentiment populaire. Déjà quelques bagarres ont eu lieu, ici et là, entre « neutralistes » et « interventistes », ces Gibelins et ces Guelfes de la nouvelle Italie. Mais le parti de l'intervention croît tous les jours en force. La dénonciation de l'alliance avec l'Autriche n'est pas encore officielle : elle est devinée, pressentie. Par une curieuse rencontre, cet événement, connu seulement de quelques hommes d'Etat et de quelques diplomates, se trouve coïncider avec le « Sacre des Mille », avec les fêtes organisées à Gênes en l'honneur de Garibaldi : commémoration qui venait juste à point pour surexciter le sentiment national.

Sur le rocher de Quarto, d'où, le 5 mai 1860, Garibaldi et ses compagnons étaient partis, — Cavour fermant les yeux avec complaisance, — pour leur aventureuse expédition de Sicile, on

attendait de tous côtés que fussent proclamés les destins de l'Italie nouvelle. Le mot que se murmuraient les Gênois cinquante-cinq ans plus tôt, le « *partono stanotte* », qu'ils s'annonçaient joyeusement en parlant des Mille, c'est à l'armée italienne, devenue l'une des grandes armées de l'Europe, avec ses millions de soldats, qu'il s'appliquait cette fois-ci. Le grand départ semblait prochain. Le roi, les ministres étaient attendus à Quarto, d'où ils devaient en faire l'annonce solennelle. Et, mettant fin à son exil volontaire, un poète italien revenait dans sa patrie pour ne pas manquer cette heure. M. Gabriele d'Annunzio avait déclaré qu'il ne rentrerait en Italie que le jour où l'Italie se réveillerait. Se doutait-il alors du rôle que les événements lui réservaient dans ce réveil ? Savait-il que, du rocher de Quarto, lui aussi devait partir pour des aventures ?...

On peut dire que, durant cette journée de fête, tandis qu'on ignorait encore que la rupture avec l'Autriche fût un fait accompli, tout le peuple italien, l'Europe, le monde entier avaient les yeux fixés sur la roche historique. Là, pensait-on, serait annoncée l'entrée de l'Italie dans la guerre... Avec quels sentiments partagés fut accueillie la nouvelle que ni le roi ni les ministres n'assisteraient à la cérémonie, on se le rappelle encore,

les uns craignant un recul dont se félicitaient les autres. Tout de suite, pourtant, la dépêche d'excuse du roi mettait les choses au point. Il suffisait de savoir lire pour interpréter justement le message. Peut-être ne contenait-il pas de mot aussi éclatant que le célèbre *grido di dolore* par lequel l'aïeul de Victor-Emmanuel III, dans une circonstance semblable, avait ému toute l'Europe. Mais le roi révélait sa pensée et son dessein en évoquant, précisément, la mémoire de son aïeul, et en associant, au souvenir du « galant homme », et le souvenir de celui qui, le premier, avait « préconisé l'unité de la patrie », et celui de ce « capitaine des Mille » parti de la rive célèbre de la mer ligurienne, « avec une audace immortelle, vers un sort immortel. » Victor-Emmanuel II, Mazzini, Garibaldi : cette trinité hardiment rapprochée par le roi, c'était le symbole du *Risorgimento* qui réapparaissait, c'était la quatrième guerre de sa libération et de son extension nationales promise à l'Italie : il était impossible de s'y tromper. Aussi un grand journal de Milan, favorable à l'intervention, définissait la situation en imprimant cette simple ligne : « Quarto ne marque pas une fin mais un commencement. »

Personne ne l'avait mieux compris que le prince de Bülow. Renseigné jour par jour sur la marche

des négociations de M. Sonnino, il avait vu s'évanouir l'une après l'autre ses espérances. Il avait brûlé ses dernières cartouches dans une audience du Quirinal où, peut-être, — ce point n'est pas encore éclairci, — il avait apporté au roi une lettre autographe de Guillaume II, suprême adjuration d'un ancien allié. M. de Bülow, à partir de ce moment-là, ne pouvait plus se faire d'illusions : sa mission avait échoué. Avec son expérience des choses et des hommes, il est douteux qu'il ait trouvé de fortes raisons d'espérer dans l'incident même qui était sur le point de survenir, et qui semblait pouvoir tout remettre en question. Et s'il n'a pas voulu quitter la partie sans avoir tenté jusqu'au bout la fortune, bien des mots qu'on rapporte de lui laisseraient conclure qu'il ne croyait plus au succès.

Pourtant, ce n'était pas un effort négligeable que tentaient les derniers partisans de la neutralité, au lendemain de Quarto. Le jour où M. Giolitti quitta sa villa de Cavour pour se rendre à Rome, — c'était le 7 mai, — toute l'opinion publique italienne, avec son sens si aigu de la politique, comprit qu'une péripétie décisive allait s'accomplir.

Loin du pouvoir, d'où il s'était, quelques mois avant la guerre, retiré volontairement, M. Gio-

litti passait pour être resté la personnalité la plus influente de toute l'Italie. L'homme d'Etat qui avait engagé la campagne de Tripolitaine, donné à son pays le suffrage universel, régné sur le Parlement, où sa main puissante avait fondu les partis et laissé survivre une seule majorité, la majorité giolittienne, — cet homme d'Etat pouvait-il parler sans qu'il fût plus que probable qu'il serait entendu ? Pouvait-il montrer le désir de reprendre le pouvoir sans que le pouvoir dût immédiatement lui être remis ? Est-ce qu'il n'avait pas, en somme, délégué le gouvernement à M. Salandra comme à un lieutenant qu'il se proposait de remplacer, lorsque la charge deviendrait trop lourde et demanderait le retour du vieux pilote ? Et puis, c'était le Piémont, et non-seulement le Piémont commerçant, industriel et financier, mais encore le Piémont militaire et loyaliste, que représentait M. Giolitti, où M. Giolitti était maître, c'était le Piémont, cœur de la monarchie, qui semblait venir avec lui à Rome, se présenter au Parlement et au Palais royal... A tenir compte de tous ces éléments, la démarche de M. Giolitti, de qui l'on connaissait les doutes sur l'attitude la meilleure à observer par l'Italie, pouvait sembler capable d'arrêter net l'intervention.

Il importe d'ailleurs de se représenter de sang-froid les raisons pour lesquelles M. Giolitti était si peu disposé à accepter l'idée de la guerre. Sa thèse tenait en un mot : le *parecchio*, un mot qui n'a été si impopulaire que parce qu'il entraînait un sens diminutif (1) et que l'état d'esprit le plus général, en Italie, noblement ambitieux, tourné vers la grandeur et l'expansion nationales, était hostile aux combinaisons et aux marchandages. M. Giolitti voyait la situation comme un homme positif, économe, qui n'aime pas le jeu, qui écarte le risque, qui se dit qu'un tiens vaut mieux que deux tu l'auras, surtout lorsque, pour l'avoir, il faut courir toutes les incertitudes d'une guerre, exposer de précieuses existences, payer les frais d'une campagne. Plus d'une fable de notre La Fontaine, plus d'un proverbe de Cervantès eussent peut-être donné raison sur ce point à M. Giolitti. Mais il y avait dans son cas autre chose encore : M. Giolitti appartient à une génération déjà ancienne, qui a vu les commencements de l'Italie nouvelle, qui a connu l'ère des difficultés et qui, naturellement, incline à la modération et à la

(1) *Parecchio* est un terme qui s'emploie surtout dans le langage piémontais. On l'a traduit en français par « quelque chose ». Le vrai sens serait plutôt « un certain nombre de choses », et même, étant donné le caractère familier de l'expression, « pas mal de choses ».

prudence. Pour ces calculateurs, les propositions de l'Autriche étaient plus qu'acceptables, elles étaient tentantes. « Prenons donc ce qu'on nous
« donne pour rien, pensaient-ils. Si ce *parecchio*,
« ce quelque chose qui paiera notre neutralité,
« n'est pas tout à fait ce que nous pouvons désirer de mieux, il aura du moins l'avantage de
« n'avoir coûté ni une goutte de sang italien ni
« un sou de notre trésor... » Arguments propres à porter, assurément, sur un grave Sénat, chenu, un peu timoré, se défiant des coups d'enthousiasme. Arguments plus péremptaires encore, arguments irrésistibles en face d'une assemblée d'actionnaires. M. Giolitti comptait, le jour où la discussion viendrait devant la Chambre, emporter aisément les objections et les obstacles avec son autorité, son prestige, sa dextérité de grand parlementaire. Quant à l'opinion publique, il ne la faisait pas entrer dans ses calculs. C'est pourquoi on le vit écarter comme d'importuns et négligeables murmures les cris : *A bas le parecchio !* poussés à Turin sur son passage par quelques étudiants. A Rome, pourtant, il devait retrouver, à sa vive surprise, ces manifestations singulièrement grandies et chaque jour grossissantes. Le public avait eu l'intuition très nette que posée, telle quelle, devant la Chambre, la question serait

certainement résolue dans un sens contraire à ses vœux, que l'ancien président du conseil, au premier signe, retrouverait sa vieille et fidèle majorité. Ce serait une sorte de retour de l'île d'Elbe parlementaire. L'arrivée de M. Giolitti à Rome provoquait donc aussitôt une émotion, une agitation considérables. Et l'on allait assister à ce spectacle étrange : l'homme naguère le plus influent, le moins discuté de toute l'Italie, le dictateur aux mains robustes, qui avait pétri si longtemps la vie publique italienne, mis en échec, pour la première fois, par un mouvement populaire, un mouvement de la rue, dont la direction serait prise par un poète, — chose peut-être, celle-là, plus imprévue, plus extraordinaire encore, la dernière, à coup sûr, à laquelle s'attendît M. Giolitti, accoutumé à ne compter qu'avec la psychologie des assemblées et les usages du régime représentatif.

Le 12 mai, M. Gabriele d'Annunzio arrivait à Rome par un train du soir. La ville était déjà surexcitée par les rumeurs des derniers jours, par les bruits qui couraient de toutes parts au sujet des « intrigues neutralistes » et de la « conjuration parlementaire ». Les Romains avaient pris hautement parti pour la guerre et pour M. Salandra. La présence de M. Giolitti à Rome

les alarmait et les irritait. En vain M. Giolitti, dans une lettre publique à la *Tribuna*, affirmait-il qu'il n'était jamais entré dans ses intentions de renverser le ministère, et qu'il s'était borné à répondre à une convocation du roi et du président du conseil lui-même, avec lesquels il devait avoir des entretiens sur la situation générale : il n'y a pas lieu, sur ce point, de mettre en doute la loyauté de M. Giolitti. Malheureusement pour lui, il avait des amis, une clientèle, et même il trouvait des partisans de circonstance, beaucoup moins modérés, beaucoup moins circonspects, et qui le compromettaient comme à plaisir. En l'espace de quelques jours, M. Giolitti se trouvait être devenu le prisonnier de son parti. Son point de vue d'homme d'Etat, pesant avec soin, avec scrupule, le pour et le contre de l'intervention italienne, disparaissait dans le tumulte créé par le grand conflit de deux idées, de deux passions opposées. M. Giolitti se trouvait débordé. Rome traversait de ces heures où le vent de la popularité et de l'impopularité souffle où il veut, capricieusement, parfois au hasard. Très vite, il souffla en tempête. Aucune explication n'avait plus de chance d'être écoutée. Guelfe ou Gibelin, on se trouvait classé sans recours et les noms propres devenaient des drapeaux. Pareil à Farinata degli

Uberti, M. Giolitti aura pu se poser la question douloureuse : « Pourquoi ce peuple me hait-il ? »

Cependant le même phénomène portait M. Gabriele d'Annunzio à la tête de la foule favorable à l'intervention. Qu'un lettré subtil, un poète savant, un écrivain d'un esthétisme raffiné, inaccessible au vulgaire, soit devenu un tribun, un excitateur des masses, c'est un des traits les plus remarquables de cette période agitée, un de ceux qui seront retenus par l'histoire. L'Italie est, dans le monde moderne, une des terres privilégiées où ces métamorphoses restent possibles, où la littérature est mêlée à la vie, où chacun est accessible au lyrisme, le porte à fleur de peau. Il faut penser à Lamartine en 1848 pour trouver un précédent à ce rôle joué par la poésie dans un grand mouvement politique : encore les poèmes de Lamartine faisaient-ils, comme ses discours, appel aux sentiments les plus généraux, on pourrait dire aux lieux communs du cœur, tandis que, chez M. d'Annunzio, tout est docte, même le langage des passions, même l'expression du patriotisme et du loyalisme. Partout ailleurs qu'en un pays méditerranéen, M. Gabriele d'Annunzio eût paru voué à jamais à l'incompréhension de la foule, destiné à la tour d'ivoire...

Le 12 mai, première soirée de contact avec

Rome, cent cinquante mille personnes étaient venues l'accueillir. M. d'Annunzio, du balcon de l'hôtel Regina, — en face du palais de la reine-mère qui, de ses fenêtres, assistait au spectacle, — avait prononcé un discours pareil à ses discours du Quarto et de Gênes, harangue sonore, où le nationalisme était nourri de poésie classique et d'histoire, où les souvenirs du Risorgimento et les mots célèbres des chefs et des soldats garibaldiens étaient mariés à des vers de Dante. Le premier discours de M. d'Annunzio aux Romains n'avait qu'un thème : le patriotisme. C'est par la force des événements que les discours suivants allaient prendre des touches plus violentes, des accents de guerre civile...



Quelles manœuvres, quelles menaces, quelles influences auront été mises en jeu, au dernier moment, pour tenter d'empêcher l'intervention de l'Italie ? C'est une histoire encore mystérieuse dans les détails, mais dont les grandes lignes sont fort claires. M. Giolitti se sera-t-il rendu compte que sa présence à Rome avait à tout le moins entretenu une équivoque, donné un point d'appui et un argument aux neutralistes, les avait

mis à même d'exercer une pression sur le gouvernement et les milieux parlementaires ? Le Parlement devait se réunir le 20 mai pour décider de la paix ou de la guerre. En faisant courir avec insistance le bruit que la majorité de la Chambre, toujours « giolittienne », n'accepterait pas la guerre, en mettant en avant le nom et l'autorité de M. Giolitti, on troublait le monde politique, on affaiblissait le ministère, on détruisait d'avance l'effet des décisions que le président du Conseil devait faire connaître. Il ne semblait plus du tout certain qu'il y eût à la Chambre une majorité pour la rupture avec l'Autriche et l'intervention armée. Un peu d'intimidation exercée sur le Cabinet, un peu de chantage sur la Chambre : et le « neutralisme » pouvait se flatter d'enterrer par un vote les résultats obtenus en six mois de diplomatie par M. Salandra et M. Sonnino.

Cependant, à la grande déception des « conjurés », leur plan devait être percé à jour, les événements prendre une tournure bien différente de celle qu'ils avaient espérée. Comme il arrive à tous les politiques qui voient échouer des calculs de cette espèce, les partisans de la neutralité avaient compté sans le grand air du dehors. Ils avaient élaboré une combinaison de couloir,

conforme à la nature des choses parlementaires. Ils avaient compté, de la part de M. Salandra, sur une acceptation pure et simple de la rencontre qu'ils lui avaient fixée. Ils n'avaient oublié qu'un point : c'est que, jusqu'au 20 mai, M. Salandra avait le temps d'agir, de se créer une situation qui lui permit de s'imposer au Parlement en s'appuyant sur des forces étrangères au Parlement. En une semaine, en effet, la face des choses allait se retourner à l'avantage de M. Salandra qui, jouant avec hardiesse, ne craignait pas de faire appel au sentiment public.

Le 13 mai, la nouvelle avait couru, prenant d'heure en heure plus de force, que M. Salandra, devant l'opposition neutraliste, allait renoncer au pouvoir. L'émotion montait dans Rome et, le soir, la même foule qui, la veille, avait acclamé M. d'Annunzio, se trouvait rassemblée sous ses fenêtres et réclamait de nouveau sa parole. Le poète obéit au vœu de la foule. Mais combien son accent avait changé depuis la veille ! Ce discours, il en a donné le texte dans le recueil d' « oraisons et de messages » qu'il a intitulé « *Per la piu grande Italia.* » Il l'a publié au chapitre de « la loi de Rome », sous ce titre, d'un Tite-Live un peu romantique : « Harangue au peuple romain en tumulte. » Elle fait penser, cette harangue,

à celles que Brutus et Antoine prononcent sur le forum, dans le *Jules César* de Shakespeare. On évoque, en effet, en lisant ces pages, les jours les plus tumultueux que, dans sa longue histoire, ait traversés la Ville éternelle.

« Compagnons, s'écriait le poète, ce n'est plus le temps de parler mais d'agir; ce n'est plus le temps des discours mais des actes, et des actes romains.

« Si l'on regarde comme un crime le fait d'inviter les citoyens à la violence, je me vanterai de ce crime, je le prendrai sur moi seul...

« Écoutez-moi. Entendez-moi. La trahison aujourd'hui est manifeste. Nous n'en respirons pas seulement l'horrible odeur: nous en sentons déjà tout le poids ignominieux. La trahison s'accomplit à Rome, dans la cité de l'âme, dans la cité de vie! Dans notre Rome, on tente d'étrangler la Patrie avec une corde prussienne... C'est à Rome que s'accomplit cet assassinat. Et si je suis le premier à le crier, et si je suis le seul, demain vous me tiendrez compte de ce courage. Mais peu m'importe!...

« Écoutez. Nous sommes sur le point d'être vendus comme un vil troupeau. Sur notre dignité humaine, sur la dignité de chacun de nous, sur le front de chacun de nous, sur le mien comme sur le vôtre, comme sur celui de vos fils, sur celui de vos enfants à naître, il y a la menace d'une marque servile. S'appeler Italien, ce sera porter un nom qui fera rougir, un nom qui fera se cacher de honte, un nom qui brûlera les lèvres. »

Il n'est pas difficile d'imaginer l'effet que des paroles aussi enflammées devaient exercer sur

une foule dont les nerfs étaient soumis depuis longtemps à de si rudes épreuves. Il y avait, dans ce discours, comme des ardeurs de guerre civile et ce furent bien des manifestations de guerre civile qui éclatèrent, le lendemain, lorsque la démission du ministère Salandra fut officiellement connue. « La guerre ou la révolution, » ne craignirent pas de dire alors deux députés interventionnistes, les honorables Pais et Faustini, en s'adressant à la foule. Les signes avant-coureurs d'un soulèvement populaire se montrèrent en effet. Chose remarquable : depuis le début de la guerre générale, c'était la première fois qu'on voyait se produire dans une capitale européenne un mouvement d'opinion profond, la première fois que des comités insurrectionnels se formaient, que des barricades menaçaient de se dresser (il en fut ébauché dans la via Viminale). Et, grand signe des temps, il ne s'agissait pas de proclamer la République ou la Commune, mais de protester contre une majorité parlementaire trop disposée, au gré du peuple, à accepter les propositions, à subir la pression d'un ambassadeur étranger.

On s'est mal et insuffisamment représenté, de loin, la violence de ces « journées. » On s'est mal rendu compte de la passion qui avait soulevé

Rome, immédiatement suivie de toutes les grandes villes d'Italie. Montecitorio, à un moment donné, fut envahi par la foule. Et si les manifestants, peu familiers avec les détours du Parlement, ne s'étaient égarés dans les couloirs de la Chambre, d'où la police réussit à les faire sortir, s'ils étaient arrivés d'un élan jusqu'à la salle des séances, il est difficile de prévoir les scènes qui se seraient passées. A travers les rues, cependant, avait commencé une véritable chasse aux neutralistes notoires : c'est miracle, peut-on dire, que le sang n'ait pas coulé. Reconnus, plusieurs hommes politiques, anciens lieutenants et collaborateurs de M. Giolitti, traités depuis quelques jours, eux et leur chef, avec une extrême violence par une partie de la presse, furent hués, menacés, dégagés à la fin par les carabinieri, mais à grand peine. M. Bertolini, en particulier, passa un fort mauvais quart d'heure, où divers souvenirs de banques et de chemins de fer lui furent vivement rappelés. Bientôt, le gouvernement, qui avait attentivement veillé à la sécurité de tous, devait conseiller à M. Giolitti, pour le bien général, dans l'intérêt de l'ordre, de regagner sa villa piémontaise : telle était l'effervescence publique, tel était à son égard le langage des journaux qu'on pouvait, en effet, regarder sa

vie comme étant en péril. Quant aux députés neutralistes les plus gravement impopulaires, ils devaient, sur l'avis de la sûreté générale, passer la nuit qui précéda la séance du 20 mai, non pas à leur domicile, mais dans un hôtel qui fait face à Montecitorio : ils n'eurent ainsi, pour se rendre à la Chambre, sans reprendre contact avec la foule hostile, qu'à traverser la petite place, fermée à toutes ses issues par des détachements de police protecteurs. Ainsi se peignait aux yeux le désaccord qui séparait la nation du Parlement, et l'on ne manqua pas de s'amuser de cette allégorie, assez humiliante pour les « giolittiens, » pour ceux que la presse nationaliste surnommait la « camorra giolittienne. »

Pour comprendre l'état d'esprit de la population romaine, il faut se rappeler qu'aux dernières élections le suffrage universel venait de s'y partager entre les nationalistes, parti nouveau-né, à la fois réactionnaire, démagogique et doctrinaire, — et les démocrates traditionnels, héritiers de Garibaldi et de Mazzini, représentants de l'idée irrédentiste, champions de l'achèvement de l'unité italienne. Toutes les forces de la capitale, tous ses éléments intellectuels et moraux, son élite aussi bien que sa plèbe, se trouvaient ainsi orientés dans la même direction. Les nationalistes-impérialistes de

l'Idea Nazionale, qui se flattent de bannir toute sentimentalité de la politique, de se placer au seul point de vue de l'intérêt national italien, parlaient le même langage passionné que les écrivains du *Messaggero*, libres penseurs et unitaires à l'ancienne mode. Une sorte de comité de salut public s'était même formé, où les chefs de ces deux camps, les rédacteurs de ces deux organes se rencontraient, se concertaient, songeaient peut-être, si les choses devaient aller plus loin, à une action politique commune. Pendant quarante-huit heures, il y a eu en puissance, à Rome, à Milan, dans dix autres centres d'Italie, l'équivalent de certaines journées révolutionnaires de la période du *Risorgimento*. Impatience de l'intervention étrangère, sommation au gouvernement de faire la guerre, jusqu'au cri fameux : « Dehors les barbares ! » rien n'a manqué à ces recommencements de l'histoire.

L'émotion, l'indignation, la colère de Rome furent portées à leur plus haut point, dans la soirée du 14 mai, par une nouvelle harangue publique de M. d'Annunzio. Les accusations directes, les renseignements précis que le poète apportait dans ce discours en faisaient un acte politique d'une haute portée, après lequel des mouvements décisifs de l'opinion publique ne pouvaient man-

quer de se produire. Voici, d'ailleurs, traduits en français pour la première fois, les passages capitaux de cette philippique. Erigeant la foule en tribunal, l'orateur lui parlait en ces termes :

« Nous sommes assemblés ici pour juger un crime de haute trahison et pour dénoncer au mépris et à la vengeance des bons citoyens le coupable, les coupables.

« Ce que je vous dis ici, ce ne sont pas des paroles d'enflure, c'est la qualification précise d'un fait avéré.

« Le gouvernement italien, celui qui, hier soir, a remis sa démission entre les mains du roi, avait aboli, le 4 mai, à la veille du *Sacre des Mille*, le traité de la Triple-Alliance. Ce traité, il l'avait déclaré, en ce qui concerne l'Autriche, caduc et nul. De cette formule même, je puis affirmer l'exactitude ; je répète : caduc et nul.

« Le gouvernement d'Italie, celui qui, hier soir, a remis sa démission entre les mains du roi, avait, en conséquence, pris des accords précis avec un autre groupe de nations, engagements graves, définitifs, renforcés d'un échange de plans stratégiques, d'un projet d'action militaire combiné.

« Telle est la vérité, la vérité indéniable. De ces faits, j'ai eu communication certaine avant de quitter la France, où des officiers de notre état-major et de notre marine étaient déjà arrivés et s'étaient mis au travail.

« Donc, d'une part, il y avait un traité aboli ; de l'autre, un accord réalisé. D'une part, l'honneur du pays revendiqué ; de l'autre, l'honneur du pays engagé.

« La *fusion magnanime*, telle qu'elle a été augurée à Quarto, allait s'accomplir. Les discussions se cal-

maient. La nécessité idéale avait raison de toutes les misères politiques. L'armée était vaillante et confiante. Des exemples de vertus civiques commençaient à resplendir sur le tumulte apaisé. Le bon ferment faisait déjà lever la masse inerte.

« Et voici que l'effort douloureux de mois et de mois est interrompu par une agression imprévue et vile. Cette agression est inspirée, excitée, aidée par l'étranger. Elle a pour auteurs un homme d'Etat italien, des membres du Parlement italien en commerce avec l'étranger, au service de l'étranger, pour avilir, pour asservir, pour déshonorer l'Italie au bénéfice de l'étranger.

« Cela est patent, cela est indéniable. Ecoutez. Le chef des malfaiteurs, dont l'âme n'est qu'un froid mensonge articulé de souples astuces, de même que le triste sac du poulpe est muni d'adroites tentacules, le conducteur de la basse entreprise connaissait l'abolition de l'ancien traité. Et il connaissait la constitution du nouveau, l'un et l'autre conclus avec le consentement du roi.

« Donc, il trahit le roi, il trahit la patrie.

« Contre le roi, contre la patrie, il sert l'étranger. Il est coupable de trahison. Et ce n'est pas là une manière injurieuse de m'exprimer, ce n'est pas un abus de style polémique, mais la réalité, mais la vérité, selon la forme la plus notoire de ce crime.

« Voilà ce que nous devons démontrer au pays, ce que nous devons imprimer dans la conscience de la nation.

« Ecoutez, écoutez. La patrie est en danger. La patrie est sur le point d'aller à sa perte. Pour la sauver d'une ruine et d'une ignominie irréparables, chacun de nous a le devoir de se donner lui-même tout entier, et de s'armer de toutes les armes.

« Un ministère formé par le signor Bülow ne semble pas avoir l'approbation du roi d'Italie. Mais, gras ou maigres, les serviteurs du signor Bülow ne se résigneront pas.

« Tant qu'ils ne seront pas emmurés dans leurs basses officines, ils chercheront à empoisonner la vie italienne, à contaminer parmi nous toute chose puissante et belle.

« Pour cela, je le répète, tout bon citoyen doit être un soldat contre l'ennemi de l'intérieur ; tout bon citoyen doit le combattre sans trêve, sans quartier. Le même sang doit couler, ce sera du sang béni, comme celui qui est versé dans les tranchées.

« Le Parlement italien se rouvrira le 20 mai... Et le 20 mai est l'anniversaire de la prodigieuse marche de Garibaldi, la marche sur le Parc de Palerme.

« Cet anniversaire, célébrons-le en fermant l'entrée du Parlement aux valets de la villa Malta, en les repoussant vers leur hypocrite patron.

« Et, dans le Parlement italien, les hommes libres, affranchis des laides promiscuités, proclameront la liberté et l'achèvement de la Patrie. »

On juge de l'émotion que devait produire sur la foule un tel langage, appuyé par des révélations, aussi émouvantes, d'un caractère en même temps aussi insolite, sur les dessous diplomatiques du conflit européen : la place publique redevenait le forum où les affaires de l'Etat étaient exposées aux citoyens... Ainsi, le nom, l'honneur de la nation étaient en jeu. Non seulement l'accomplissement des destinées nationales risquait d'être arrêté

par l'intervention étrangère, mais encore les engagements de l'Italie envers d'autres puissances ne seraient pas tenus. C'était la servitude, c'était l'humiliation, et l'opinion publique en était touchée au point le plus sensible : au cours de ces journées ardentes et tumultueuses, l'idée nationaliste, lentement préparée depuis dix ans, développée déjà par l'expédition de Libye, fit un bond immense. Combien de forces morales, de courants intellectuels, de traditions peut-être inconsciemment nourries, combien de sentiments contraires, de vellités jusqu'alors obscures émergèrent et réalisèrent leur conjonction à ce moment-là ! La fierté du citoyen romain, — qui, de nos jours, n'a pas vainement relevé dans sa vie municipale le symbole du S. P. Q. R., — s'unissait aux souvenirs du *Risorgimento* et à la claire notion que possède l'Italie contemporaine de ses droits et de ses devoirs de grande puissance. Quelle erreur, quelle fausse note, quelle lourde faute, de la part du prince de Bülow, de n'avoir pas compris que sa mission extraordinaire, l'importance de son personnage, les allées et venues, si suspectes, de la villa Malta, devaient justement alarmer les susceptibilités du peuple italien, encore si près des souvenirs de la domination étrangère ! Ce sentiment de la dignité et de l'indépendance natio-

nales, sentiment si puissant, si déterminant dans cette crise de mai 1915, a trouvé d'ailleurs en M. Guglielmo Ferrero un interprète qui a su en mettre en relief le caractère historique, de même que M. d'Annunzio l'avait lyriquement traduit.

« Le prince de Bülow », écrivait dans le *Secolo* l'éminent historien, « le prince de Bülow a tenté
« de renverser un gouvernement légal qu'il savait
« inaccessible à ses propositions. Ce sont là des
« méthodes dont la diplomatie allemande se sert
« à Constantinople et à Téhéran, et dont elle se
« servait à Fez avant que le Maroc fût placé sous
« le protectorat de la France. L'ambassadeur qui
« aurait fait, dans une capitale européenne quel-
« conque, ce que M. de Bülow a fait à Rome, aurait
« dû être rappelé immédiatement sur la demande
« de la puissance auprès de laquelle il était accrédité. Cette crise formidable devra décider à la
« face du monde si l'Italie est disposée à tolérer
« que la diplomatie allemande la traite comme la
« Turquie, la Perse et le Maroc, et ne fasse pas
« de distinction entre Rome et Byzance. »

Ces soulèvements du patriotisme italien contre le représentant impérial, le *missus dominicus* de Guillaume II, nous ont rappelé bien des fois une chose vue de la vie romaine, vieille de plusieurs

années déjà, où trois des personnages destinés à jouer un rôle de premier ordre dans les circonstances que nous racontons, nous étaient apparus côte à côte, réunis par les conventions du monde qui rassemblent amis et ennemis dans les mêmes salons. Il y avait réception au palais Farnèse. Sous les voûtes magnifiques, où sont peintes les puissantes mythologies de Carache, affluaient, avec le personnel des ambassades, les représentants du monde politique italien et de l'aristocratie romaine. Il y avait aussi une mission militaire française, conduite par un général qui devait être gouverneur de Paris dans des circonstances tragiques. Combien, depuis, ont pu se rencontrer face à face sur les champs de bataille qui, ce soir-là, devisaient autour du buffet garni des vins d'une Champagne que les armées allemandes n'avaient pas encore ravagée ! Ce soir-là aussi, dans ces temps qui nous semblent si lointains, où la paix régnait encore sur l'Europe, l'ambassadeur de France avait invité le prince de Bülow, comme il avait prié tous les étrangers de distinction de séjour à Rome. Qui eût dit alors que l'ancien chancelier de l'Empire allemand, retiré dans sa villa Malta, à peu près comme Bismarck, après sa disgrâce, avait pris sa retraite à Varzin, serait bientôt chargé par son maître de

tenter un suprême effort pour garder l'Italie dans l'alliance des deux Empires du Centre ?...

Le hasard fit qu'à un moment donné l'ambassadeur de France, M. Tittoni et le prince de Bülow se trouvèrent sous nos regards dans le même salon de l'admirable palais, qui est la maison de la France à Rome. Quels intéressants contrastes formaient la physionomie si fine et si nuancée de M. Camille Barrère, et le visage vigoureusement dessiné, éclairé d'un regard de feu, du diplomate italien, avec la forte carrure germanique du prince de Bülow, surmontée d'une figure poupine au milieu de laquelle s'ouvrait une large bouche, véritable image des appétits de conquête allemands. Au moment même où cette bouche voulait sourire, elle avait déjà l'air de vouloir tout avaler. Il y avait un renseignement précis, une indication digne d'être retenue, dans l'opposition qu'offrait la personne de l'ancien chancelier avec l'ambassadeur français et le ministre italien. Que, dans une circonstance difficile, ces trois sortes d'hommes fussent mises en contact, et il n'était guère douteux que le prince de Bülow, quelque expérimenté qu'il fût, ne dût commettre, entraîné par la brutalité prussienne, par son excessive confiance dans les forces allemandes, de ces fautes auxquelles les Latins sont

immédiatement sensibles, de celles dont il faut se garder avec eux.

Là-dessus, le sentiment des Italiens est unanime. « Le prince de Bülow, nous disait un ancien ambassadeur d'Italie, s'est attaché avant tout et presque uniquement à l'opinion de nombreux députés neutralistes, qui allaient répétant que la guerre était une grosse, une très grosse affaire. Les hésitations de ces hommes politiques lui étaient connues. Et le prince de Bülow venait leur suggérer ceci : « Ce que le patriotisme italien désire, je puis vous le procurer en vous dispensant de courir la fortune des armes. » Ce rôle, c'était celui de Méphistophélès : le prince de Bülow n'est pas allé plus loin. Il s'est arrêté à l'épiderme du pays, et il n'a pas senti la chair sous l'épiderme. Ce qui prouve que, s'il passe en Allemagne pour avoir de la finesse, il est dépourvu de véritable pénétration. Le prince de Bülow avait indiqué à l'Italie des combinaisons et des compensations possibles aux dépens d'autres Etats que l'Autriche. Il nous avait montré le chemin de Tunis, le chemin de l'Egypte. Et il ne lui est pas venu à l'esprit que ces tentations devaient rester sans effet parce que les Italiens avaient eu très vite le sentiment que, dans la crise européenne, le profit qui dure, joint à

l'honneur qui ne meurt pas, se trouvait du côté des Alliés, et non pas du côté des empires germaniques. A des annexions faciles, sans gloire, et d'ailleurs incertaines, le peuple italien a préféré la conquête, au prix du sang, de la *terra patrum*, du sol revendiqué par lui depuis de si longues années, en sorte qu'une Italie grandie matériellement et moralement sortît de cette guerre contre ses anciens alliés, tandis que les combinaisons, si avantageuses fussent-elles — et elles ne l'étaient guère, — que proposait le prince de Bülow, ne pouvaient laisser qu'une Italie amoindrie et même, il faut dire le mot, une Italie déconsidérée... »

Mais, pour que le prince de Bülow pût comprendre cela, il eût fallu d'abord qu'il commençât par ne plus sentir ni penser comme un Allemand, et par ne plus nourrir dans ses veines du sang d'authentique prussien.

« Ce qui a été particulièrement intolérable à l'opinion italienne, nous disait encore un tribun populaire, c'est que le prince de Bülow, ambassadeur d'un Etat étranger, ait prétendu traiter avec un groupe du parlement, se soit mêlé de nos affaires intérieures, ait tenté de créer, dans le monde politique, un courant contraire à l'action du gouvernement. Par là, le prince de

Bülow a laissé percer les plans de l'Allemagne sur l'Italie. Il a trahi l'arrière-pensée de nos anciens alliés, qui était de nous manœuvrer à leur guise. Cela, l'Italie l'a compris à merveille et elle ne l'a pas supporté. L'indignation populaire a éclaté, et la guerre a été virtuellement déclarée du jour où le peuple italien a senti l'oppression étrangère... »

Le prince de Bülow aurait dû savoir, en effet, que peu de peuples sont aussi sensibles que le peuple italien, à tout ce qui est de nature à lui faire craindre l'intervention et la domination de l'étranger. L'Italie a assez souffert pour connaître la destinée d'un pays qui ne possède plus son indépendance nationale. Les souvenirs de l'occupation autrichienne ne sont pas si lointains. Et l'on a vu, dans un éclair, revenir le *tedesco*. On a vu le « barbare » repassant les Alpes, redescendant en Italie, selon d'anciennes aspirations historiques, toujours agissantes sur les peuples de Germanie. L'invasion s'approchait, en effet, bien qu'elle revêtît la forme politique d'une alliance, la forme économique d'une collaboration commerciale et financière. L'Italie, depuis quelques années, commençait à s'apercevoir qu'elle n'avait chassé l'Allemand, sous son aspect autrichien, par une porte, que pour le voir rentrer, sous son as-

pect prussien, par la fenêtre. De là, l'immense soulagement, la satisfaction profonde que la rupture avec les Empires du Centre aura apportés.

Ce n'est qu'au dernier moment que le prince de Bülow aperçut l'étendue de son imprudence et de sa faute. Comme on apprenait à la villa Malta que la foule venait de se livrer à une manifestation de sympathie devant le palais Farnèse, acclamant la France, acclamant la Triple-Entente, acclamant notre ambassadeur, M. Camille Barrère, l'heureux et patient ouvrier de l'accord franco-italien, quelqu'un, pensant peut-être faire plaisir à l'ancien chancelier de Guillaume II, s'écria que ces démonstrations populaires étaient sans valeur, qu'il ne s'agissait que d'une plèbe sans idées ni conscience, à qui des agents provocateurs avaient distribué de l'argent. Mais, se retrouvant homme d'Etat, et dissipant les illusions de son entourage, le prince de Bülow se contenta, dit-on, de répondre à ces propos légers, et de l'accent le plus grave :

« — Ne croyez pas qu'un peuple se lève pour
« quelques deniers. Ce qui anime l'Italie, c'est
« une grande passion nationale, et c'est contre
« nous que cette passion l'a dressée... »

Cette intelligence de la situation était venue trop tard et le prince de Bülow avait la philoso-

phie de l'escalier, ou, plutôt, des lettres de rappel. Parmi les erreurs psychologiques, les fautes d'intuition, les preuves d'inaptitude à entrer dans l'esprit d'autrui que les Allemands auront montrées au cours de cette guerre, on n'a que l'embarras du choix. Dans le cas italien, ils ont été d'une maladresse suprême, venue d'une méconnaissance complète de l'Italie. L'Allemagne qui a été battue à Rome au mois de mai 1915, ce n'est pas seulement l'Allemagne diplomatique et politique, c'est l'Allemagne historienne, l'Allemagne intellectuelle, l'Allemagne si fière de sa science et de l'amas de ses connaissances et de ses documents.



A ce moment, où l'émotion populaire atteignit le plus haut degré, on vit le drame approcher du dénouement en suivant, si l'on peut ainsi dire, les règles classiques. L'Italie était à un carrefour, elle avait à choisir entre deux politiques. Et qui restait maître de ce choix, qui serait l'arbitre supérieur? D'un mouvement naturel, la foule se tournait vers l'une des collines de Rome, celle où s'érige le palais royal. C'est à l'héritier de ceux qui avaient fondé l'Italie moderne que le

peuple demandait de traduire le sentiment national. C'est en lui qu'il plaçait toute sa confiance. Ainsi, par le mécanisme strictement constitutionnel de la démission du ministère, la crise avait pour conséquence de laisser face à face l'opinion publique et la monarchie. Sûr du sentiment populaire, M. Salandra ne l'était pas moins, peut-être, du sentiment royal. En mettant ces deux forces en contact, son habile et opportune retraite sauvait tout.

L'« appel au roi » : ainsi pourrait se nommer la dernière phase de ces journées romaines. Et le roi auquel en appelait le peuple, c'était le successeur des Charles-Albert et des Victor-Emmanuel II, des rois-soldats qui avaient conduit l'Italie à la grandeur. Y avait-il à douter un instant que leur héritier du ^{xx}^e siècle hésiterait à suivre leurs traces ? Les princes de la maison de Savoie ont d'abord des traditions militaires, ils portent dans leurs veines un sang guerrier et ils se sont retrouvés soldats, chefs de guerre, à toutes les grandes dates de leur histoire. En outre, depuis une centaine d'années, il est une idée qui est devenue consubstantielle à leur race, qui n'a pas cessé d'animer et de diriger leur politique : c'est l'idée italienne, l'idée d'une plus grande Italie. Cette idée a trouvé, pourrait-on dire, son taber-

nacle dans la maison de Savoie comme elle y a trouvé ses serviteurs. La maison de Savoie, à son tour, puise dans cette idée sa popularité et sa force. Cette idée a été son titre à la couronne d'Italie. Elle continue de constituer sa grande raison d'être. Comme le disait encore M. Sonnino dans le *Livre vert*, comme il chargeait, au mois de février, M. Bollati de le représenter à Berlin : « La monarchie de Savoie trouve sa plus robuste « racine dans la personnification des idéalités « nationales. » Et cela, Guillaume II, mieux qu'un autre, aurait dû le comprendre : les Hohenzollern n'ont-ils pas eu des destinées toutes pareilles à celles des Carignan-Savoie, et la Prusse, par eux, n'a-t-elle pas joué en Allemagne le même rôle que le Piémont en Italie ?

En 1848, aux origines du *Risorgimento* et dans le journal célèbre qui en avait pris le nom, Cavour, alors tout bouillant de jeunesse, avait écrit ces lignes restées fameuses : « Quand sonne « l'heure de la libération, laisser s'arrêter cette « heure serait une lâcheté ! Ce ne serait pas une « belle et grande politique, mais une politique « mesquine qui, sans nous mettre à l'abri des « périls qui subsisteraient, couvrirait la nation « d'ignominie et ferait peut-être écrouler le trône « antique de la monarchie savoyarde au milieu

« de l'indignation des peuples frémissants. » Ces lignes, vieilles de près des trois quarts d'un siècle, ont été réimprimées pendant les journées de crise de mai 1915 : à travers les années, la parole de Cavour n'avait rien perdu de sa vigueur. La maison de Savoie se trouvait ramenée à l'une de ces grandes dates historiques qui se représentent pour elle de génération en génération, et c'était pour Victor-Emmanuel III comme pour toute l'Italie qu'une heure solennelle avait de nouveau sonné.

Comme son aïeul Charles-Albert, à qui s'adressait l'adjuration de Cavour, Victor-Emmanuel III aurait pu prendre pour devise : « J'attends mon astre. » Depuis quinze ans que la mort d'Humbert I^{er} l'avait appelé au trône, quelle occasion avait eue le successeur du roi « galant homme » et du « re buono » de manifester ses idées et son caractère ? Aucune. L'occasion, soudain, se présentait avec éclat. Le roi, à ce carrefour, devait agir à la fois comme souverain constitutionnel et comme souverain traditionnel. Il avait à résoudre une crise de cabinet impliquée dans une crise nationale. D'une part, il devait agir comme le représentant du pouvoir exécutif dans un régime parlementaire. De l'autre, le vœu public, la poussée populaire l'investissaient d'un mandat

infiniment plus vaste que celui de consulter des hommes politiques et de distinguer les volontés de la Chambre pour la constitution d'un ministère. C'est de l'initiative et de la responsabilité suprêmes dans la question paix ou guerre que le sentiment général chargeait Victor-Emmanuel III. Car la formule « le roi règne et ne gouverne pas » n'a jamais été bien comprise des foules. Du moins, en temps de crise, ont-elles toujours tendance à se tourner vers le chef de l'Etat, à attendre, sinon à réclamer de lui, des décisions et des actes. On raconte que, durant une des journées les plus chaudes des manifestations du mois de mai, la foule s'étant rassemblée devant le Quirinal, le syndic de la municipalité romaine fut reçu au palais et que ce bref dialogue eut lieu entre le roi et l'édile :

« — Vous venez avec tout le peuple ? » avait demandé Victor-Emmanuel III.

Un peu incertain du sens de la question qui lui était posée, croyant peut-être y discerner un blâme, le prince Colonna s'empressa de répondre :

« — C'est pour la grandeur de Votre Majesté. »

« — Pour la grandeur de la nation, » repartit vivement le souverain. C'est dans l'esprit le plus national, en effet, que le roi a rempli les deux parties du rôle qui lui était dévolu, mais, témoi-

gnant une rare souplesse, ce sont des méthodes bien différentes qu'il a employées dans chacune.

Pour la résolution de la difficulté ministérielle, Victor-Emmanuel III s'est montré politique consommé. On lui attribue cet aphorisme qui résume son expérience personnelle : « Quand les ministères sont forts, la couronne peut être faible, et quand les ministères sont faibles, c'est la couronne qui doit être forte. » M. Giolitti, dont les ministères avaient eu autrefois une vitalité exceptionnelle, n'a pas dû, en effet, dans ses conversations avec le roi, pendant les journées critiques de 1915, retrouver l'atmosphère des temps anciens. Et le roi, ayant achevé le tour des ministrables, les ayant laissés partir convaincus que la seule politique à faire était celle de M. Salandra, leur ayant démontré que, si M. Salandra s'était retiré, c'était par désintéressement personnel, pour prouver qu'il ne recherchait pas la gloire d'attacher son nom à la guerre, — cela fait, le roi avait déblayé la place, liquidé la difficulté parlementaire, et il ne lui restait plus qu'à rappeler au pouvoir les hommes qui avaient dénoncé l'alliance autrichienne et conclu un accord avec la Triple-Entente.

Ainsi, par un véritable chef-d'œuvre, le roi avait traduit constitutionnellement le vœu popu-

laire. Sans courir les risques d'une dissolution et d'élections nouvelles dans un pays troublé, en face de la plus grave des crises européennes, il avait mis fin au conflit qui menaçait d'opposer le Parlement et l'opinion publique. En sorte que le monde politique doit à Victor-Emmanuel III une solution honorable du conflit, un apaisement dont plus d'un parlementaire sent aujourd'hui le prix. L'Italie lui doit la décision qui ouvre tout l'avenir à la nation italienne, l'oriente vers ses plus grandes destinées. Le roi a repris les traditions de sa maison. Il a été ce qu'on attendait de lui : un Savoie. Pour le pays, il a été le guide, le chef, et, dans le sens le plus romain du mot, le dictateur. Son prestige personnel est désormais immense. La dynastie n'aura jamais été plus forte, mieux assise, plus populaire dans la péninsule. Et, de nouveau, imitant l'exemple des Mazzini et des Garibaldi, des républicains patriotes se sont, par raison d'intérêt national, ralliés à la monarchie...

Est-on fondé à aller plus loin, à dire (quelques personnes le soutiennent à Rome) que le plus grand service que la couronne ait rendu à l'Italie, dans ces circonstances, ait été de lui faire faire l'économie d'une révolution ? Si le retour de M. Salandra, si l'intervention et la déclaration de

guerre à l'Autriche n'avaient pu être obtenus, si les partisans de la neutralité l'avaient emporté, aurait-on pu voir les manifestations populaires, arrivées le 15 mai à leur plus haut degré de violence, dégénérer en un mouvement véritablement révolutionnaire ? Quelques témoins de ces événements l'ont pensé. « Je n'ai jamais si bien compris la Terreur, » nous confiait l'un d'eux. La princesse X... nous racontait également que, le soir du 15 mai, elle s'était crue transportée en 1793 lorsqu'elle avait vu une bande d'hommes du peuple envahir son appartement : ce n'était, il est vrai, que des orateurs suivis de leurs amis et qui avaient jugé que le balcon du palais était un excellent endroit d'où haranguer le peuple... Mais, une révolution, de nos jours, et avec les moyens puissants dont les gouvernements disposent, ne peut se faire sans le concours de l'armée. L'armée italienne se fût-elle prêtée à un *pronunciamiento* ? Se fût-il seulement trouvé chez elle l'équivalent de cette Ligue militaire qui, voilà quelques années, en Grèce, avait changé la face de la politique ? Rien ne permet de le croire, et les Italiens sont unanimes à écarter cette hypothèse. En même temps, toutefois, ils sont nombreux à dire qu'on ne peut prévoir ce qui se serait passé si le sentiment public n'a-

vait pas reçu satisfaction, si M. Salandra n'était pas revenu au pouvoir. Et l'on pense en même temps que, si les neutralistes l'avaient emporté, la répression et même les représailles qu'ils auraient exercées, eussent été sévères. Il nous est arrivé d'entendre soutenir, — ce qui est peut-être exagéré, — que M. Giolitti, en reprenant sa dictature, n'eût pas hésité à faire fusiller Gabriele d'Annunzio. Ainsi l'autorité du roi aurait fait faire à l'Italie l'économie, non pas sans doute d'une révolution ni même d'une véritable guerre civile, mais au moins d'un trouble grave et prolongé dans l'esprit public, trouble infiniment dangereux à un moment où l'Italie, comme tous les peuples d'Europe, ne pouvait avoir trop de force ni d'union à l'intérieur.

Un homme politique italien d'une grande expérience, qui a occupé de hautes charges dans son pays, nous disait avoir remarqué que nulle part, en Italie, on n'avait poussé le cri de : « Vive la guerre ! » aussi longtemps que le gouvernement ne s'était pas prononcé. La guerre était dans les vœux de la nation. Mais, comme l'armée elle-même, la nation attendait le mot d'ordre royal, le commandement du chef suprême. Ce que traduisaient avant tout les manifestations populaires, c'était la fierté nationale blessée par l'intervention

allemande, c'était l'indignation causée par le sentiment insupportable que des influences étrangères tentaient de peser sur la politique de l'Italie. Les observateurs ont été frappés, en effet, par la force avec laquelle, pendant ces journées d'émotion, l'idée de trahison s'était emparée de l'esprit public. Il faudra se souvenir qu'on disait à Rome, en mai 1915, « Bülow et Macchio », à peu près comme on disait « Pitt et Cobourg » à Paris en 1793. Voici, d'ailleurs, un trait qui s'ajoute à ceux que nous avons déjà cités : on a pu voir, dans la grave journée du 15 mai, les employés des ministères manifester, en corps, en faveur de M. Salandra. Que des fonctionnaires n'aient pas craint de faire éclater leurs sentiments et de se compromettre (jusqu'à maltraiter matériellement certains hommes politiques), ce serait, dans tous les pays du monde, un très grand symptôme. C'est un des signes de l'émotion redoutable que la parole de Victor-Emmanuel III est venue soulager.

Mais si pourtant le roi avait dit non ? S'il avait préféré les calculs du neutralisme aux risques de la guerre ? Oh ! alors, il est plus que probable qu'après quelques mouvements tout fût rentré dans le calme. Le roi eût trompé l'espoir des patriotes, déçu des aspirations historiques. Mais il eût eu avec lui, personne ne songe à se le

dissimuler, non-seulement la majorité de la Chambre et du Sénat, mais encore, dans la masse profonde de la population italienne, la partie rurale surtout, attachée, là-bas comme ailleurs, au repos, ennemie du changement, résignée aussi à suivre les impulsions dont le signal est donné par les grandes villes, elles-mêmes conduites par leurs élites.



Les Italiens ne sont pas médiocrement fiers de l'énergie qu'ils ont déployée, du goût de l'action qu'ils ont manifesté dans ces circonstances. « La crise européenne a montré d'une part des peuples qui ont répondu à une provocation ; d'autre part, des peuples qui ont aveuglément suivi leur gouvernement agresseur. Tous ont accepté une situation créée à leur insu ou imposée par la force des choses. Nous seuls, en accord avec notre gouvernement et notre roi, nous seuls avons choisi, nous seuls avons voulu *notre* guerre. » Ainsi dit-on en Italie, et non pas à tort. C'est, en effet, il ne faudra pas l'oublier, un mouvement populaire puissant et profond qui a poussé l'Italie à intervenir. Et ce mouvement a trouvé, pour le diriger, une dynastie nationale, pour l'exalter un poète.

En même temps, des hommes politiques de la haute valeur de M. Salandra et de M. Sonnino, d'une ampleur de vues et d'une droiture qui n'auront jamais été dépassées en Italie, auront eu, durant ces jours décisifs, la charge du gouvernement. C'est une page de son histoire dont l'Italie aimera à se souvenir. C'est une sorte de préface et de préparation à sa guerre nationale qui mérite une admiration élevée.

CHAPITRE VIII

L'AVENIR

Les objectifs de l'Italie. — L' « égoïsme sacré ». — Le réalisme italien et le principe des nationalités. — L'Italie et l'Allemagne : pourquoi elles attendent toutes deux une déclaration de guerre. — Hypothèses sur le rôle de l'Italie dans un futur Congrès. — Le « coussinet » autrichien. — Menaces du pangermanisme. — « La guerre qui doit fonder l'Europe centrale. » — Politique future de l'Italie dans les Balkans et en Orient. — Avenir des rapports franco-italiens. — Raisons de croire à une entente durable et à une amitié prolongée.

L'Italie sait parfaitement ce qu'elle a fait et ce qu'elle a voulu en entrant dans la guerre européenne. Elle s'est défini à elle-même avec clarté ses intentions et elle a eu, dès le point de départ, une conscience admirablement lucide des objectifs qu'elle se proposait.

Ces objectifs (il importera de toujours se le rappeler) sont au nombre de quatre. D'abord, la reprise sur l'Autriche des terres *irredente*, de Trieste et du Trentin. Ensuite, la domination de

l'Adriatique et le maintien de l'équilibre dans les Balkans. Troisièmement, la consolidation des résultats obtenus dans la mer Egée par l'occupation du Dodécanèse, préface du développement de la pénétration italienne en Orient, spécialement en Asie-Mineure. Quatrièmement, enfin, l'affirmation de l'Italie comme grande puissance européenne, affranchie de toute subordination, de toute servitude vis-à-vis de qui que ce soit. C'est en face des Empires du Centre, c'est en face de l'Allemagne, si imposante encore par ses ressources militaires, que l'Italie, en 1915, a proclamé sa complète indépendance, sa volonté de se joindre aux peuples en lutte contre une entreprise d'hégémonie. Dernière venue dans la haute société des nations européennes, un peu regardée jusque-là en cadette de l'hexarchie, l'Italie, par son initiative, se sera définitivement classée Etat de premier ordre. A ce point de vue, l'intervention aura été le couronnement de toute sa politique depuis 1870. Elle aura même été comme une reprise agrandie, étendue au champ d'action européen, de la célèbre formule : *fara da se*. Bon pour des peuples de seconde catégorie de trembler devant l'Allemagne. Guillaume II en aura fait l'expérience : l'Italie, à l'avenir, ne devra plus être prise pour le satellite de personne. Im-

prudent qui méconnaîtra qu'elle se trouve désormais à égalité avec les plus grands.

Quoi qu'il arrive, quelle que soit l'issue de l'entreprise des alliés, voilà, pour le peuple italien, un premier résultat acquis. Ce bénéfice politique et moral ne lui sera plus enlevé. D'autre part, rachètera-t-il au prix du sang les villes et les provinces réclamées par l'irrédentisme ? Restaurera-t-il l'Empire vénitien sur une Adriatique qui aura cessé de lui être « très amère », où il n'aura plus à subir le voisinage d'une Autriche favorisée par les meilleurs ports, par des îles et des côtes hospitalières ? Ce sont des secrets qui reposent encore dans le sein de l'avenir. Mais, dès maintenant, l'Italie a réalisé son hypothèque sur Vallona, ce Gibraltar albanais. La possession de Rhodes ne lui est plus contestée. Matériellement non plus, elle ne sortira pas de cette guerre les mains vides.

Ce qu'il convient de ne pas perdre de vue, c'est que la guerre qu'a faite l'Italie est surtout une guerre d'expansion et de conquête. Ni la France, ni l'Angleterre, ni la Russie, pour ne parler que d'elles, ne sont entrées en campagne avec des visées d'agrandissement. On le sait de reste : il s'agissait pour ces puissances de défendre leur vie, de résister à une attaque et à une menace de destruction. Il y a là, au point de départ, entre

l'Italie et les Alliés, une différence sensible. Cette différence n'affecte nullement leurs rapports. Elle n'entrave pas l'œuvre commune. Mais on aurait tort de l'oublier. C'est un fait dont il convient, comme de tous les faits, de tenir compte. Il peut, dans telle ou telle circonstance, impliquer un état d'esprit qui soit particulier au gouvernement et au peuple italiens.

Nous avons essayé de montrer, au cours de ce livre, comment et dans quelle proportion se sont combinés l'idéalisme et le réalisme pour former la politique de l'Italie contemporaine. Mais cet idéalisme lui-même, nous lui avons trouvé un caractère dominant. Nous avons reconnu qu'il était surtout nationaliste. « Egoïsme sacré » : le mot fameux, le mot historique, qui avait fait naître tant d'hypothèses, et que M. Salandra avait prononcé au moment où l'orientation de l'Italie était encore incertaine, ce mot est l'expression profonde de la pensée italienne. L'égoïsme, quand il s'applique aux nations, devient un devoir et une vertu. Il se purifie. Ne s'agit-il pas du sort de millions d'hommes vivants, de millions et de millions d'hommes à naître ? Cet égoïsme-là, les gouvernements qui n'en ont pas le sentiment sont coupables, ils sont d'une dangereuse malfaisance. Les peuples qui le méconnaissent s'ex-

posent à de cruels réveils. Oh ! ce cas ne sera pas celui du peuple italien. Il est parti pour cette guerre, pour « sa » guerre, avec la notion la plus claire de ses intérêts. On lui a dit, et il a parfaitement compris, qu'il ne faisait pas une guerre de magnificence ni une guerre de principes, qu'il se battait pour lui-même et non pour le voisin.

Il ne faudrait pas en conclure, toutefois, que l'Italie fût restée indifférente aux attentats dont le monde civilisé est témoin depuis bientôt deux ans. Rien ne serait plus injuste, rien ne serait plus faux. Le sort de la Belgique a soulevé l'indignation de l'opinion publique. Lorsque les armées allemandes marchaient sur Paris, l'Italie était dans l'angoisse, et la victoire de la Marne, qui arrêtait l'invasion, la soulageait d'une anxiété cruelle. L'Italie est bien loin d'être insensible au bon droit : mais elle répugne à faire de la justice et du droit pur les maîtres absolus de sa politique. Elle n'est nullement incapable d'enthousiasme et de générosité. Mais elle ne veut pas être généreuse à ses dépens. Elle est réfractaire au sacrifice. En sorte que cet Etat, fondé sur le principe des nationalités, qui a bénéficié jadis de l'engouement qu'excitait la cause des peuples, se refuse lui-même, — et très franchement, — à servir ce principe sans examen, à défendre cette

cause sans réserve. Il existe, sans doute (car rien ne pousse de profondes racines comme une idée), une importante fraction de l'opinion italienne sur qui les doctrines de la Révolution et du libéralisme français sont encore agissantes. La présence des garibaldiens en Argonne en a fourni la preuve. Le *Secolo*, par exemple, qui a tant fait pour l'intervention, a parlé le langage de l'idéalisme démocratique, celui de la plupart des journaux français. Et si cet élément n'a pas laissé de contribuer au mouvement qui a entraîné l'Italie dans la lutte, ce n'est pas lui pourtant qui aura été décisif. Les doctrines libérales traditionnelles ont été, depuis de longues années, dissociées par la critique italienne. Quant au public, il est amateur de ces discussions de philosophie politique et elles ont été vulgarisées à son usage. Nous nous souvenons même d'avoir lu, il y a deux ans, dans un journal populaire, sous la signature imprévue de M. Luzzatti, une analyse des Droits de l'Homme où paraissait bien de l'ironie et que, chez nous, aucun homme politique, même conservateur, n'eût osé signer par respect pour les idées reçues et les doctrines établies.

L'Italie qui, dans cette guerre, aura travaillé pour elle-même, risquera donc de rester étrangère à certaines considérations théoriques ou

sentimentales qui, semble-t-il, conservent de la valeur aux yeux d'une partie au moins des Alliés. Qu'il s'agisse, par exemple, en un futur congrès, d'organiser l'Europe conformément au principe des nationalités, comme il en aura été si souvent question chez nous et chez les Anglais, on peut douter que l'Italie se trouve toujours et sur tous les points d'accord avec la France et l'Angleterre. Pour ce qui est de l'Orient, en particulier, indépendamment de leurs intérêts spéciaux, de leurs vues personnelles, les Italiens nourrissent un scepticisme assez justifié quant à la vertu du principe des nationalités et ils seraient disposés à voir en lui un facteur de trouble plutôt qu'un facteur de pacification. N'oublions pas qu'il s'agit pour les Italiens de questions d'une portée pratique et immédiate, de peuples avec lesquels ils sont en contact, dont ils ont l'expérience directe. Ils ne croient pas qu'une formule soit capable d'agir comme une baguette magique et de débrouiller ce chaos. Surtout, ils ne sont d'humeur à sacrifier ni leur sécurité ni leurs projets à une théorie qui leur paraît au surplus contestable. Réaliste dans la guerre, l'Italie le sera encore dans la paix : voilà un premier point, un point essentiel qu'il ne faudra, à aucun moment, perdre de vue.



La question des rapports de l'Italie avec l'Allemagne appartient au même ordre de considérations.

On s'est souvent demandé pourquoi, six mois après avoir rompu avec l'Autriche, l'Italie n'était pas encore en guerre avec l'Empire allemand, quoiqu'elle eût donné des preuves manifestes de son accord avec les Alliés et même adhéré d'une manière officielle au pacte de Londres. Mais il faut bien voir que, si l'état de guerre n'existe pas entre les deux pays, c'est que l'Allemagne a fait tout ce qu'elle a pu pour l'éviter, pour retarder au moins le moment où il surviendrait. La presse allemande avait d'abord salué par une explosion de colère la dénonciation de la Triplice. Quarante-huit heures après, le ton s'était déjà sensiblement radouci à l'égard du gouvernement et du peuple italiens. Il n'était plus question de prendre fait et cause pour l'Autriche, cependant attaquée. Quelques semaines plus tard, Maximilien Harden publiait même un article où il présentait de la politique suivie par l'Italie une justification inattendue. Chacun sait qu'en Allemagne, les écrivains qui ont l'appar-

rence d'être les plus indépendants travaillent volontiers, comme les autres, dans le sens indiqué en haut lieu. L'article de Maximilien Harden avait donc la valeur d'une indication précise et générale. Depuis ce jour, en effet, le mot d'ordre allemand a été de ménager l'Italie.

L'Allemagne la ménage pour de multiples raisons. Au point de vue militaire d'abord, il tombe sous le sens que l'empereur n'a aucune espèce d'intérêt à voir s'accroître le nombre de ses ennemis. Une déclaration de guerre à l'Italie, qui ne serait pas suivie d'une offensive immédiate et énergique, d'une campagne foudroyante à la manière du général Bonaparte, d'une entrée à Milan dans les trois semaines, accuserait gravement la faiblesse de l'Allemagne et l'épuisement de ses armées. Or, ce plan, l'Empire n'a plus les moyens de l'exécuter. Déclarer la guerre à l'Italie pour ne rien faire ou ne-faire qu'une guerre défensive, comme celle qu'ont adoptée les Autrichiens, ce serait, de la part de l'Allemagne, diminuer elle-même son prestige militaire. Il est facile de comprendre qu'elle préfère pouvoir dire que si elle ne se bat pas avec l'Italie c'est parce que l'Autriche (à qui elle a prêté, d'ailleurs, le concours de soldats bavarois) suffit très bien à la besogne.

Il est clair encore que l'Allemagne désire qu'au

moment de traiter la paix, lorsque quelque congrès s'ouvrira, il reste au moins une grande puissance européenne qui n'ait pas été son ennemie, qu'elle n'ait pas rencontrée sur les champs de bataille, avec qui elle n'ait pas créé de l'inexpiable. En outre, au point de vue économique et commercial, l'Italie était, naguère encore, tout autant que la France et la Belgique, considérée par les Allemands comme une sorte de dépendance et de futur protectorat. Il leur est pénible de voir, à l'avenir, leur activité entravée de ce côté-là. Ils se sentent désormais séparés de toutes les nations européennes par un fleuve de sang. Ils se rendent compte que la reprise de relations normales avec le reste de l'Europe leur sera difficile. Ils aimeraient qu'il restât au moins un grand Etat européen avec qui un rapprochement immédiat fût possible sans que d'atroces souvenirs et des ressentiments vinssent s'interposer.

De son côté, il est vrai, l'Italie, elle non plus, n'a pas déclaré la guerre à l'Allemagne. C'est qu'elle n'aime pas les vaines parades ni les complications inutiles. L'absence de frontières communes entre les deux pays eût rendu le conflit théorique. Et ce conflit sans effet militaire eût été propre à faire naître, notamment à l'intérieur, certaines difficultés. Il ne faut pas se dissimuler

que la répugnance à la guerre, montrée, jusqu'au mois de mai, par plusieurs éléments de l'opinion italienne, n'avait pu céder sans laisser quelques traces. Oh ! certes, le neutralisme s'était incliné de bonne grâce. Il avait accepté la guerre à l'Autriche. Mais la guerre contre l'Allemagne eût soulevé d'autres objections, une nouvelle résistance. Le gouvernement italien a mieux aimé procéder par étapes et laisser agir les événements. Il connaît le terrain, et sa prudence est faite de sagesse et d'expérience : il convient de le laisser juge des opportunités.

Il n'ignore pas, au surplus, que les avantages remportés sur l'Autriche seront précaires et même illusoires tant que l'Allemagne ne sera pas vaincue et bien vaincue. L'Italie sait aussi que, dans le cas d'une victoire allemande, elle tomberait sous la sujétion des Empires germaniques et que sa sécurité même, son intégrité territoriale seraient menacées. Le sentiment que le péril de l'hégémonie allemande existe également pour l'Italie a pris d'ailleurs autant de lucidité que de force. Quelques voix, au cours de ces dernières années, avaient déjà signalé l'envahissement de la péninsule, la main-mise de l'Allemagne sur divers organismes de l'Etat italien. Les événements de 1914 ont achevé d'éclairer l'Italie et lui

ont révélé dans toute son étendue le danger de la domination politique, économique et même spirituelle à laquelle prétend la Germanie. Dans un petit livre qui a eu un retentissement considérable, *l'Italie et la civilisation allemande*, M. Ugo Ojetti a présenté avec vigueur les raisons qui commandent aux Italiens de ne subir, ni dans le domaine de l'intelligence, ni ailleurs, la tyrannie de l'Allemagne. D'autre part, de nombreux ouvrages, qui ont été très lus, ont révélé et démontré la pénétration de la vie économique de l'Italie par la banque et le commerce allemands. Ces révélations ont créé un état d'esprit. Avec la haute conscience qu'elle a de sa personnalité nationale et morale, l'Italie est désormais en garde contre les méthodes de cet envahissement sournois et tenace à qui l'Allemagne sait aussi bien trouver les formes de la paix que les formes de la guerre.

Cependant si la clairvoyance et la méfiance de l'Italie sont en éveil, il faut compter avec d'autres considérations qui, un jour donné, pourraient agir pour rapprocher, sur certaines questions, le point de vue italien du point de vue allemand. Ce n'est pas par un pur hasard que les deux unités, l'italienne et l'allemande, auront coïncidé dans l'histoire. Elles ont été en fonction l'une de l'autre

et beaucoup d'esprits politiques, en Italie, estiment que le royaume serait en danger si l'Allemagne venait à s'affaiblir considérablement ou retournait à l'état de confédération amorphe, sinon de « mosaïque disjointe. » Dans l'hypothèse d'un congrès où les alliés victorieux entreprendraient sérieusement de ruiner le « militarisme prussien » en supprimant la condition même de la force allemande, qui est l'unité de l'Allemagne sous la domination de la Prusse, il y a des raisons de croire que l'Italie pourrait être disposée à élever des objections contre un programme renouvelé, quant aux pays germaniques, des traités de 1815 et des traités de Westphalie. Toutefois la question est encore loin de se poser dans ces termes, et il est peu probable qu'elle se présente d'ici longtemps avec cette netteté et cette rigueur. L'objection, qui existe dans certains esprits italiens, est donc pratiquement négligeable et les vrais préoccupations du jour ne sont pas là.

Contrairement à un préjugé répandu en France, la diplomatie italienne ne semble pas, d'un autre côté, aussi désireuse qu'on l'avait cru de voir disparaître la monarchie austro-hongroise. Une fois réglés ses vieux différends avec l'Autriche, une fois en possession des *terre irredente* et sans in-

quiétude du côté de l'Adriatique, l'Italie verrait d'un œil favorable l'Empire des Habsbourg subsister avec une force suffisante. Si cet Empire s'écroulait, l'Italie se trouverait en contact immédiat avec une Allemagne dont la puissance serait accrue d'une manière formidable, et c'est un voisinage auquel elle ne tient nullement. A l'opposé, elle a prévu depuis longtemps que la constitution d'un État jougo-slave, qui suivrait la dissolution de l'Autriche-Hongrie, et qui apparaîtrait sur la scène du monde avec des forces jeunes et des appétits nouveaux, compliquerait sa situation et risquerait de lui créer des difficultés pour l'avenir. L'Italie, avec raison, préfère le connu à l'inconnu. De là est née la théorie dite, avec ingéniosité, du « coussinet autrichien. » Rien ne répondrait mieux, semble-t-il, aux vœux de l'Italie, qu'une Autriche incapable de lui nuire et encore assez vigoureuse pour servir d'État-tampon, s'interposer entre elle et des Empires trop puissants ou des nationalités exubérantes. Par le même besoin d'équilibre, elle ne serait pas opposée à la reconstitution d'une Pologne autonome aux confins de la Russie et du monde germanique. Ce sont là les éléments d'une sage politique d'empirisme et de conservation européenne. Si, après les bou-

leversements de cette guerre immense, nous devons assister à un de ces retours à la modération dont l'histoire, après les grands cataclysmes, montre tant d'exemples, l'Italie, sur ces données, peut trouver à remplir un rôle d'arbitre qui la grandira d'une façon singulière.

Il se peut aussi, toutefois, que les événements tournent de telle sorte qu'une politique de justemilieu arrive trop tard. Après un an passé de guerre, les projets et les vues de l'Allemagne commencent à nous apparaître avec plus de clarté. Les rêves d'hégémonie européenne qu'on lui prêtait étaient vagues. Ils se sont précisés à mesure que se développait la lutte. On a dû s'apercevoir que la guerre de 1914-1915 était conçue par les Allemands comme la suite naturelle des trois guerres de 1864, 1866 et 1870, comme la guerre qui doit achever l'unité nationale de l'Allemagne, incomplète aussi longtemps que l'Autriche ne fera pas de nouveau, et comme autrefois, partie de l'Empire germanique. L'idée essentielle de Guillaume II paraît bien être celle qu'ont reprise tour à tour les théoriciens pangermanistes, c'est-à-dire la formation dans l'Europe centrale d'un puissant État par la réunion des domaines des Habsbourg à l'Allemagne proprement dite. La manière dont le gouvernement

impérial a mis la main sur les armées et l'administration de l'Autriche-Hongrie à la faveur du conflit européen est révélatrice. Et si ce projet, si menaçant pour l'Europe, venait à être exécuté avec les conséquences qu'il entraînerait nécessairement, — à savoir l'hégémonie allemande en Orient, dans cette péninsule balkanique que l'Allemagne savante a définie « l'Europe subgermanique », — si cela devait être, qui ne voit combien la politique de l'Italie en serait affectée, l'avenir italien compromis ?



L'Europe n'aura pas assez pris au sérieux, pendant ces quarante dernières années, la propagande de l'école pangermaniste. De 1870 à nos jours, les théories de cette école, beaucoup plus pratiques qu'elles n'en avaient l'air, ont constamment tendu à se traduire en actes. On n'y voulait voir que des rêves d'intellectuels. Mais ces rêves, l'Allemagne politique travaillait à les réaliser, comme Bismarck avait déjà réalisé ceux des idéologues patriotes de la période antérieure. Du reste, au point de vue historique, la filière est facile à suivre. En 1849 (lorsque l'Allemagne révolutionnaire essayait de fonder l'unité à l'aide

des principes libéraux), qui se trouvait représenté au Parlement de Francfort ? Tous les pays germaniques, toute la confédération germanique, tout ce qu'il restait du vieux Saint-Empire de nation germanique : c'est-à-dire que les Autrichiens figuraient à ce Parlement grand-allemand au même titre que les Prussiens. Mais le Parlement de Francfort ne devait pas réussir à fonder l'unité nationale. L'Allemagne restait soumise au régime particulariste, au régime des petits États, aggravé par la rivalité des deux principaux d'entre eux : la Prusse et l'Autriche. Le libéralisme et la révolution s'étaient montrés impuissants à réaliser cette fusion. Il fallait donc que l'Allemagne se résignât à voir durer l'ancien état de choses, — dispersion et division, — ou bien qu'elle acceptât la méthode de Bismark.

Or Bismarck a procédé par étapes. En 1864 (guerre du Danemark), il attire l'Autriche, toujours membre de la confédération, dans un piège. En 1866, l'affaire des duchés lui ayant fourni l'occasion de la rupture, il bat l'Autriche et tue l'influence autrichienne en Allemagne. La place est libre pour la Prusse qui, en 1870, unit l'Allemagne et prend la présidence de la nouvelle confédération.

Que reste-t-il à faire alors pour que la dernière

étape soit atteinte, pour que la pensée des patriotes libéraux du Parlement de Francfort, reprise, avec des moyens autoritaires, par Bismarck, soit réalisée ? Cela saute aux yeux, cela est clair : il reste à faire rentrer l'Autriche dans le giron de l'Empire germanique. C'est l'œuvre à laquelle a tendu la politique allemande de 1870 à 1915.

Notons bien que Bismarck a préparé de longue main ce résultat, qu'il l'a rendu possible, en ménageant l'Autriche après Sadowa, en ne l'accablant pas, en ne la rendant pas irréconciliable. Après 1870, il cherche à consolider ses victoires en constituant avec elle et avec la Russie l'alliance des trois Empereurs. Mais, dès qu'il voit que l'antagonisme austro-russe s'accuse, se précipite (par les affaires d'Orient), il n'hésite pas, quoi qu'il lui en coûte. Son choix est fait d'avance. C'est pour l'Autriche qu'il opte. Dès lors, soutenir l'Autriche contre la Russie et le slavisme devient le programme allemand : car l'Autriche, c'est l'Allemagne. C'est une partie de la chair de la grande Germania.

Ainsi, en 1914, l'Empire allemand eût pris, contre la Russie, la défense de l'Empire austro-hongrois, même contre le gré de Vienne. Si, à quelque moment de ces fatales journées de juillet, l'Autriche, comme on a cru le remarquer, s'est

avisée qu'il serait plus sage de céder, il était trop tard. L'Autriche ne s'appartenait déjà plus. Pour elle, l'Allemagne décidait de la paix ou de la guerre... La chose autrichienne, c'est la chose allemande, comme l'Autriche est le prolongement de l'Allemagne. Et puis, la communauté des armes a rouvert une source de fraternité pour les peuples. L'idée de derrière la tête des dirigeants de Berlin : reconstituer au centre de l'Europe une Germanie compacte, d'un seul tenant, sous la direction de la Prusse, cette idée s'est vivifiée par les efforts, les épreuves, les victoires communes. « D'Héligoland à Orsova, tous nous gagnons, nous perdons la même chose », a dit un député radical-au Reichstag, Frédéric Naumann, dans un livre intitulé précisément *Europe centrale*, qui a paru à Berlin en 1915. Cet homme politique allemand y constate avec joie que, depuis la guerre, tout a tendu à faire de l'Allemagne et de l'Autriche deux vases de plus en plus communicants. Il compte bien qu'après la guerre, ce résultat sera maintenu, que la renaissance d'une grande Germanie, nécessaire à l'un comme à l'autre Empire, sera en tout cas l'effet qu'aura produit le grand conflit européen, le résultat qui restera acquis. Là-dessus tout l'impérialisme allemand, dans ses nuances diverses, est

d'accord. Pangermaniste en dépit de son nom français, Paul de Lagarde avait déjà annoncé, en 1886, « la guerre qui devait fonder l'Europe centrale. » C'est à cette guerre que nous assistons aujourd'hui.

L'Italie sait bien qu'elle n'a rien à gagner à ce que la question de l'Adriatique au lieu de se poser entre elle et l'Autriche, se débâte avec une plus grande Allemagne. Elle sait que la question de Trieste peut redevenir demain celle de Venise, après demain celle de Milan. Elle se souvient qu'en 1859, après Magenta et Solferino, la Prusse, et toute la Confédération germanique avec elle, considérant qu'il s'agissait d'une affaire allemande, s'étaient déclarées prêtes à soutenir l'Autriche et, par la menace d'une intervention sur le Rhin, avaient déterminé Napoléon III à signer les préliminaires de Villafranca. L'Italie est trop avertie de ses intérêts, de sa situation en Europe, pour ne pas faire entrer en ligne de compte l'éventualité de la formation d'une puissance germanique accrue, et telle qu'elle égalerait une sorte d'Empire de Charles-Quint. Elle sait bien qu'elle en serait la première victime et la plus mal traitée. Si, d'ailleurs, l'Italie est entrée dans la guerre, c'est parce qu'elle a compris que son immobilité faciliterait la tâche de l'Alle-

magne et en seconderait l'ambition, c'est parce que, éclairée par l'histoire, elle a entrevu, comme suite d'une victoire allemande, sa vassalité ou même son démembrement...

C'est ainsi que le point de vue de la solidarité des deux unités, l'unité italienne et l'unité allemande, apparaît comme un point de vue vieilli, archaïque, dépassé par les événements. L'Allemagne étroitement soudée à l'Autriche, selon le programme que le pangermanisme a fixé, ne se trouverait plus intéressée, comme elle l'a été de 1866 à nos jours, au maintien de l'unité italienne. Au contraire, elle reprendrait le vieux programme impérial des conquêtes et des établissements en Italie. D'autre part, la France, qui a pu considérer quelquefois que l'existence à ses portes d'un robuste Etat italien était une incommodité, et même, à certaines heures, un péril, désirera que l'Italie constitue au Sud-Est un rempart contre le monde germanique. En sorte que si, dans certaines hypothèses futures, un nouveau rapprochement entre l'Allemagne et l'Italie peut ne pas paraître tout à fait impossible, le cours général des choses, la logique des événements ne lui laissent que de faibles probabilités.

Pourtant les Allemands se flattent qu'ils remet-

tront toujours la main sur l'Italie. Avec cette imperturbable confiance qui les caractérise et que le sentiment de leur force et l'habitude du succès avaient si outrageusement développée en eux dans ces dernières années, le prince de Bülow a écrit au chapitre de sa *Politique allemande* qu'il a consacré à l'alliance italienne : « L'Allemagne et l'Italie ne peuvent se passer l'une de l'autre. Elles se retrouveront toujours, grâce à une foule de causes importantes, à l'absence de toute rivalité entre les deux nations et de toute réminiscence troublante, — le souvenir de la lutte dans la forêt de Teutobourg et de la bataille de Legnano se perd dans la nuit des temps, — grâce aussi à l'analogie de leur développement historique et aux dangers communs qui pourraient constituer pour elles une menace identique. »

Bismarck, qui avait plus d'expérience que le prince de Bülow, qui avait aussi l'expérience d'affaires plus difficiles et plus vastes, était plus réservé et plus méfiant. C'est à propos de l'Italie, justement, qu'il a comparé la politique internationale à un élément fluide qui, de temps à autre, se solidifie par l'effet des circonstances, mais qui retourne à son état premier au moindre changement de l'atmosphère. C'est pourquoi, disait-il, quand un Etat s'allie à un autre Etat, la clause

rebus sic stantibus doit toujours être sous-entendue. Dans ses calculs et son assurance, le prince de Bülow a oublié de compter avec cette clause au sujet de l'Italie.

« L'Empire de 1871 est en train de devenir un empire historique. A sa place on verra se former un vaste Empire germanique qui ne sera que la résurrection du Saint Empire romain germanique... tel qu'il était au moyen âge, alors qu'il commandait sur la moitié de l'Europe. » Ainsi s'est exprimé l'historien pangermaniste Karl Lamprecht qui, étant mort en 1915, a pu croire qu'il touchait au but. Avant lui, Constantin Frantz avait déjà dit que rien, pour l'Allemagne, n'était « plus essentiel que de gagner les bouches de nos deux fleuves principaux, le Rhin et le Danube. » Et Paul de Lagarde disait encore qu'aucun peuple n'était plus qualifié que le peuple allemand « pour exercer une action décisive sur le remaniement des pays du Danube inférieur soumis autrefois à la domination turque, et même de toute la presqu'île des Balkans. »

L'invasion de la Serbie par les armées allemandes, la marche sur Constantinople, peut-être

bientôt sur Salonique, auront montré que l'Allemagne passait à l'exécution de ces projets ambitieux conçus dans les Universités par ses intellectuels. D'ailleurs, n'est-ce pas par l'Orient que la guerre a commencé ? N'est-elle pas fonction du *Drang nach Osten* ? Là encore, toutes les vues, toutes les idées, toutes les positions de l'Italie seraient bouleversées si les plans de l'Allemagne devaient réussir et si l'Empire allemand plaçait les Etats des Balkans sous sa dépendance et les réduisait, suivant l'expression des théoriciens du pangermanisme, à la condition d'une « Europe subgermanique. »

La politique de l'Italie dans les pays balkaniques a surtout été faite jusqu'ici de rivalité avec l'Autriche, de méfiance vis-à-vis des Serbes et des Grecs. Pour reprendre l'ancien empire de Venise sur les îles et les côtes de l'Adriatique orientale, pour dominer de Trieste à l'Albanie, il ne s'agissait pas seulement pour l'Italie d'exploiter les Habsbourg. D'autres concurrents s'étaient peu à peu découverts à elle. Les Slaves d'Autriche-Hongrie, descendus vers la mer, devenus, par le mouvement des nationalités, plus conscients de leur personnalité et de leur langue, ne se connaissent pas seulement comme différents de leurs maîtres de Buda-Pest et de Vienne,

mais comme différents aussi des populations italiennes qu'elles rencontrent à Trieste, à Fiume, à Raguse et qu'elles tendent à submerger. De ce côté, la politique italienne s'est singulièrement compliquée du jour où l'Italie a dû s'apercevoir que le problème, au lieu de se réduire à deux termes, en embrassait trois ou quatre et que le principe des nationalités, au lieu d'aider à le résoudre, ne servait qu'à le rendre plus insoluble, les entités nationales en présence étant irréductibles et leurs éléments respectifs géographiquement mélangés les uns aux autres d'une manière inextricable et propre à engendrer autant de discordes qu'il en existe parmi les populations de la trop fameuse Macédoine. Dans un discours prononcé devant une députation d'exilés dalmates qui lui faisaient hommage d'un livre écrit à la gloire de leur pays, Gabriele d'Annunzio, au printemps dernier, tout en exprimant avec force que la Dalmatie devait être une terre italienne, ne cachait pas non plus les compétitions dont elle était l'objet. « Ce livre que vous déposez
« entre mes mains, disait-il, est un acte de pos-
« session. Il est bref et pourtant il est d'un grand
« poids. Il nous signifie, clair et concis, dans le
« style de Rome, que la Dalmatie appartient à
« l'Italie par droit divin et humain. Sous la force

« latine de Rome, des Papes, de Venise, comme
« sous la force barbare des Goths, des Lombards,
« des Francs, des Othons germaniques, des
« Byzantins, des Hongrois, des Autrichiens, la
« vie civile de la rive de là-bas, comme la vie
« civile de la rive d'ici, a toujours été d'origine
« et d'essence italienne. Elle l'a été, elle l'est,
« elle le sera. Ni l'Allemand venu des Alpes, ni
« le Slovène du Carso, ni le Magyar de la Puzta,
« ni le Croate qui ignore ou falsifie l'histoire, ni
« le Turc qui se déguise en Albanais, jamais per-
« sonne ne pourra arrêter le rythme fatal de
« l'accomplissement, le rythme romain. Je vous
« le dis, frères, mais vous le savez. Sur cet évan-
« gile dalmatique nous pouvons en faire le ser-
« ment. »

Allemands, Slovènes, Croates, Magyars, voilà les éléments composites auxquels l'Italie doit faire face dans sa revendication, sans compter les Grecs qui, par l'Épire, étendent leurs prolongements sur l'Albanie. On conçoit donc que les Italiens aient toujours surveillé de près les progrès de la Grèce, qu'ils aient été inquiétés par le développement de la Serbie, considérée comme une sorte de Piémont balkanique, comme le noyau d'un Etat d'avenir et doué de rayonnement. Cependant, et ceci les honore singulièrement, les Ita-

liens ne se sont pas laissé entraîner à des jalousies funestes. Avec leur esprit diviseur, l'Allemagne et l'Autriche eussent aimé les voir prendre ombrage des Serbes et d'une « Grande-Serbie. » Elles ont essayé de créer entre eux des malentendus, des incidents sur le théâtre albanais. Peine perdue. Le gouvernement et les journaux italiens ont opposé un calme absolu à ces excitations. Les Italiens n'ont pas voulu faire ce plaisir à leurs ennemis de Berlin et de Vienne : se brouiller avec les Serbes pour quelques opérations de police en Albanie ni, à propos de Scutari, avec les Monténégrins.

D'ailleurs, en ce moment où nous écrivons, rien n'est moins certain que la destinée de la nation serbe. Cette nation court le risque de se trouver, pour longtemps, réduite en servitude. Elle pourra sans doute se relever de ses ruines et prendre sa revanche : une nationalité ne disparaît pas quand elle est aussi riche de vie que celle-là. Mais, en tout état de cause, il ne semble pas que l'idée « panserbe » ait l'avenir immédiat qu'on lui avait prêté. La décomposition spontanée de l'Autriche, qui était une sorte de dogme et qu'on avait annoncée comme un événement fatal, inévitable au cas d'une guerre européenne, d'un grand conflit entre Germains et Slaves, cette dé-

composition ne s'est pas produite. La monarchie austro-hongroise, surtout avec l'appui que lui a prêté l'Allemagne, semble avoir eu plus de résistance qu'on ne lui en attribuait communément et, jusqu'ici, dans cette tourmente, elle a justifié le mot de Bismarck : « Je crois à la vitalité de l'Autriche. » Un Etat serbe meurtri et saigné à blanc ne risque plus guère, pour le moment, d'être le centre aimanté qui serait capable de détacher de l'Empire des Habsbourg les populations serbo-croates qu'il renferme. Cette partie de l'Europe semble encore destinée à de longs combats, à des convulsions répétées, avant que le chaos ne s'en simplifie. Ceux qui voyaient le prochain avenir sous la forme d'une rivalité italo-serbe, ceux qui annonçaient même qu'une des premières guerres qui suivraient celle-ci serait certainement une guerre pour la possession de l'Adriatique entre l'Italie et une plus grande Serbie, ceux-là se sont probablement trompés, ou bien ils ont anticipé, et de beaucoup, sur les événements.

Par son énormité même, la guerre actuelle crée de l'incertitude. Elle pose trop de questions pour les résoudre toutes. Il semble bien que, de celles qui intéressent en particulier l'Italie, un certain nombre doivent rester en suspens. De ce

futur état d'indécision, le gouvernement italien paraît avoir la prescience et c'est peut-être une des raisons qui le font hésiter sur la meilleure manière d'intervenir avec les alliés dans la péninsule balkanique. Pour l'Italie, qui se trouve sur le bord même de cette vaste cuve où les nationalités fermentent, toute décision est grave, toute erreur peut entraîner d'incalculables conséquences et l'obscurité, la confusion, le trouble sont tels que l'on conçoit que l'Italie ait besoin de réfléchir avant de s'engager dans une voie plutôt que dans une autre. Cependant si la Bulgarie s'avance à travers la Macédoine jusqu'à l'Adriatique, si elle menaçait l'Albanie, si l'ambition que l'on prête au tsar Ferdinand (qui n'a pas fait apprendre sans dessein l'albanais à son fils le prince Boris), si cette ambition, encouragée par la cour de Vienne, commençait à se réaliser, oh ! alors, il est probable que l'Italie ne balancerait plus et ne laisserait pas apparaître un nouveau compétiteur, un nouvel ennemi sur cette mer qui, plus que toute autre, est « sa » mer.

Selon toute apparence, l'Italie a encore devant elle, du côté qu'elle a choisi pour y porter son action, des tâches difficiles et longues. Le jour où elle est entrée dans le conflit européen pour remplir son programme nationaliste et impéria-

liste, ce n'est pas le repos qu'elle a choisi. Mais elle ne l'ignorait pas, et ce n'est pas non plus le repos qu'elle désirait, mais la puissance et la grandeur. C'est ce qu'elle attend de cette guerre. Des luttes qu'a vues le *xvi^e* siècle entre la France et l'Espagne, était née la puissance anglaise. Les conflits du *xviii^e* siècle, entre la France et l'Autriche, avaient engendré la puissance de la Prusse et celle de la Russie. Pour beaucoup d'Italiens, c'est la puissance de l'Italie qui doit surgir de la guerre pour la domination que se livrent, au *xx^e* siècle, l'Angleterre et l'Allemagne.



Un dernier point à examiner, un des plus passionnants, un des plus graves : que seront dans l'avenir les rapports de l'Italie et de la France ? Ici, je prie les Français de tout parti, de toute opinion qui auront lu ce livre de ne pas s'étonner si la réponse nous apparaît comme enfermée dans les lignes mêmes de la politique italienne.

Après trente-trois ans d'alliance avec l'Allemagne, l'Italie s'est rangée avec nous et elle combat du même côté que nous. Nous avons dit plus haut le pourquoi de cette évolution. Les fautes de nos ennemis ont eu à ce résultat une certaine

part. La claire notion de ses intérêts que possède l'Italie a été déterminante. Le tact et la persévérance de notre diplomatie ont facilité le rapprochement. Et les sympathies de race, les affinités intellectuelles ne sont pas, tant s'en faut, restées sans influence. Il importera cependant de se souvenir que le sentiment a joué un rôle secondaire dans la formation de la nouvelle alliance. La Quadruple-Entente est avant tout une coalition fondée sur une communauté d'intérêts politiques et réunie par un même danger. Disons-nous bien que ce n'est pas par l'idéalisme, sans plus, que durera une amitié à qui l'idéalisme aura servi d'auxiliaire seulement.

Je m'adresse d'une part à ceux de mes compatriotes qui garderaient une antipathie pour l'Italie créée au ^{xix}^e siècle par la rupture de pactes anciens. Je m'adresse d'autre part à ceux qui voient dans cette Italie l'enfant d'un autre droit, le droit de la révolution, le droit des nationalités, le droit des peuples. Ces conservateurs comme ces libéraux doivent savoir qu'ils vivent hors du temps, sur des traditions de plus en plus obscurcies pour la nation italienne elle-même. Ils restent, les uns comme les autres, placés à un point de vue périmé, qui ne correspond plus à la marche du monde et des événements. Il

se fonde en Italie une légitimité nouvelle. Les années, en s'écoulant, y ont réconcilié bien des éléments contraires. Pour les catholiques eux-mêmes, l'unité est un fait acquis sur lequel nul ne songe à revenir, une conquête précieuse à laquelle nul n'a l'idée de renoncer. Pour les démocrates, l'Etat monarchique italien s'est révélé à l'épreuve comme l'édifice le plus habitable, les aspirations libérales et les aspirations nationales y trouvant également leur compte. A tous les Italiens nous risquons de parler un langage étranger et même un langage choquant, nous ne pouvons pas nous entendre avec eux, si nous les croyons encore dans l'état d'esprit d'autrefois, celui de leurs origines, celui de leur lointain passé.

En France, on désire que notre amitié avec l'Italie subsiste après la guerre et ne disparaisse pas avec les circonstances qui l'ont renouée. Pour cela, il importera de ne pas perdre de vue les conditions dans lesquelles l'alliance s'est faite. Ne croyons pas surtout que le sentiment, qui n'a pas suffi à la produire, suffira à la conserver. Il ne résoudra pas plus les questions franco-italiennes qu'aucune de celles qui se poseront en Europe après le conflit.

La guerre européenne a été la résultante d'une impuissance radicale des gouvernements à satis-

faire pacifiquement les besoins ou plutôt les exigences des peuples. Vers la fin de ses jours, évoquant devant Eckermann les convulsions dont il avait été le témoin durant sa longue vie, depuis la guerre de Sept ans jusqu'aux guerres de la Révolution et de l'Empire, Goethe exprimait l'appréhension que l'Europe revît des jours aussi troublés. « Ce que l'avenir nous réserve, disait-il, « il est impossible de le prophétiser. Cependant « je crains que nous n'arrivions pas de sitôt à la « tranquillité. Il n'est pas donné au monde d'être « modéré, aux grands de ne se permettre aucun « abus de puissance, à la masse de se contenter « d'une situation médiocre en attendant les améliorations successives. » Il est permis de se demander aujourd'hui, après Goethe, et à la lumière des événements qui se sont succédé depuis un siècle, si les causes qui engendrent les révolutions ne sont pas les mêmes qui engendrent les grandes guerres. Les unes et les autres ne sont peut-être que des formes de la lutte pour la vie. Qui sait si le désir, naturel à l'homme, du « mieux être », n'a pas été l'aiguillon qui, du jour au lendemain, a fait, d'une Allemagne presque socialiste, une Allemagne conquérante et guerrière ? Cette guerre, à laquelle la France aura été contrainte pour défendre son existence

et ses biens, d'autres peuples l'auront entreprise pour s'assurer « leur place au soleil. » Que cette loi de concurrence doive survivre à l'immense conflit qu'elle a causé, que, jusque dans la paix, il y ait encore d'âpres luttes à soutenir, il est malheureusement difficile d'en douter.

Après la guerre, l'Italie sera préoccupée d'assurer les avantages qu'elle aura obtenus, d'accroître ses ressources et de développer son action. Pour nous mettre d'accord avec elle, pour éviter les malentendus, il faudra bien connaître son programme, savoir, par exemple, qu'elle désire exercer une influence en Orient, semblable à celle dont la France a toujours eu le privilège. Il faudra savoir aussi qu'elle veut « devenir un grand pays industriel », comme l'écrivait récemment le député Nitti qui, déjà, voit l'Italie « techniquement très bien organisée », remplaçant l'Allemagne dans plusieurs domaines et lui succédant sur les marchés.

Sans doute la communauté des armes aura resserré les liens entre la France et l'Italie. Cette guerre conduite contre le même ennemi laissera des souvenirs durables. Mais les peuples ne vivent pas de souvenirs. Ils ne vivent pas non plus de sentiment. Il y a, en Italie, un désir très sincère de continuer avec nous, après la guerre, les rela-

tions cordiales que la guerre a établies. Cependant, si l'on interroge les Italiens, si on leur demande comment ils voient l'avenir de leurs rapports avec la France, ils se réservent, en général, parce que les bases d'une collaboration future ne leur apparaissent pas encore nettement. Comme cet état d'esprit nous plaît mieux, comme il offre plus de sécurité que cet enthousiasme fragile et cet idéalisme sans critique qui recouvrent mal les divergences ou les conflits d'intérêts, qui n'entretiennent d'ordinaire qu'une dangereuse hypocrisie ! Le fait certain, le grand avantage obtenu, c'est que, déjà, la lutte contre la domination germanique a créé entre la France et l'Italie une nécessité commune, ouvert entre elles un nouveau courant de sympathie. Ce sont des conditions hautement favorables à une entente prolongée : la clairvoyance, le réalisme, le sens politique des gouvernements feront le reste.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.	7
CHAPITRE PREMIER. — Sentiments et volontés de l'Italie : Un mot de Massimo d'Azeglio. — La comète de l'amitié franco-italienne. — L'Europe en armes. — L'Italie n'est plus une « expression géographique ». — Le « risorgimento del Risorgimento ». — Développement de la conscience nationale. — Puissance des souvenirs historiques en Italie. — La poésie et l'action. — Les traditions politiques et la guerre. — Raisons profondes de l'intervention italienne. — Insuffisance de toutes les explications partielles. — « Pour les plus grandes destinées de l'Italie. » — Ce que n'avaient pas compris les neutralistes giolittiens.	13
CHAPITRE II. — Les adaptations de la Maison de Savoie : La révolution dans le passé de l'Italie. — Un mot de George Sand. — Une dynastie d'adaptateurs et de réalisateurs. — Conseils de Joseph de Maistre. — Le drame de conscience de Charles-Albert. — Le ralliement des démocrates patriotes. — Evolution d'une monarchie subversive. — L'Iphigénie italienne. — Ni réaction ni révolution. — Après l'unité, l'apaisement et l'union.	41
CHAPITRE III. — La tradition nationaliste : Indépendance et « liberté ». — La période de la lutte et des sacrifices. — Comment s'enfante une nation. — L'union des classes. — La princesse Belgiojoso. — Le chevalier Nigra. — L'œuvre du peuple. — Le bossu de Brescia. — L'irrédentisme. —	

Guillaume Oberdank. — Rôle primordial de la littérature. — De Gioberti à d'Annunzio. — La poésie italienne du XIX^e siècle ou la lyrique nationaliste. — Leopardi, le faux pessimiste. — Carducci, poète national de la troisième Italie. — La quatrième Italie et Gabriele d'Annunzio. .

77

CHAPITRE IV. — L'Italie n'est plus la terre des morts : La méprise du XIX^e siècle. — L'ensorcellement littéraire. — L'Italie a voulu « vivre sa vie ». — Par delà les tombeaux. — Les précurseurs. — Les intuitions de Proudhon. — Premiers linéaments d'un impérialisme italien. — Le rêve de Victor-Emmanuel II. — Don Amadeo. — Le dynamisme italien. — Les nations conservatrices et les peuples en ascension. — Le mouvement des idées avant la guerre. — « Futurisme » et nietzschéisme. — Le nouveau parti nationaliste. — A propos de la cathédrale de Reims. — L'esprit italien et la guerre.

411

CHAPITRE V. — Quirinal et Vatican : Les deux reines. — La duchesse d'Aoste. — Les fiançailles augurales. — Le « roi blocard ». — Victor-Emmanuel III et les républicains. — L'heure du suffrage universel. — La crise de l'idée maçonnique. — La monarchie italienne et la papauté. — Coexistence des deux pouvoirs. — L'incident Latapie. — L'Allemagne et le Saint-Siège. — Un naïf symbole. — Prophétie sur l'empire italien. — La révolution expirante.

445

CHAPITRE VI. — De la Triplice à la Quadruple-Entente : Boutade de Thiers. — Fausse conception de la « reconnaissance » italienne. — Origines du pacte triplicien. — L'Italie entre la France et l'Autriche. — Le sentiment et la raison. — La politique de Crispi : altération du système. — L'Italie et l'Angleterre : l'assurance maritime. — Les « tours de valse ». — La « pénétration

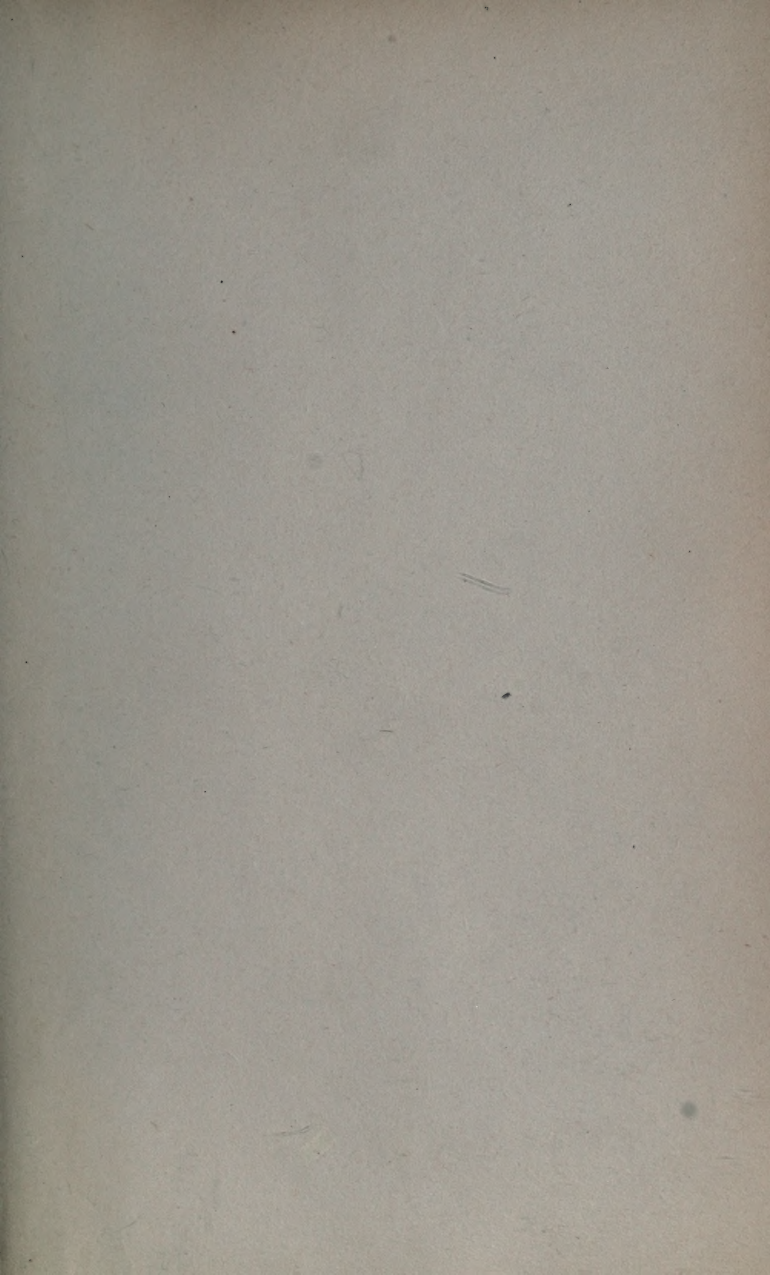
des alliances ». — Rapprochement franco-italien. — Retour à la tension et nouvelle détente. — La politique méditerranéenne de l'Italie. — Vaines tentatives de l'Allemagne. — La question du Dodécanèse. — Sir Edward Grey et M. de San Giuliano. — Ce qui se passait en avril 1914. — Pourquoi il fallait avoir confiance. — Neutralité ou intervention ? 185

CHAPITRE VII. — **Le mois historique de l'Italie (Mai 1915) :** Physionomie de Rome après ses grandes journées. — Un drame de conscience nationale. — Les protagonistes de l'intervention. — M. Sonnino et l'article VII. — Du comte Berchtold au baron Burian. — Un grand homme d'Etat qui est un grand honnête homme : M. Sallandra. — Un « coup de 420 diplomatique » : la mission Bülow. — Un retour de l'île d'Elbe parlementaire : M. Giolitti. — A bas le « parecchio ». — L'entrée en action de Gabriele d'Annunzio. — Un poète contre les parlementaires. — Rome en tumulte. — L'appel au roi. — La liberté de la Couronne. — La victoire du nationalisme italien. 217

CHAPITRE VIII. — **L'avenir :** Les objectifs de l'Italie. — L'« égoïsme sacré ». — Le réalisme italien et le principe des nationalités. — L'Italie et l'Allemagne : pourquoi elles attendent toutes deux une déclaration de guerre. — Hypothèses sur le rôle de l'Italie dans un futur Congrès. — Le « coussinet » autrichien. — Menaces du pangermanisme. — « La guerre qui doit fonder l'Europe centrale. » — Politique future de l'Italie dans les Balkans et en Orient. — Avenir des rapports franco-italiens. — Raisons de croire à une entente durable et à une amitié prolongée. 281



PARIS — IMPRIMERIE MICHELS FILS
6, 8 et 10, Rue d'Alexandrie.





I40220

HMod

B1627g

Author Bainville, Jacques

Title La guerre et l'Italie.

NAME OF BORROWER.

DATE

UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY

Do not
remove
the card
from this
Pocket.

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File."
Made by LIBRARY BUREAU

